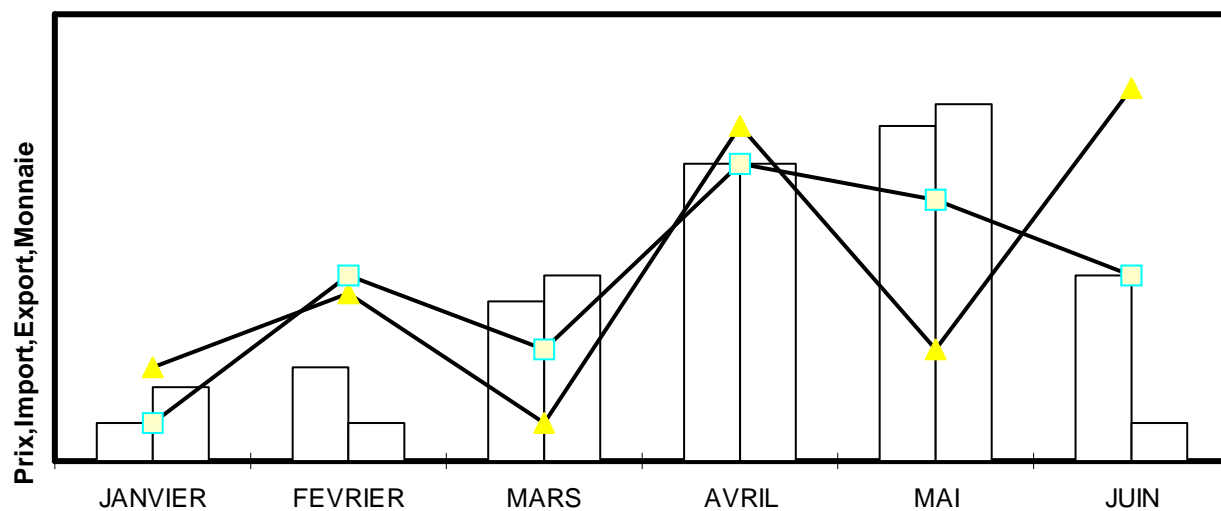


REPUBLIQUE DE DJIBOUTI
UNITE - EGALITE - PAIX

MINISTERE DE L'ECONOMIE
DES FINANCES ET DE LA PLANIFICATION
CHARGE DE LA PRIVATISATION

DIRECTION DE L'ECONOMIE

BULLETIN
D'INFORMATION ECONOMIQUE
DE L'ANNEE 2007



Publication : Direction de l'Economie

Adresse : Immeuble SARIAN Héron B.P 2535 Djibouti

Tél: (253) 35 28 01 / (253) 35 15 59 - Fax: (253) 35 28 02

Site Web: www.ministere-finances.dj

SOMMAIRE

L'ECONOMIE MONDIALE

LA CONJONCTURE NATIONALE

A- L'ACTIVITE ECONOMIQUE NATIONALE AU 31 DECEMBRE 2007

I. Secteur Primaire

- I-1. Secteur de la Pêche :
- I-2. Secteur de l'Elevage :
- I-3. Secteur de l'Agriculture :

II. Secteur Secondaire

- 2-1 : La production d'Eau courante
- 2-2 : La production de l'Energie électrique

III. Secteur Tertiaire

3-1 : La Chaîne des transports

- 1-1. Le transport maritime
- 1-2. Le transport aérien
- 1-3. Le transport routier
- 1-4. Le transport ferroviaire

3-2 : Le tourisme

3-3 : Les télécommunications

IV. La création d'Activités et l'Emploi

- IV.1 : Le secteur privé
- IV.2 : L'Emploi

V. Les prix à la consommation

B- LE BUDGET DE L'ETAT AU 31 DECEMBRE 2007

- I. Le Tableau des Opérations Financières de l'Etat
- II. Le Programme des Investissements Publics

C- LA SITUATION MONETAIRE AU 31 DECEMBRE 2007

- 1. Evolution des Agrégats Monétaires
- 2. La Contrepartie de la Masse Monétaire

D- BALANCE DES PAIEMENTS

E- DETTE EXTERIEURE

F- PERSPECTIVES ECONOMIQUES 2008-2010

- Dossiers Divers** : - Analyses financière et économique des Etablissements Publics
- Les activités de la Carte d'assurance Comesa (Carte Jaune) en 2007

Annexe : -Indicateurs Economiques

L'ECONOMIE MONDIALE

La croissance économique mondiale a été moins forte en 2007 par rapport à 2006, passant de 3,9% à 3,7%. Les cours élevés du pétrole et d'autres facteurs de production conjugués à une certaine instabilité des marchés financiers ont contribué à ce ralentissement. La récente crise des prêts hypothécaires à risque s'est soldée aux Etats-Unis, par une croissance inférieure aux prévisions et une baisse de la demande de produits importés, ce qui a eu des effets négatifs sur la croissance des autres pays industrialisés. Ces effets ont toutefois été compensés par la croissance tirée par la demande intérieure dans d'autres régions du monde.

A l'échelle mondiale, ce sont la Communauté d'Etats indépendants (CEI) et l'Asie orientale qui ont enregistré la croissance la plus forte, avec des taux supérieurs à 8%. Dans les pays en développement, le taux de croissance n'a que légèrement baissé, passant de 7% en 2006 à 6,9% en 2007. D'après les prévisions, la croissance mondiale devrait s'établir à environ 3,4% en 2008.

En dépit du fait que les cours du pétrole se sont maintenus à un niveau élevé, l'inflation moyenne à l'échelle mondiale est restée faible (2,8% en 2007 contre 2,9% en 2006), ce qui est dû en partie à la limitation des augmentations salariales, aux politiques macroéconomiques restrictives tant dans les pays développés que dans les pays en développement, et à l'offre de produits manufacturés bon marché en provenance de la Chine.

Les cours des principaux produits d'exportation africains tels que le café, le cacao, le coton et les bois tropicaux sont restés stables, tandis que le récent engouement pour les biocarburants a entraîné une hausse appréciable des cours de certains produits agricoles, dont le blé, le maïs et le sucre. Un autre facteur nouveau qui revêt une importance particulière pour les économies africaines est l'intensification rapide des échanges et des flux de capitaux Sud-Sud. De 5% en 1990, la part de l'investissement direct étranger (IDE) en provenance du Sud est passée à 17% du total mondial en 2005. Les flux d'IDE à destination de l'Afrique proviennent de plus en plus de l'Asie, en particulier de la Chine, de l'Inde et des Etats du Golfe. Dans le même temps, les flux d'IDE intra-africains, qui proviennent pour l'essentiel de l'Afrique australe et de l'Afrique du Nord, ont augmenté de façon sensible en 2006. Ils se concentrent principalement sur les secteurs des ressources naturelles et des services.

VUE D'ENSEMBLE DE LA CROISSANCE EN AFRIQUE

Légère augmentation du taux de croissance en 2007

L'Afrique a maintenu la forte dynamique de croissance qu'elle a connue ces dernières années, affichant un taux de croissance de 5,8% en 2007, contre 5,7% en 2006 et 5,2% en 2005. Comme les années précédentes, les bons résultats de 2007 s'expliquent essentiellement par la forte demande mondiale et les cours élevés des produits de base.

D'autres facteurs sont à l'origine de cette forte dynamique de croissance, notamment la poursuite de la consolidation de la stabilité macroéconomique, la volonté accrue de mener des réformes économiques, l'augmentation de la production pétrolière dans un certain nombre de pays, l'accroissement des flux de capitaux privés, l'allègement de la dette et l'augmentation des exportations de produits autres que les combustibles. Il y a eu, en outre, moins de conflits politiques et de guerres, en particulier en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale, bien que la paix reste fragile dans certaines parties du continent.

Tableau 1: Croissance au niveau sous-régional en 2005-2007 (en pourcentage)

	2005	2006	2007
Afrique de l'Est	6,2	6,0	6,3
Afrique Australe	5,5	5,8	6,0
Afrique de l'Ouest	6,0	4,6	5,1
Afrique du Nord	4,7	6,1	5,9
Afrique Centrale	4,2	2,0	4,5
Afrique	5,2	5,7	5,8

En 2007, bien que la croissance ait connu un léger fléchissement en Afrique du Nord, elle était supérieure aux chiffres de 2006 partout ailleurs en Afrique, ce qui indique qu'elle est largement répartie entre les sous-régions.

L'Afrique de l'Est, qui ne dispose pas de ressources pétrolières et dont les exportations de minéraux sont limitées, a continué d'enregistrer les meilleurs résultats économiques en Afrique, tandis qu'à cet égard l'Afrique centrale occupait la dernière place parmi les différentes régions.

La forte demande des produits de base, dont les cours sont restés élevés, conjuguées à une bonne pluviométrie et à une accélération de la croissance du secteur agricole, a stimulé l'activité économique dans le secteur industriel et le secteur des services, de même que la croissance générale dans la plupart des pays d'Afrique de l'Est.

Parmi eux, l'Éthiopie a enregistré les meilleurs résultats en 2007 avec une croissance du PIB réel de 9,5%, suivie par la Tanzanie (7%), la République démocratique du Congo (6,5%), Madagascar (6,4%), le Kenya (6,1%), l'Ouganda (6%) et les Seychelles (5,8%). Les autres facteurs à l'origine de la croissance dans cette région sont notamment l'augmentation de l'investissement public dans les infrastructures, les politiques d'encouragement au développement du secteur privé, les investissements dans le secteur de l'industrie manufacturière ainsi que la hausse des investissements directs étrangers et des recettes provenant du tourisme.

LA CONJONCTURE NATIONALE

A l'instar des pays de l'Afrique de l'Est, notre pays a réalisé un taux de croissance important de 5,3% en 2007 contre 4,8% en 2006. Ce meilleur résultat s'explique par les flux importants des investissements, l'accroissement des activités du port, et du secteur du bâtiment, par une stabilité macroéconomique, et un secteur primaire dynamique.

Le taux d'investissement a presque doublé en l'espace de deux ans, passant de **23% en 2005 à 42 % du PIB en 2007** (dans le secteur privé passant de 13,9% du PIB en 2005 à 30.6% du PIB en 2007 et dans le secteur public passant de 7.5% du PIB en 2005 à 11.2% du PIB en 2007).

En effet, une présentation succincte de l'évolution sectorielle de l'économie et de comptes économiques donne les résultats suivants.

Le **secteur primaire**, avec un taux de croissance de 8% par rapport à l'année dernière, a fortement bénéficié de la création du nouveau centre régional d'exportation du bétail, et de création de nouveaux périmètres agricoles (+150 Ha).

Concernant **le secteur secondaire**, deux des principales entreprises publiques (ONEAD et EDD) ont connu une hausse de leurs activités, due à l'accroissement de l'activité économique avec un taux de croissance de 5%.

Dans le **secteur tertiaire**, les résultats portant sur les transports, les télécommunications, le commerce, le transit, l'hôtellerie et les banques ont été favorables à fin décembre 2007. Ceux du transport maritime, la téléphonie mobile et du transport routier ont été soutenus par une demande en hausse.

* **Evolution de l'inflation**

Les tensions inflationnistes ont continué de s'appesantir jusqu'à la fin du quatrième trimestre 2007. En effet, l'indice de prix à la consommation s'est établi à 5% en moyenne annuelle en 2007, contre 3.5 % un an plus tôt à cause du maintien de la tendance haussière des prix des denrées alimentaires. En glissement annuel, l'indice général des prix a augmenté de 8.1%.

En ce qui concerne **les finances publiques**, le solde budgétaire global sur base ordonnancement a affiché un déficit de 2,6% du PIB en 2007, un chiffre proche de celui de 2006. Cependant, le déficit de base caisse a baissé, passant de 7,2 % en 2006 à 4,9 % du PIB en 2007, suite à une réduction des dépenses courantes, en particulier sur les biens et services.

Le déficit **des transactions courantes** s'est creusé en passant de 15 % en 2006 à environ 24 % du PIB en 2007 à la suite d'une forte augmentation des importations liées aux nouveaux investissements. Ce déficit était plus que couvert par l'excédent des comptes financiers et de capital résultant des entrées de capitaux, lié à l'augmentation des investissements directs étrangers (IDE).

Au plan monétaire, la masse monétaire au sens large a connu une croissance de 9,6 %, contre 11,3 % en 2006. L'expansion de la liquidité intérieure a découlé des conditions économiques favorables, d'une politique des taux d'intérêts plus attrayante et de la régularité constatée dans le paiement des salaires publics. Rompant avec la contraction des dernières années, le taux de croissance du crédit à l'économie a fortement augmenté en 2007 à un taux d'environ 23 %, et ce sont principalement les secteurs dont l'activité est associée à l'exécution directe ou indirecte des investissements directs étrangers qui en a principalement tiré parti.

A- L'ACTIVITE ECONOMIQUE NATIONALE AU 31 DECEMBRE 2007

Secteur Réel

I- Secteur Primaire

Ces toutes dernières années, le secteur primaire a emprunté le chemin de la croissance. En effet, la performance du secteur primaire en 2007 fut très remarquable, avec une augmentation de 8% par rapport 2006. Ce dernier a participé à hauteur de 4% à la formation du PIB nationale et a également contribué aux recettes budgétaires de l'Etat pour une valeur de 250 Millions FD sous forme des recettes de services.

Par ailleurs, le phénomène de l'inflation des denrées alimentaires à l'échelle internationale en 2007 a aggravé dans notre pays le problème de la dépendance alimentaire. Ce phénomène a fondamentalement mis en évidence l'importance que revêt la promotion du secteur primaire dans la croissance et le développement durable.

A cette intention, un ensemble de mesures visant la redynamisation du secteur primaire ont vu le jour. Un forum international sur les investissements privés dans le secteur primaire est tenu à l'Hôtel Djibouti Palace Kempinski entre le 2 et le 4 décembre 2007. L'objectif de ce forum était d'attirer les promoteurs privés à investir dans le secteur primaire. A l'issue de ce forum, ont été formulées des recommandations aussi bien d'ordre général mais également d'ordre spécifique pour chaque sous secteur, en l'occurrence le sous secteur de la pêche, celui de l'eau, celui de l'agriculture et enfin celui de l'élevage. Les recommandations d'ordre générales sont très ambitieuses et parmi elles figure la mise en œuvre et l'exécution de la déclaration de MAPUTO qui prévoit une affectation de 10% du budget national au secteur de l'agriculture.

I-1 Secteur de la Pêche

Le secteur de la pêche constitue au même titre que celui du sel, un des rares secteurs où nous détenons un avantage comparatif. En effet, Djibouti dispose d'énormes potentialités dans ce secteur. Selon les estimations disponibles, les ressources halieutiques sont abondantes à Djibouti mais peu exploitées. Le potentiel exploitable autorisé est estimé à 48000 tonnes/an dont 5 000 tonnes sont

considérées comme des ressources à haute valeur ajoutée pouvant être exportées et procurer des revenus importants pour les bénéficiaires.

Pour la période 2001-2007, la production annuelle a du mal à dépasser la barre de 1500 tonnes sauf exception pour l'année 2005 où elle a atteint les 1571 tonnes. Néanmoins, il est important de souligner que même la performance réalisée cette année 2005 ne représente que 3,2% du potentiel exploitable.

En 2004, le Port de pêche est mis en concession dans le cadre du vaste programme de restructuration et privatisation des Entreprises Publiques initié au cours de l'année 1998.

A cet effet, la Gestion du port de pêche est concédée à une société privée DMMI (Djibouti Maritime Management Investment) dont l'objectif ultime est d'optimiser et de dynamiser un secteur de la pêche souffrant de difficultés d'exploitation. (Cf. Décret n°2004-0027/PR/MEFPP).

1-1 La Production nationale

Tableau 2. La production Nationale sur la période 2001-2007

En tonne							
Année	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Production	806	840	821	850	1571	1300	1229
Variation	6%	4%	-2,3%	3,5%	85%	-17,3%	-5.5%

Source : Direction de la Pêche

Le secteur de la pêche a du mal à confirmer ses performances dans le temps. Suite à une baisse de 17,3% en 2006, encore une fois la production de l'année 2007 est en recul, ainsi on observe une diminution de l'ordre de 5,5% par rapport à l'année 2006. La production est passée de 1 300 tonnes en 2006 à 1 229 tonnes en 2007.

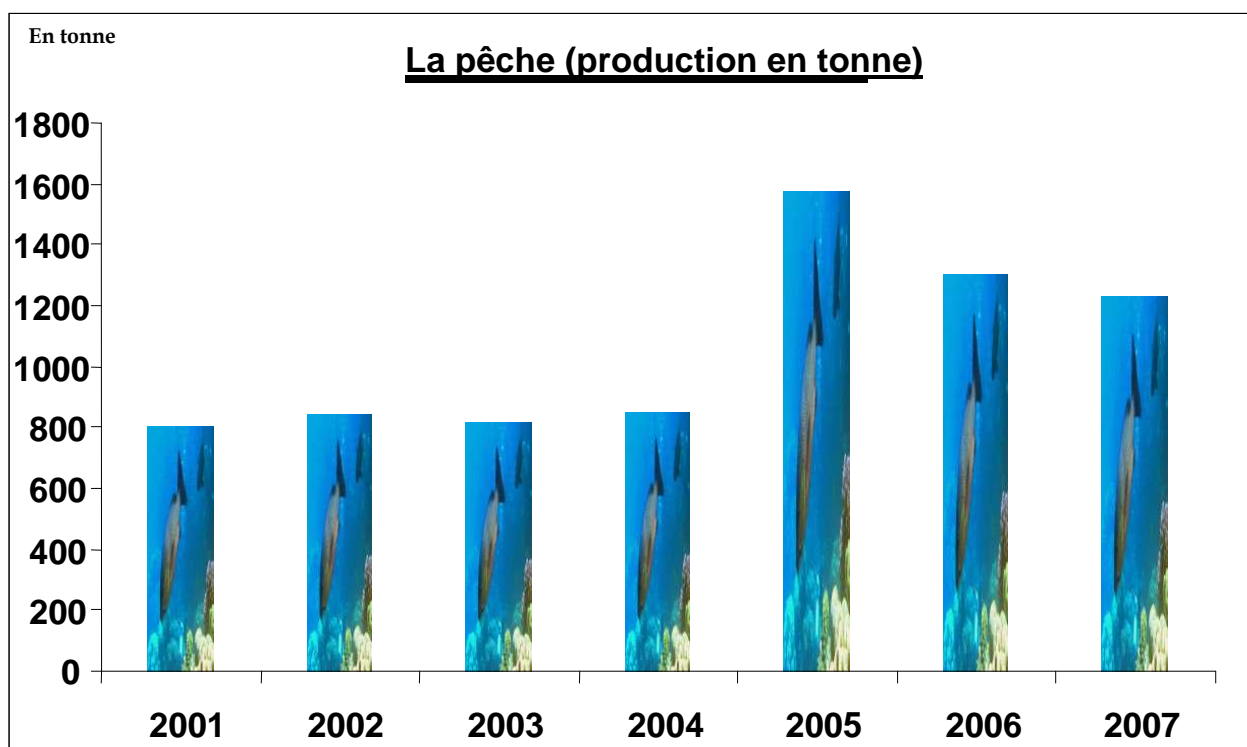


Tableau 3 : Dynamisme des lieux de débarquement 2006-2007

En tonne

	Production par Lieu 2006	Production par Lieu 2007	Variation 2006-2007	Part fonction en du Lieu débarquement 2006	Part fonction en du Lieu débarquement 2007
Port de pêche DMMI	500	461	-7,8%	38,5%	37,5%
Particulier DMMI	273	203	-25,6%	21,0%	16,5%
Production Obock	181	202	11,6%	13,9%	16,4%
Production Tadjoura	134	147	9,7%	10,3%	12,0%
Autres Productions	212	216	1,9%	16,3%	17,6%
Total	1300	1229	-5,5%	100,0%	100,0%

Source : Direction de la Pêche

La société Gestionnaire du Port de Pêche (DMMI) occupe la première place dans la production nationale pour la période 2006-2007, soit une part de 38,5% en 2006 et 37,5% en 2007 de la production totale. Elle est suivie de la production des Particuliers DMMI, du District d'Obock, du District de Tadjourah, soit respectivement des parts de 16,5%, 16,4% et de 12% de la production totale de l'année 2007.

Néanmoins, il est important de remarquer que la baisse de la performance a été plus accentuée sur les Particuliers DMMI, dont la production a connu une baisse de 25,6% par rapport à l'année 2006.

Tableau 4 : La Production par espèce 2006-2007

En tonne

	Production par espèce en 2006	Part respective des espèces en 2006	Production par espèce en 2007	Part respective des espèces en 2007
THAZARD	300	23,1%	271	22,1%
THON	107	8,2%	129	10,5%
BARRACUDA	148	11,4%	116	9,4%
CARANGUE	163	12,5%	210	17,1%
DORADE	126	9,7%	139	11,3%
MEROU	195	15,0%	182	14,8%
REQUINS	55	4,2%	31	2,5%
COLAS	39	3,0%	35	2,8%
SAKLA	16	1,2%	18	1,5%
DIVERS	151	11,6%	98	8,0%
Total	1300	100,0%	1229	100,0%

Source : Direction de la Pêche

Parmi les espèces fréquemment pêchées en cette année 2007, le Thazard arrive toujours en tête avec 22,1%. Il est suivi de la Carangue, du Mérou, de la Dorade, du Thon, et du Barracuda soit des parts respectives de 17,1%, de 14,8%, de 11,3%, 10,5% et de 9,4% dans la production nationale.

Faute de disponibilité des données liées à la production par trimestre sur les différents lieux de débarquement, il ne sera traité dans ce paragraphe que la répartition de la production par trimestre de la DMMI.

Tableau 5. Débarquement au Port de Pêche par Trimestre en 2007

En tonne

	1 ^{er} Trimestre	2 ^{ème} Trimestre	3 ^{ème} trimestre	4 ^{ème} trimestre	Total
Production	174	255	145	134	708
Variation par trimestre		47%	-43%	-8%	
Part par trimestre	24,6%	36,0%	20,5%	18,9%	100,0%

Source : Direction de la Pêche et DMMI

La performance de la production de la DMMI s'est accentuée au 2^{ème} trimestre de l'année 2007 avec une variation positive de 47% par rapport au 1^{er} trimestre 2007 en passant de 174 tonnes à 255 tonnes. Ainsi la production réalisée au 2^{ème} trimestre représente 36% de l'ensemble de la production annuelle réalisée par DMMI. La performance de la DMMI a par contre fortement chuté au 3^{ème} trimestre soit une baisse de 43% par rapport au 2^{ème} trimestre, cette chute s'est poursuivie au 4^{ème} trimestre 2007.

1-2 : Les recommandations

- Mettre en oeuvre le plus rapidement possible le Schéma Directeur de la Pêche validé en 2005;
- Octroi de terrain gratuitement pour le développement de l'aquaculture;
- Sensibiliser les investisseurs privés à développer le marché local notamment dans la distribution et la commercialisation des produits de la pêche;
- Pour la pérennité du secteur, il faut assurer la formation des jeunes ;
- Evaluation des potentialités halieutiques.

I-2 Secteur de l'Élevage

L'élevage, plus adapté aux conditions climatiques de notre pays, peut-être l'activité prédominante du monde rural. Il se pratique sous 2 formes : nomade et sédentaire. Environ 90 % de cet élevage est nomade, le reste est dit sédentaire. L'élevage nomade est caractérisé par sa mobilité aléatoire en fonction des pluies.

2-1 Evolution des activités de l'élevage sur la période 2005-2007

Les activités liées à l'élevage font vivre près du tiers de la population et la production joue un rôle prépondérant dans la sécurité alimentaire.

2-1-1 L'approvisionnement du secteur de l'élevage

Espèces	Importation 2005	Importation 2006	Importation. 2007	Evolution 06/07	Rep Imp. 2006	Rep Imp. 2007
Ovins/ Caprins	109992	214494	198367	-7,5%	87,1%	48,5%
Bovins	30 147	31 832	210 353	560,8%	12,9%	51,5%
Total	140 139	246 326	408 720	65,9%	100,0%	100,0%

Source : Direction de l'Elevage

Imp. : Importation

Rép : Répartition

Le déficit de la production nationale des produits de l'élevage est comblé par des importations en provenance des pays limitrophes et plus particulièrement l'Ethiopie et la Somalie. La croissance des importations de bétail pour les deux années écoulées est plus forte. Ainsi les importations de bétails ont respectivement augmenté de 75,8% en 2006 et de 65,9% en 2007 en passant de 246 326 têtes en 2006 à 408 720 têtes en 2007.

Par ailleurs, le dynamisme de la croissance des importations de bétail pour l'année 2006 s'est plutôt porté sur la catégorie Ovins/Caprins alors que pour l'année 2007, il s'est porté sur la catégorie Bovins. Ainsi les importations des Ovins/Caprins ont augmenté de 95% en 2006 et celles des Bovins de 560,8% en 2007.

La répartition des importations par catégories sur les trois dernières années donne également l'avantage aux catégories Ovins/Caprins et Bovins. Ce résultat s'explique par les habitudes alimentaires de la population Djiboutienne.

2-1-2 Les bétails destinés à la consommation

Espèces	Consommation locale 2005	Consommation Locale 2006	Consommation locale 2007	Evolution 06/07	Répartition CL 2006	Rep CL 2007
Ovins/ Caprins	112169	58468	182309	211,8%	60,3%	84,1%
Chameaux		265	202	-23,8%	0,3%	0,1%
Bovins	44979	38167	34344	-10,0%	39,4%	15,8%
Total	157 148	96 900	216 855	123,8%	100%	100%

Source : Direction de l'Elevage

CL : Consommation Locale

Rep : Répartition

NB : Les animaux destinés au marché de la capitale sont abattus tous les jours (7j/7).

Les données sur la consommation locale de bétails disponibles dans le tableau ci-dessus sont celles de l'abattoir de la capitale et celles des abattoirs des Districts de l'intérieur.

Ainsi, la consommation locale de bétail a repris sa croissance en 2007 et a connu une augmentation de 123,8% par rapport à l'année 2006 en atteignant la barre de **216 855 têtes abattues**. Cette hausse est le fruit des mesures fermes entreprises conjointement par la police nationale et la gendarmerie pour lutter contre les abattoirs clandestins.

Par ailleurs, la répartition de la consommation locale met également en lumière les habitudes alimentaires de la population djiboutienne aussi bien dans le milieu rural que dans le milieu urbain. Les djiboutiens ont une grande préférence pour la viande des ovins et de caprins au détriment de celle des chameaux et des bovins. Ainsi

pour la période 2005-2007, la consommation locale de la catégorie Ovins/Caprins représente plus des 60% de la consommation locale.

Tableau 6 : Répartition de la Consommation des Ovins et des Caprins par région

	CL. 2005	Rép 2005	CL. 2006	Rép 2006	CL. 2007	Rép 2007
District de Djibouti	72169	64%	22468	38%	146309	80%
District de l'intérieur	40000	36%	36000	62%	36000	20%
Total	112 169	100%	58 468	100%	182 309	100%

Source : Direction de l'Elevage CL : Consommation Locale Rep : Répartition

2-2 : Exportation du bétail en 2005-2007

Depuis que l'embargo sur les exportations de bétail à destination des pays du golfe a été levé en 2003, Djibouti s'est fixé comme objectif d'être le carrefour des exportations des bétails dans la région. Ainsi en Novembre 2005 a été mis sur pied un projet de création d'une Société à capitaux privés chargée de la mise en quarantaine, de la gestion et des exportations de bétail.

Espèces	Exportation 2005	Exportation 2006	Exportation 2007	Evolution 05/06	Evolution 06/07	Répartition 2006	Répartition 2007
Ovins/ Caprins	8 371	237 226	1 184 404	2733,9%	399,3%	82,6%	90,5%
Chameaux	2 987	7417	20 735	148.3%	179.5%	2,6%	1,6%
Bovins	27 766	42 682	102 984	53,7%	141,3%	14,9%	7,9%
Total	39 124	287 325	1 308 123	634,4%	355,3%	100%	100%

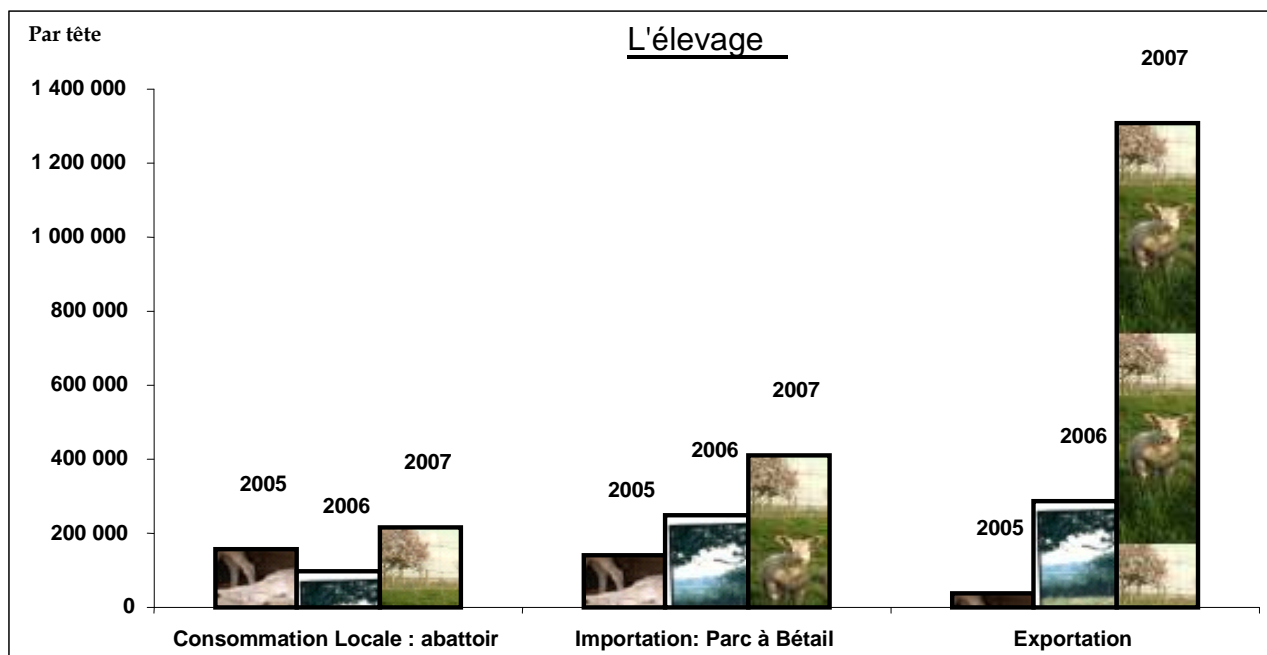
Source : Direction de l'Elevage Exp. : Exportation Rép : Répartition

Les bonnes performances enregistrées par les exportations de bétail sur les deux dernières années nous témoignent davantage des retombées florissantes de ces dispositions.

Entre 2005-2007, les exportations de bétail ont connu un boom extraordinaire. En effet, les exportations de bétail de l'année 2006 sont sept fois supérieures à celles de l'année 2005, soit une hausse de l'ordre de 634,4% entre 2005 et 2006 en passant de 39 124 têtes en 2005 à 287 325 têtes en 2006.

Celles de l'année 2007 sont quatre fois supérieures à celles de l'année 2006, soit une croissance de l'ordre de 355,3% en 2007 en atteignant la barre de **1 308 123 têtes**.

Par ailleurs, il est important de souligner que le bétail exporté est composé en grande partie de la catégorie Ovins et caprins. Ainsi les exportations de la catégorie des ovins et caprins a connu une croissance exponentielle de l'ordre de 2734% pour la période 2005-2006 en passant de 8371 têtes en 2005 à 237 226 têtes en 2006. Et pour l'année 2007, une augmentation de l'ordre de 399% en atteignant la barre de 1 184 404 têtes.



2-3 : Les recommandations

- Promotion de l'élevage de dromadaire
- Embouche des petits ruminants
- Amélioration des parcours.
- Mise en place d'un centre de formation technique pour les éleveurs et agro-éleveurs
- Développement des filières (lait et viande) et diversification des productions
- Étude de potentialité génétique des races locales
- Usine de fabrication d'aliments pour bétail ;
- Étude des productivités du bétail et recensement du cheptel national ;
- Améliorer le bien être des animaux de commerce par la mise en place d'une société de transport.

I-3 L'Agriculture

3-1- La Production nationale

Tableau 7 : L'Evolution de la production agricole sur la période 2000-2006 se présente comme suit

Saison agricole	Production agricole	Variation (%)	Part saison sur production 2000-2006
2000/01	5830	----	16,44%
2001/02	6691	14,8%	18,9%
2002/03	6835	2,15%	19,3 %
2003/04	5125	-25%	14,5%
2004/05	5369	4,8%	15,14 %
2005/06	5600	4,3%	15,8%
Total	35450		100%

Source : Direction de l'Agriculture et des Forêts (DAF)

Sur les six dernières saisons, la production agricole nationale a du mal à atteindre la barre de 7000 tonnes. La meilleure performance réalisée se chiffre à 6835 tonnes pour la saison 2002/2003 avec une légère progression de 2,15% par rapport à la saison précédente.

La production de la récente saison 2005/2006 fait également observer une croissance de 4,3% en passant de 5369 tonnes pour la saison 2004/2005 à 5600 tonnes pour la saison 2005/2006.

Selon des estimations faites en République de Djibouti, le secteur agricole ne contribue qu'à hauteur de 10% aux besoins en fruits et légumes, le complément étant importé (jusqu'à 80% des céréales consommées).

Ce sont essentiellement les conditions climatiques extrêmes caractérisées par une chaleur torride et constante, une rareté et une irrégularité des pluies qui expliquent fondamentalement la faible performance de l'agriculture. S'ajoute à ces handicaps la plus grave sécheresse de ces 20 dernières années qui continue de sévir dans notre pays à l'instar des autres pays de la sous région.

Par ailleurs, la désertification progresse actuellement, favorisée par le surpâturage et l'augmentation de l'utilisation du bois et le charbon de bois pour la consommation d'énergie des ménages djiboutiens, cela aussi contribue à vulnérabiliser la production nationale.

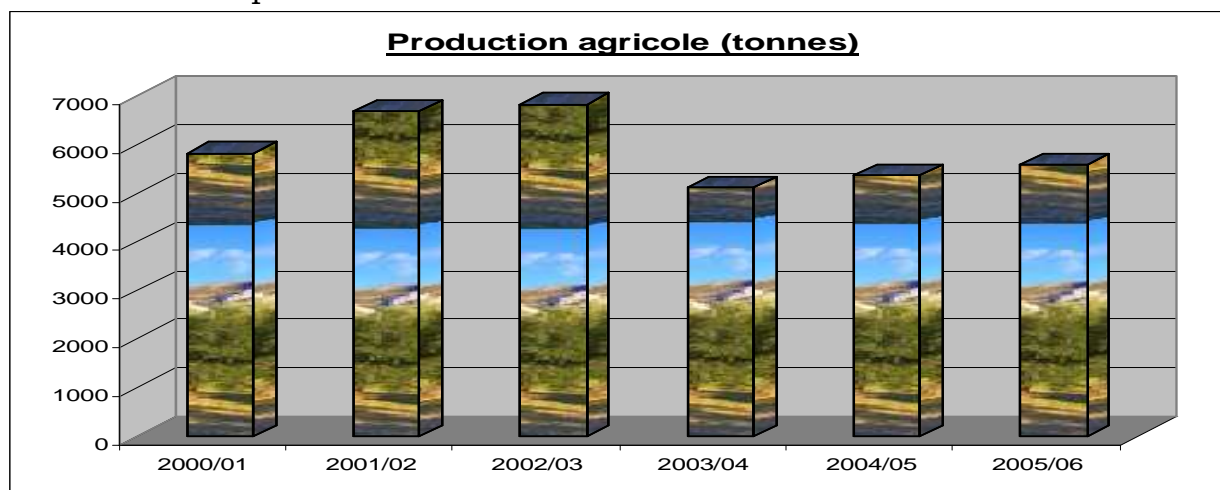


Tableau 8. Superficies cultivées et nombre d'exploitations par District pour les saisons agricoles 2005/2006 et 2006/2007.

District	Superficie cultivée (ha) 2005/06	Superficie Cultivée (ha) 2006/07	Nombre d'exploitations 2005/2006	Nombre d'exploitations 2006/2007	superficie cultivée par District (06/07)	Nombre d'Exploitation (06/07)
Djibouti	180	204	220	250	16,36%	14,8%
Arta	130	148	170	230	11,82%	13,6%
Ali-Sabieh	65	74	70	128	5,91%	7,6%
Dikhil	615	699	510	525	55,91%	31,1%
Tadjourah	95	108	420	452	8,64%	26,7%
Obock	15	17	83	115	1,36%	6,8%
Total	1100	1250	1473	1690	100%	100%

Source : Direction de l'Agriculture et des Forêts (DAF)

Sur un potentiel cultivable estimé à environ 6 000 ha pour l'ensemble du territoire seulement 1250 ha est exploité au titre de la saison agricole 2006-2007. Néanmoins il est important de noter que la superficie cultivée à titre de cette saison 2006/2007 connaît une progression de 13,6% par rapport à la saison précédente en passant de 1100 ha pour la saison 2005/2006 à 1250 ha pour la saison 2006/2007.

La croissance du nombre d'exploitations agricoles de la saison 2006/2007 s'est proportionnellement alignée sur la performance de la superficie cultivée pour la saison 2006/2007. Ainsi le nombre d'exploitations agricoles de la saison 2006/2007 a connu une croissance de 14,7% par rapport à la saison précédente en passant de 1473 exploitations pour la saison 2005/2006 à 1690 exploitations pour la saison 2006/2007.

Au même titre que la saison 2005/2006, le district de Dikhil occupe encore pour cette saison la première place en terme de superficie cultivée et représente 55,9%. Il est suivi du District de Djibouti et du District d'Arta, soit respectivement de 16,4% et de 11,8% du total de l'espace national cultivé.

Concernant les données relatives au nombre d'exploitations agricoles par District pour les deux saisons écoulées, le dynamisme par régions est resté invariable. Le District de Dikhil arrive en première position, suivi du District de Tadjoura et du District d'Arta.

3-2- Les recommandations spécifiques

- Inciter les jeunes dans les zones rurales à travailler dans l'agriculture en leur donnant la formation professionnelle appropriée et ceci à travers l'octroi d'une bourse par le gouvernement ;
- Faciliter le développement de circuits de commercialisation des intrants agricoles (semences, pesticides engrais ...etc.)
- Inciter le secteur privé à investir dans les cultures sous serre ;
- Entreprendre à l'échelle pilote l'expérimentation de culture sous serre utilisant l'eau de mer pour le refroidissement de l'air ambiant;
- Faciliter l'installation de chambres de stockage et de conservation des produits agricoles périssables ;

II- Secteur secondaire

2-1 : Production et Consommation d'Eau

La direction de l'ONEAD a clôturé une bonne année 2007 en affichant des résultats satisfaisants dans toutes ses activités. Aidé en partie par l'essor économique que vit notre pays en ce moment, avec les nombreuses constructions et la venue des investisseurs étrangers, on s'aperçoit que la demande en eau est bien stimulée. En outre les investissements entrepris par la direction en terme de construction de nouveaux forages et une amélioration du réseau pour éviter les pertes ont contribué à ces résultats.

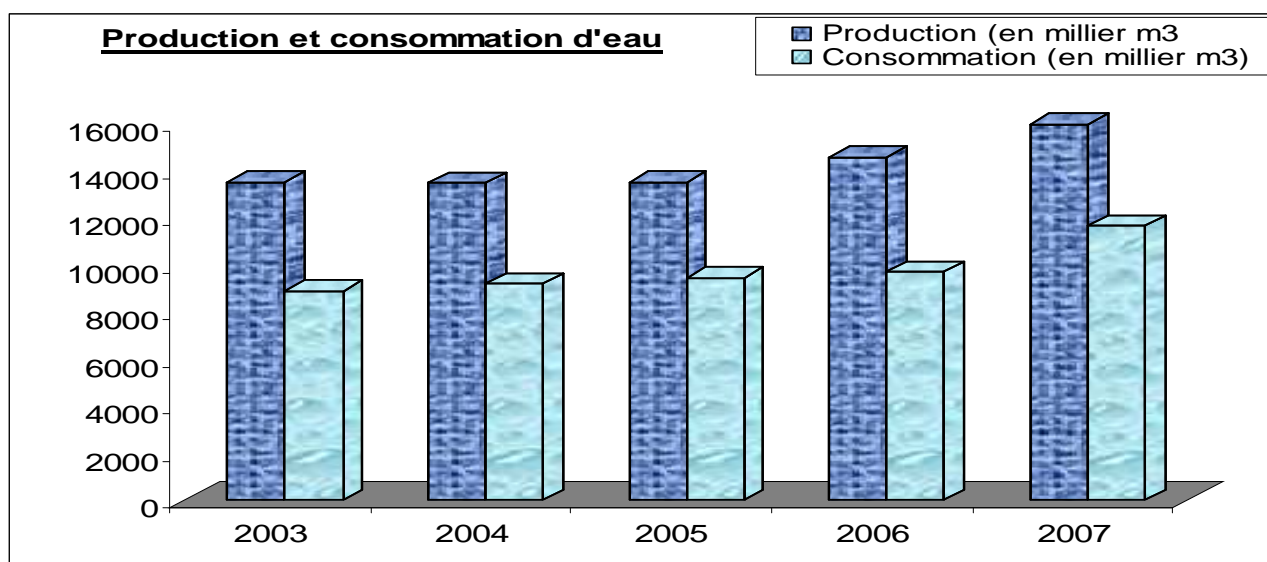
Statut	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Année 2006	Année 2007	Variation 06/07
Production (en millier m3)	13 497	13 472	13 528	14 560	15 979	+9.7%
- Djibouti-ville	11 494	11 803	11 549	12 604	13 740	+9%
- Districts	2 003	1 669	1 979	1 956	2 239	+14,5%
Consommation (en millier m3)	8 874	9 182	9 427	9 684	11 666	+20,4%
- Djibouti-ville	7 763	7 929	8 319	8 740	10 365	+18,6%
- Districts	1 111	1 253	1 108	944	1 301	+37,8%
Pertes sur le réseau	34,3 %	31,8%	30,3%	33,5%	27%	-19,4%
- Djibouti-ville	32,5 %	32,8%	28%	30,6%	24,5%	-20%
- Districts	44,5 %	25%	44%	51,7%	42%	-18,7%
Nombre d'abonnés	14 957	15 634	16 322	17 099	18 893	+10,5

L'ONEAD augmente sa production d'eau de 9.7% en 2007 avec 15 979 milliers de m3. Cette hausse est plus ressentie dans les districts (+14,5%) suite aux multiplications des forages effectués dans ses localités depuis 2006 (+9% pour Djibouti-ville).

Le niveau de la consommation facturée est en hausse de 20,4% en 2007, passant de 9 684 milliers de m3 en 2006 à 11 666 milliers de m3 en 2007. Cette consommation a été à son plus haut niveau dans les mois les plus chauds de l'année (Juin, Juillet, Août), et comme la production, elle enregistre une hausse plus significative dans les districts du pays (+37,8%).

On note une diminution de 19,4% des pertes sur le réseau, lesquelles sont passées de 33,5% à 27% d'une année à l'autre. La hausse du volume de la consommation est supérieure à celle de la production du pays, le résultat de cette combinaison ainsi que les travaux opérés sur les tuyaux du réseau expliquent la diminution des pertes en eau et donc permettent un meilleur acheminement de l'eau vers les consommateurs.

Le nombre d'abonnés qui s'établit à 18 893 enregistre quant à lui une hausse de 10,5% par rapport à 2006.



2-2 : Energie Electrique

Au terme de l'année 2007, l'EDD affiche des résultats positifs. Malgré l'augmentation du prix du baril, la production est haussée.

Statut	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Année 2006	Année 2007	Variation 06/07
Energie produite (MWH)	259 633	271 026	302 979	306 047	321 160	+5%
Energie consommée (MWH)	204 984	223 903	219 735	226 887	254 718	+12,3%
Taux de rendement	78,9%	82,6 %	72,5%	74%	79%	+6,7%
Nombre d'abonnés	32 270	33 209	34 594	36 186	37 766	+4,3%
Prix moyen au kWh en FD	42,82	41,50	50,66	51	53,5	+5%

Source: EDD MWH: Mega watt heure

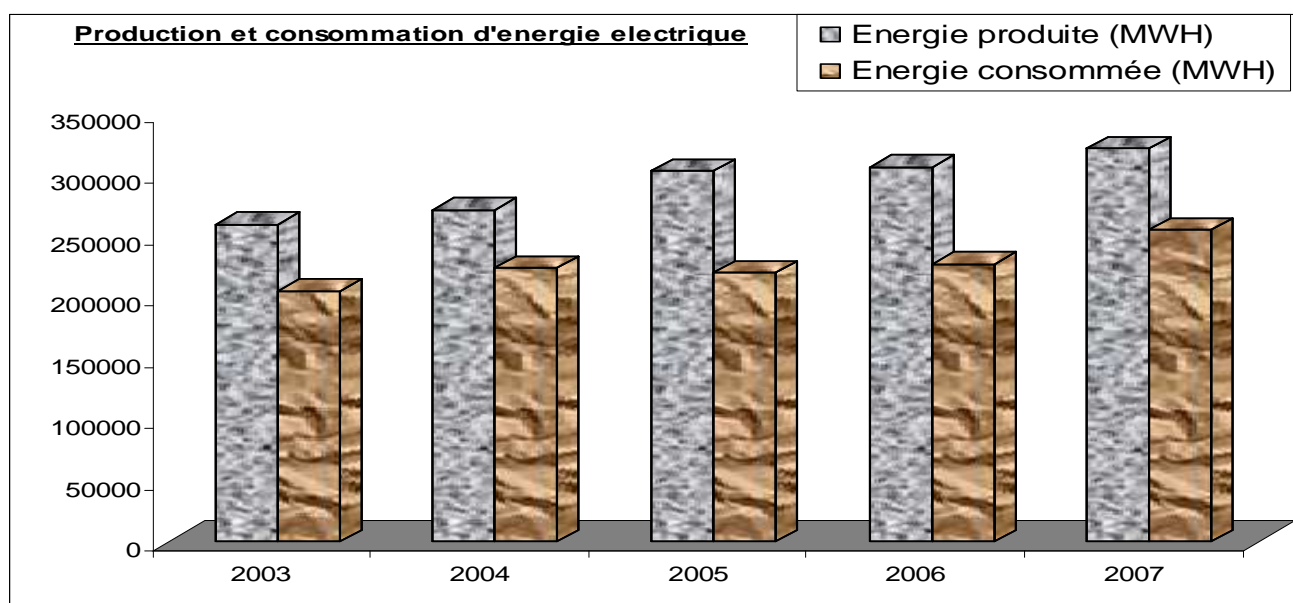
La puissance énergétique générée par l'électricité de Djibouti en 2007 s'élève à 321 160 MWH, soit une hausse de 5% par rapport à la puissance enregistrée en 2006. L'EDD fait face à une demande qui croit de plus en plus, tirée par les entreprises qui se créent et celles qui s'installent dans notre pays (banques, hôtels etc....). Une production alimentée par le rétablissement des groupes n°16 et 18 dans le second trimestre de l'année.

Le niveau d'énergie consommé, soit 254 718 MWH, a connu une hausse de 12,3% en 2007 comparé à 2006. Cette hausse intervient pendant l'été.

Le taux de rendement (rapport entre consommation et production) qui s'établit à 79% a progressé de 6,7% en 2007, cela veut dire que 79% de l'énergie produite est transportée jusqu'aux consommateurs, réduisant ainsi l'énergie non facturée.

Le prix moyen de vente du KWH (53,5 FD) a augmenté de 5% par rapport à celui de l'année 2006. La hausse sans cesse de ce prix résulte purement des facteurs exogènes. En effet la flambée du prix du baril de pétrole (110 dollars le baril) pèse lourdement sur le coût de production de l'EDD.

En outre, cette augmentation réduit les capacités du pays à atteindre pleinement son potentiel en matière d'investissements extérieurs et intérieurs. Mais il y a un bon espoir puisque d'autres sources d'énergies seront disponibles pour accompagner l'EDD pour les années à venir notamment 2009 l'interconnexion entre l'Ethiopie et Djibouti sera terminée et aussi il y aura les projets d'énergie solaire et de raffinerie qui auront des répercussions sur le prix de vente.



III- Secteur Tertiaire

3-1 : La Chaine des transports

1-1 : Le transport Maritime au 31 décembre 2007

Le trafic portuaire, maillon fort dans le secteur du transport et de l'économie du pays en général, a réalisé une amélioration de ses activités. A l'entrée, il enregistre 6 271 447 tonnes (+35,2 %) et à la sortie 1 168 759 tonnes (+43,5%), s'expliquant d'une part par une hausse de l'importation Djiboutienne entraînant dans la même occasion une augmentation des recettes de l'Etat en terme de taxes et d'autre part un accroissement des exportations qui certes ne sont pas des produits de

production pour la plupart d'entre elles, mais cela donne une belle perspective en vue de l'attente de la zone franche au port de Doraleh et les nombreuses usines de production qui vont s'installer (montages de véhicules, boîtes de conserves etc....)

A L'ENTREE

Statut	Année 2004	Année 2005	Année 2006	Année 2007	Variation 06/07
<u>Marchandises sèches</u>	2 661 621	3 024 144	2 930 928	4 197 487	+43,2%
Djibouti	342 551	277 645	441 490	544 448	+23,3%
Ethiopie	2 290 382	2 723 234	2 473 080	3 408 787	+37,8%
Somalie	1 064	242	3 942	7 460	+89,2%
Transbordement	27 624	23 023	12 416	236 792	+1 807%
<u>Hydrocarbures</u>	1 485 069	1 543 589	1 708 626	2 073 959	+21,3%
Djibouti	194 242,29	284 319	279 591	481 301	+72%
Ethiopie	1 290 827	1 259 270	1 429 035	1 222 588	-14,5%
Transbordement	0	0	0	370 071	100%
TOTAL	4 146 691	4 567 733	4 638 554	6 271 447	+35,2%

Le volume de marchandises sèches débarquées au port se chiffre à 4 197 487 tonnes en 2007, soit une hausse de 43,2 % qui est due aux importations des pays citées dans le tableau et surtout l'activité de transbordement.

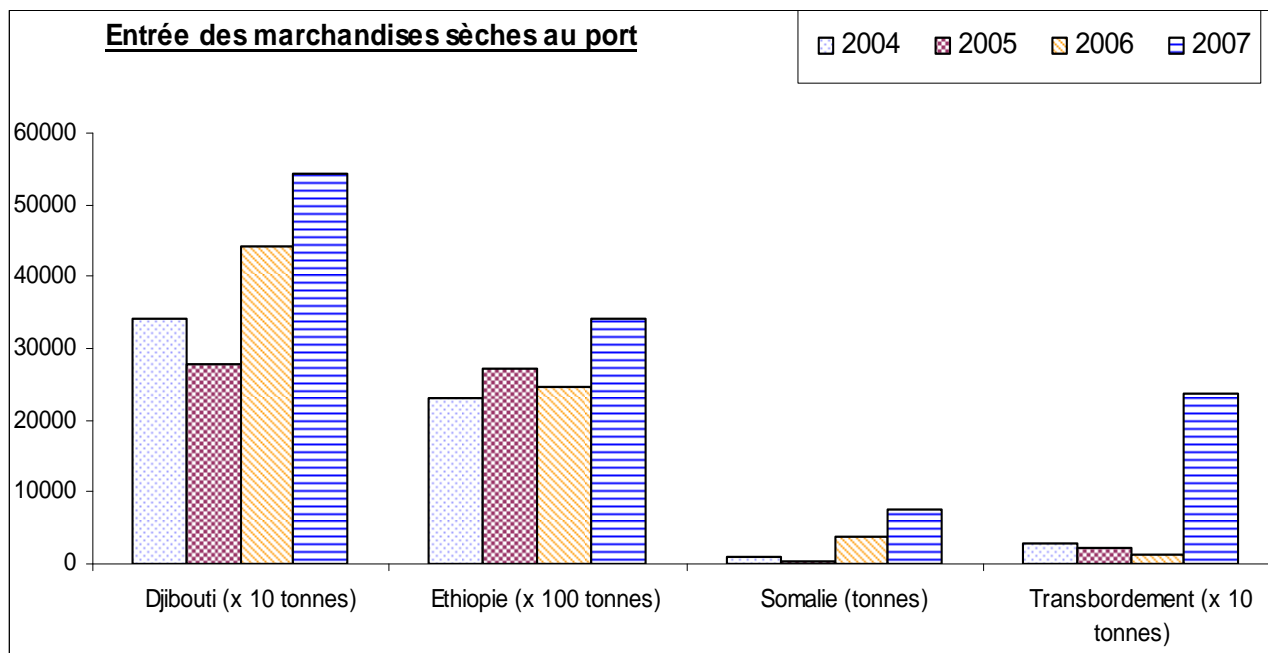
Les importations éthiopiennes ont augmenté de 37,8%, les produits qui ont contribué à cette augmentation sont : les métaux et ouvrages métalliques (+ 33%) et les produits chimiques (+41 %).

Les importations djiboutiennes ont aussi augmenté de 23,3% en s'établissant à 544 448 tonnes contre 441 490 tonnes pour 2006. Cette hausse des importations témoigne de l'accroissement de la demande intérieure. En effet, les importations des produits des industries alimentaires, boissons et stimulants ont augmenté de 17,6% ainsi que ceux des produits minéraux bruts, verres et ouvrages en verre qui enregistrent +26% (plus précisément les matériaux et ouvrages métalliques +29%) témoignages des nombreuses constructions dans le pays.

Le trafic de transbordement réalise quant à lui une hausse importante de 1807% par rapport à 2006 passant de 12 416 tonnes à 236 792 tonnes en 2007 et ainsi améliore les services du port international de Djibouti. Une hausse due aux importations des produits agricoles ; de l'élevage et de la pêche (+814%) et aux importations du bois, cuirs et papiers (+342%).

Par ailleurs, les importations d'hydrocarbures qui se montent à 2 073 959 tonnes ont progressé de 23,3 % par rapport au volume importé en 2006. Ce résultat est

largement influencé par les importations djiboutiennes d'hydrocarbures qui sont en hausse de 72% par rapport à l'année dernière, alors que celles destinées à l'Ethiopie ont baissé de 14,5%.



Avec un volume de 1 168 759 tonnes, le trafic à l'export a augmenté de 43,5% comparé au volume embarqué l'année 2006 et une amélioration de 32,8% en exportation de marchandises sèches.

A LA SORTIE

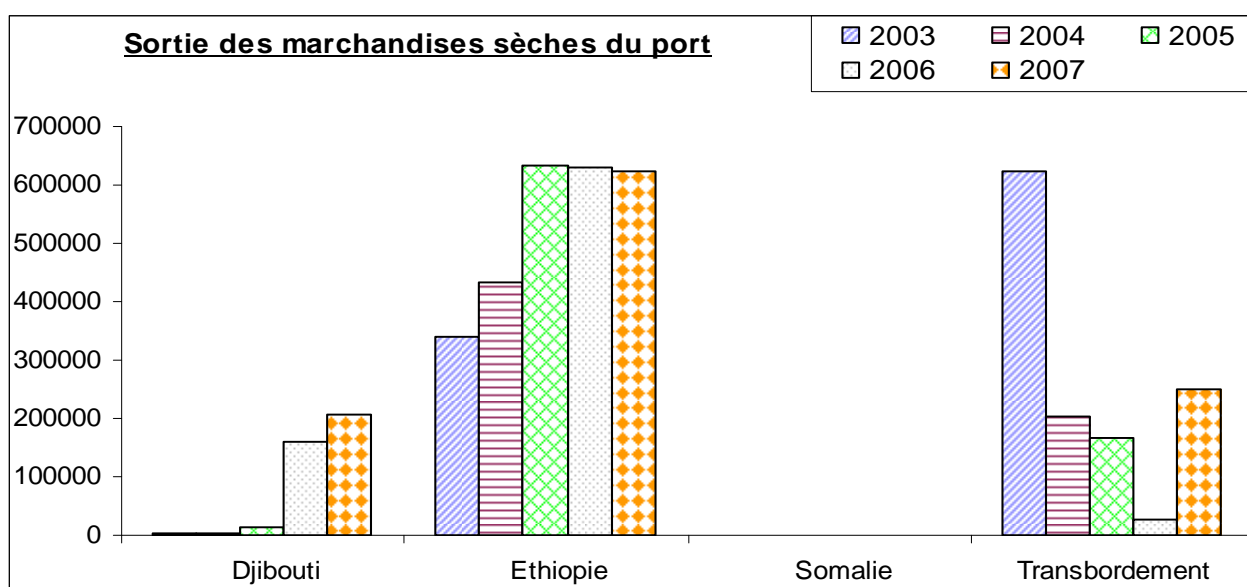
Statut	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Année 2006	Année 2007	Variation 06/07
Marchandises sèches	966 162	641 244	814 218	814 323	1 081 843	+32,8%
Djibouti	4 173	4 193	14 275	158 803	207 186	+30,5%
Ethiopie	338 889	433 716	632 237	630 175	622 754	-1,1%
Somalie	94	45	0	126	890	+606%
Transbordement	623 006	203 291	167 705	25 219	251 013	+895%
Hydrocarbures	75	16	0	0	86 916	+100%
Djibouti						
Ethiopie						
R.Transbordement					86 916	+100%
TOTAL	966 237	641 260	966 237	814 323	1 168 759	+43,5%

Ce résultat est obtenu sous l'impulsion des exportations djiboutiennes et ceux des transbordements qui ont augmenté respectivement de 30,5% et 895%. Notre pays exporte : des bois ; des cuirs ; des papiers textiles soit en hausse de 18% par rapport à l'année dernière, ces produits sont exportés particulièrement vers le Yémen et les pays du Moyen Orient.

Aussi, les produits divers et transactions spéciales ont cru de 26,5% ; ces exportations représentent près de 95% des exportations en marchandises sèches effectuées par Djibouti. Les containers vides enregistrent une bonne partie des exportations de cette rubrique.

Le volume important des exportations reflète en partie la hausse des importations, étant donné que les retours des conteneurs sont considérés comme des exportations par le port mais il faudra préciser que ces conteneurs ne partent pas vides.

Les exportations Ethiopiennes enregistrent une légère diminution de 1,1%.



1-2 : Transport Aérien

On constate que la plupart des rubriques qui caractérisent le trafic commercial de l'aéroport pour toutes les compagnies tendent de plus en plus à s'accroître.

Des investissements réalisés pour la rénovation des infrastructures aéroportuaires, la nouvelle vision de la Direction Générale qui mise sur l'ouverture de nouvelles dessertes, la mise en place d'une politique de communication et de stratégie commerciale pour attirer de nouvelles compagnies comme Emirates (qui a acheté une part du capital de Dalloo) et Djibouti Airlines (avec laquelle le Yemenia Airlines est associé) ont largement contribué.

2-1 Mouvements d'avions

COMPAGNIE	Année 2000	Année 2001	Année 2002	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Année 2006	Année 2007
Air France	402	362	202	204	212	206	208	206
COTAM	1 314	1 512	1 336	1 258	840	926	134	102
Ethiopian Airlines	424	510	530	572	528	498	762	1 022
Yemenia Airlines	1 462	1 220	1 732	2 040	1 760	1 778	528	600
Daloo Air	682	610	900	1 264	1 682	1 406	2 044	2 430
Djibouti Airlines	134	122	140	104	62	208	1 410	1 642
Kenya air	1 154	370	192	66	162	110	352	410
Erytrean air	144	366	212	202	80	12	410	412
Emirates	0	366	0	-	0	328	0	84
Jubba air	0	0	34	4	282	124	1 186	414
Autres (ONG, UN...)	94	156	3 222	11 236	11 126	12 238	11 109	9 834
TOTAL	6 184	5 564	8 636	17 020	16 834	17 834	18 143	17 156
Variations		-10%	+55,2%	+97%	-1%	+6%	+2%	-5,4%

Les mouvements d'avions affichent une baisse de 5,4% en 2007 par rapport à 2006, avec 17 156 mouvements enregistrés. Mais cette baisse ne touche pas les compagnies de transport à caractère commercial (comme Ethiopian) qui ont enregistré des hausse de +34% pour Ethiopian, Yemenia +14%, Daloo air +19%, Djibouti airlines et Kenya air +16%. C'est plutôt les ONG (vols à caractères humanitaires) et vols militaires qui sont à l'origine de cette baisse.

2-2 Passagers Locaux

	Année 2002	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Année 2006	Année 2007
Air France	15 029	14 781	17 537	17 687	20 064	19 417
COTAM	19 106	15 820	17 296	17 221	8 908	12 345
Ethiopian Airlines	15 002	13 637	19 063	24 872	17 203	20 893
Yemenia Airlines	32 044	37 188	31 697	28 268	25 805	25 123
Daloo Air	9 961	19 648	28 096	21 906	30 065	30 815
Djibouti Airlines	9 082	6 814	1 031	6 093	19 832	20 456
Kenya air	0	0	9 688	7 930	11 716	16 465
Erytrean air	1 761	1 677	0	0	9 734	10 421
Emirates	0	-	0	5 509	0	874
Jubba air	25	4	3 738	1 057	172	1 276
Autres (ONG, UN...)	2 545	1 520	1 385	2 791	3 660	4 290
	850	1 025				
TOTAL	105 405	112 092	129 531	133 334	147 159	162 374
Variations	+11,4%	+6,3%	+15,5%	+3%	+10,3%	+10,3%

Les compagnies régulières ont transporté au cours de l'année 2007, 162 374 passagers départs et arrivées confondus. Ce nombre a augmenté de 10,3% comparé à celui de l'année dernière (147 159 en 2006).

Les compagnies qui ont réalisé des hausses en terme de passagers pour cette année 2007 sont :

- Ethiopian : 20 893 passagers (+21%)
- Dallo airlines : 30 815 passagers (+2%)
- Djibouti Airlines : 20 456 passagers (+3%)
- Erytrean : 10 421 passagers (+7%)
- Kenyan Airways : 16 465 passagers (+41%), elle a pris le relais de British Airways puisqu'elle assure les mêmes dessertes. Elle achemine généralement des hommes d'affaires pour Nairobi et concurrence Ethiopian airlines et Djibouti airlines pour la desserte d'Addis . Cette compagnie a transporté 10% du total des passagers en 2007, alors qu'elle représentait à peine 5% il y a deux ans.

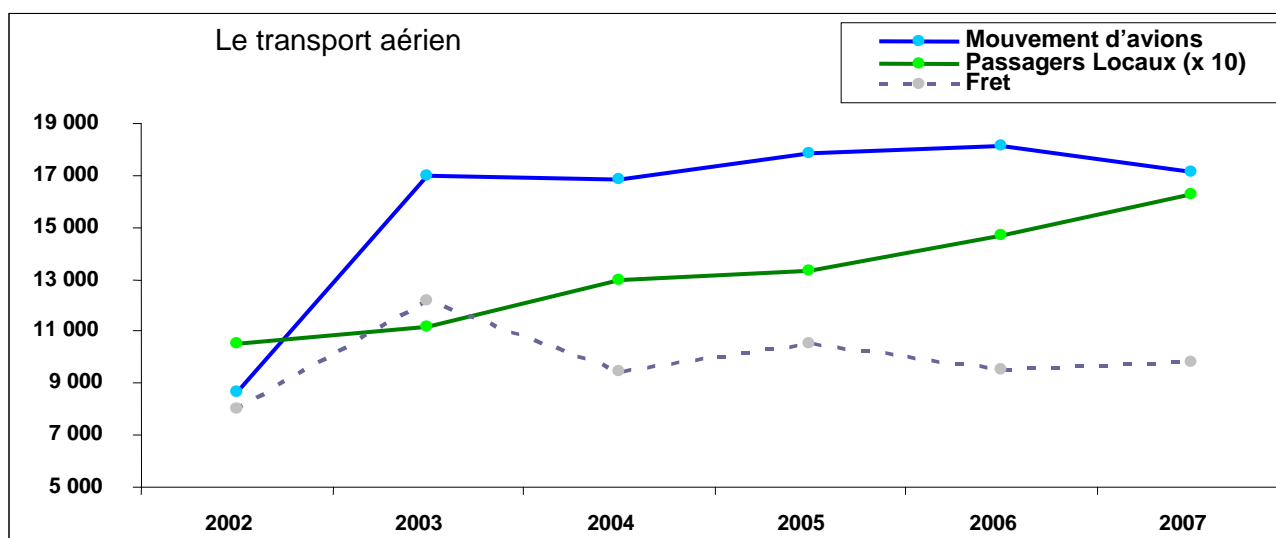
2-3 Le Fret

	Année 2002	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Année 2006	Année 2007
Air France	897,30	1 114,30	1 024	930	965,2	726,4
COTAM	2 649,4	3 077,8	2 725	3 327	326,9	353,2
Ethiopian Airlines	362	387,7	346	426	1 776,8	1 325,2
Yemenia Airlines	1 051,0	1 337,7	1 175	1 280	387,8	390,,1
Dalloo Air	2 273,1	2 147,8	2 478	2 098	1 802,6	1 081,7
Djibouti Airlines	427,7	298,3	5	62	2 801,8	3 150,9
Kenya air	0	0,0	460	284	111,1	84,7
Erytrean air	45,5	33,4	0	0	24,0	3,8
Emirates	0	-	0	47	3,8	273,1
Jubba air	7,9	14,4	42	18	125,4	58,8
Autres (ONG, UN...)	321,7	3 799,7	1 175	2 037	1 190,3	2 371,3
TOTAL	8 038	12 208,6	9 430	10 510	9 515,7	9819,2
Variations	+26,4	+51,8%	-22,7%	+11,5	-9,4%	+3%

Après une année 2006 difficile, le trafic du fret a repris en 2007, avec 9 819 tonnes de marchandises, il affiche une progression de 3%.

Une hausse qui s'appuie sur un trafic de fret de Djibouti airlines qui a pu bénéficier de la totalité de l'acheminement du kath et qui s'est bien débrouillée dans la concurrence avec les compagnies comme dalloo airlines (-40%) et Ethiopian (-25%) pour le fret commercial en provenance de Dubaï.

Pour le fret que Dalloo acheminait vers Djibouti, l'ensemble était composé de fret des produits périssables (essentiellement de fruits) en provenance de Mogadishu et du fret en provenance de Dubaï (habits et jouets). Mais on pourrait dire que cette compagnie a transféré une partie de son fret à Emirates.



1-3 : Transport routier

Les mouvements de camions à destination de l'Éthiopie qui s'élèvent à 156 285 enregistrent une augmentation de 18,3% comparés à ceux de l'année 2006. Les mêmes mouvements enregistraient une diminution de 11,3% entre 2005 et 2006.

Les travaux entrepris par l'État pour l'entretien de voies routières (rénovation de certaines voies) réalisés avec les investissements directs étrangers (route de Doraleh, et le corridor Éthiopien) et surtout l'accroissement de l'activité économique en Éthiopie ont permis d'accroître le trafic à destination de l'Éthiopie.

	ANNEE 2003	ANNEE 2004	ANNEE 2005	ANNEE 2006	ANNEE 2007	Var 05/06	Var 06/07
B.T.E*	82 923	78 764	89 002	55 440	67 644	-37,7%	22%
Total	10 883	10 329	13 020	6 234	0	-52%	0%
Mobil	9 101	7 641	9 299	4 659	0	-50%	0%
PK 51	24 292	23 519	36 205	24 806	33 994	-31,5%	+37%
PK 20	1 126	404	0	27 310	53 740	-	+96,7%
BELL			0	13 559	0	-	0%
Transit Somaliland			1 261	0	907	0%	100%
Ensemble des bureaux	128 325	120 657	148 787	132 008	156 285	-11,3%	+18,3%

Source : FER

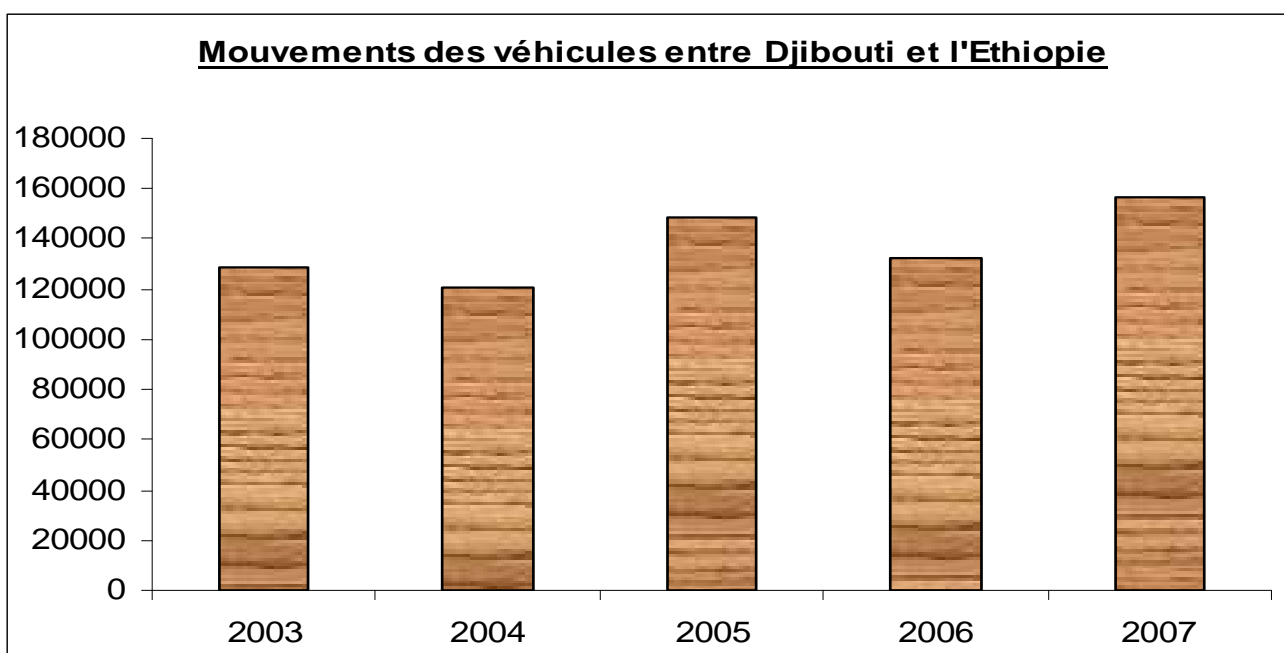
Avec 67 644 mouvements, le trafic à l'entrée du bureau de transit éthiopien (BTE) qui représente 43% de l'ensemble, a vu son trafic augmenter de 22 %. Un résultat

précédé par une baisse de l'ordre de 37,7% entre 2005 et 2006. Une partie du trafic hydrocarbure passe par ce bureau, l'autre partie se retrouve aux trafics enregistrés au PK 51.

Le trafic de camions au PK 51 qui s'élève à 33 994 mouvements de camions, soit 21,7% de l'ensemble de mouvements a retrouvé son niveau d'il y a deux ans et enregistre une hausse de 37 %.

Le poste Pk 20 (bureau Bell inclus) enregistre 53 740 mouvements en 2007 soit une hausse de 31% par rapport à 2006.

Par ailleurs, on assiste à une reprise du trafic de transit vers la somaliland avec 907 mouvements de camions pour cette année.



1-4 : Le trafic du Chemin de Fer Djibouto - Ethiopien

Au cours de l'année 2007, le trafic du chemin de fer Djibouto-Ethiopien qui se monte à 79 309 tonnes enregistre une baisse de 13,8% par rapport au trafic de 2006.

Statut	Année 2005	Année 2006	Année 2007	Variations	
				2005/2006	2006/2007
Marchandises (en tonnes)	462 384	92 075	79 309	-80%	-13,8%
Export	48 057	47 724	40 180	-0,7%	-15,8%
Import	226 104	28 529	21 086	-87%	-26%
- Trafic intérieur (en Ethiopie)	188 223	15 822	18 043	-92%	+14%
Voyageurs (nombre)	8 554	16 521	18 640	+93%	+12,8%

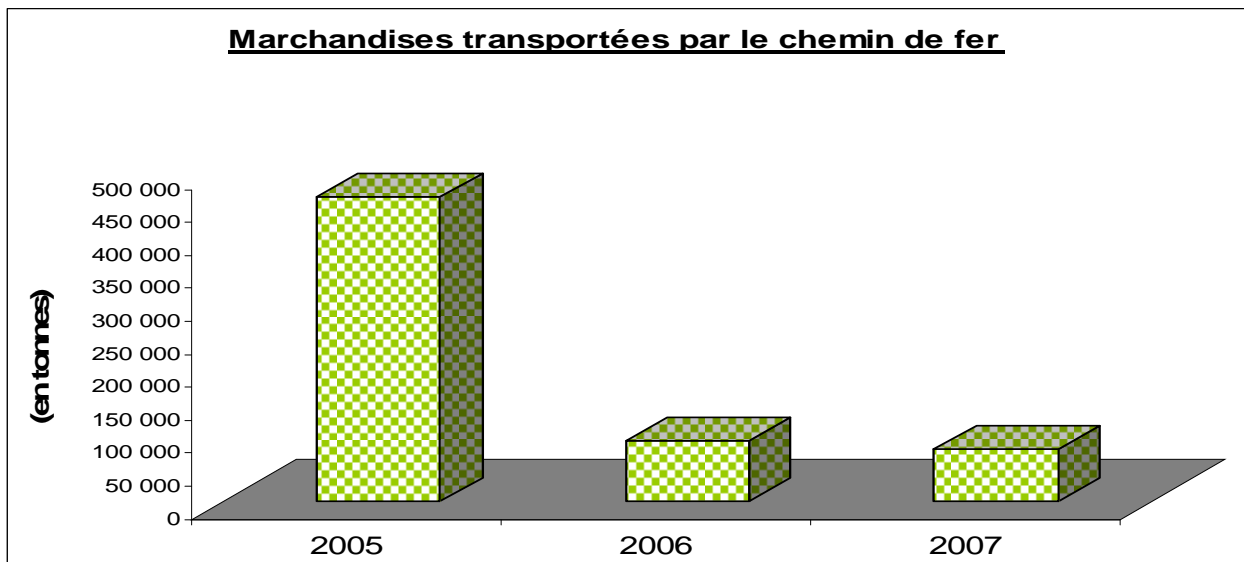
Source : CDE

Le volume des importations éthiopiennes par chemin de fer a diminué de 26 % en une année. Ce ralentissement est dû essentiellement aux importations de blé (- 34 %) et à la suppression des importations des aides alimentaires.

Les exportations éthiopiennes acheminées par train ont connu également une baisse de 15,8 % avec un volume de 40 180 tonnes pour l'année 2007. Cette baisse est due aux exportations du café (-13,7 %) aux exportations de légumes et fruits frais (-12 %) de mélasse (-4,3 %) et des bestiaux (-9 %).

Cependant le trafic intérieur en Ethiopie affiche une augmentation de 14% en passant de 15 822 tonnes à 18 043 tonnes d'une année à l'autre.

Le nombre de voyageurs qui ont emprunté le train, soit 18 640 passagers a augmenté de 12,8 % comparé au nombre de 2006. A noter que, ce nombre a largement progressé par rapport à celui d'il y a deux ans (8 554 passagers).



3-2 : Tourisme – Fréquentation des Hôtels

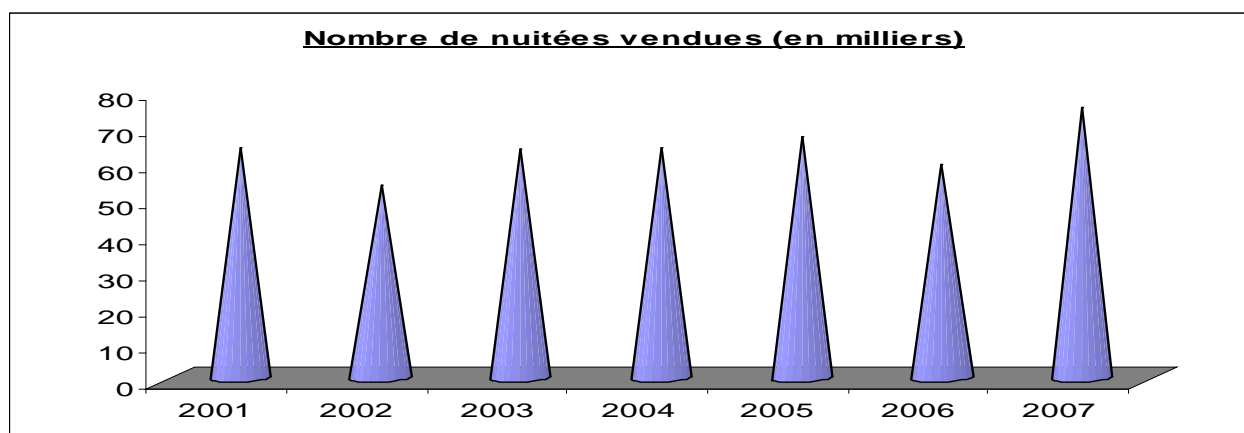
Le tourisme peut jouer un rôle de première importance dans le développement socio-économique de notre pays et contribuer efficacement à la réduction de la pauvreté. Ce secteur est à la fois créateur d'emplois, pourvoyeur de devises et de pouvoir d'achat. Le tourisme a devant lui un bel avenir, notamment avec la venue de complexes hôteliers avec SPA sur l'île Moucha, et les 4 hôtels casinos destinés à la relaxation des nombreux travailleurs chinois qui se trouvent dans un rayon de 3000 kilomètres.

La République de Djibouti dispose d'un patrimoine touristique extrêmement riche et varié. Outre des sites exceptionnels mondialement connus tels que le lac Assal ou les Sept Frères, Djibouti possède une des plus grandes variétés au monde de faune et de flore et de sites naturels.

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Var06/07
Chambre disponible (en nombre)	302	302	302	302	416	416	643	+54,6%
Place disponible (en nombre)	476	476	476	476	602	602	1019	+69%
Jour x chambre (en millier)	110.2	110.2	110.2	151.8	151.8	151.8	234.6	+54.6%
Jour x place (en millier)	173.7	173.7	173.7	173.7	219.7	219.7	371.9	+69%
Nombre de voyageurs descendus	21,6	22,5	23,5	26,2	30,2	39,5	40,00	+1,26%
Nombre de nuitées vendues	53.6	80.1	63.4	63.7	66,9	52,3	74,8	+43%
Taux d'occupation des places lits (en %)	30.8	46.1	36.4	36.6	30.4	23.8	20.1	-15.5%

Source : ONTD

L'activité hôtelière mesurée par les nuitées vendues par les principaux hôtels de la capitale, a progressé en 2007 de 43% par rapport à l'année dernière. Avec une potentialité hôtelière qui ne cesse de s'accroître 54,6% de chambres disponibles en plus pour cette année et +69% de place disponible. On constate que l'activité touristique a démarré en mieux à partir de 2005 si on observe le nombre de voyageurs qui a tendance à augmenter.



3-3. Les télécommunications

A la fin de 2007 l'évolution du nombre d'abonnés de Djibouti Télécom se présente comme suit :

Lignes téléphoniques fixes	10578	11 301	14 113	25%
Téléphonie rurale (GSM fixe)		18	32	78%
Abonnés GSM actifs	44053	44 817	69 539	55%
Abonnés Internet	3491	3875	3 794	-2%
Internet haut débit	Service non disponible	152	1 092	618%
Nombre moyen d'abonnés étrangers en Roaming GSM	4014	4095	ND	-----
Cabine téléphonique privée (régions)	688 (66)	866 (106)	1462 (135)	69 (27%)

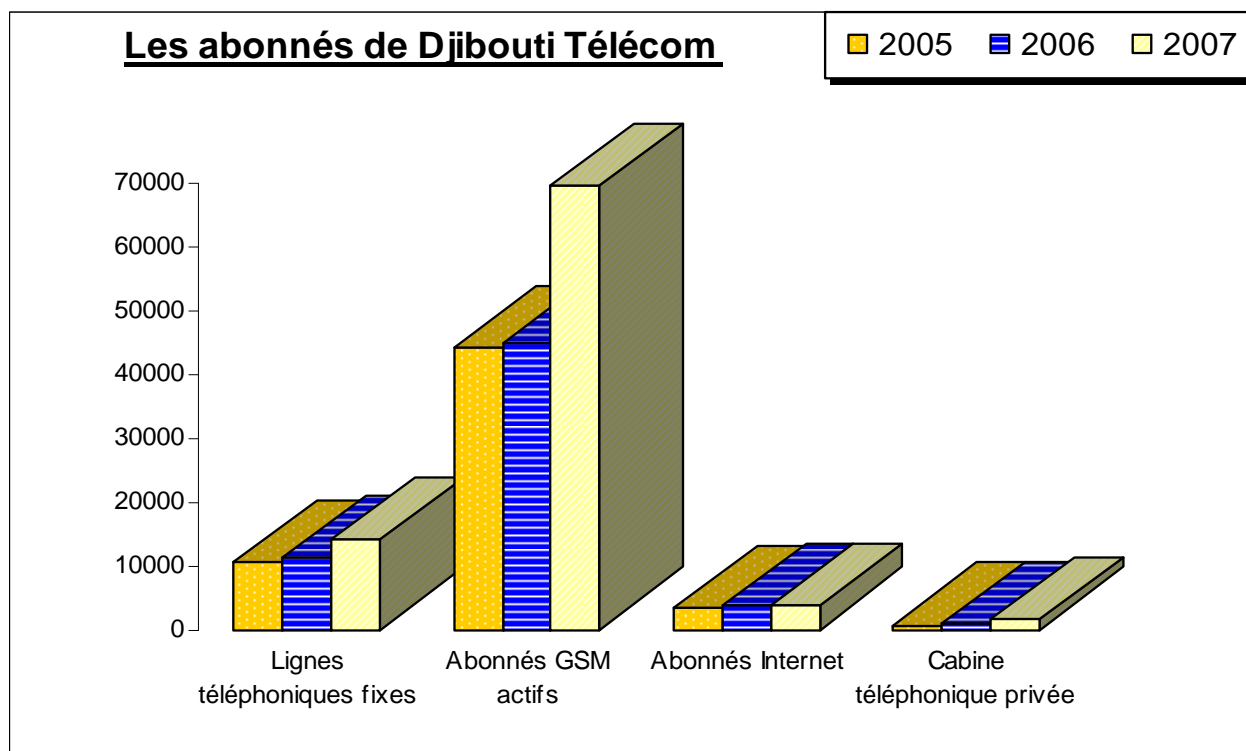
Pour le réseau mobile EVATIS-EDGE la croissance est de nouveau au rendez vous. Le nombre d'abonnés GSM actifs a augmenté de 55% sur un an suite à la mise en service du nouveau central et de la réduction des prix de la carte SIM.

L'Internet haut débit qui a fait son entrée à Djibouti en novembre 2006 a suscité un engouement au début mais stagne en fin de cette année. Une réduction des prix est au programme pour 2008. Le reste des abonnés à l'Internet décroît au profit de l'ADSL (- 2%). Le temps de connexions a été tout près de doubler (84 %).

Le parc des lignes téléphoniques fixes s'est accru car des actions commerciales tendant à réduire les frais d'abonnement ont été entreprise au cours de 2007. La téléphonie rurale est toujours en progression grâce à l'utilisation du concept « GSMFIXE ». De plus en plus de petites localités reculées communiquent.

En 2007, le nombre de cabines téléphoniques privées (service téléphonique mis à la disposition du public par un commerçant privé en contrat avec Djibouti Télécoms) enregistre une croissance globale de 69% avec 27% pour les chefs lieux des régions.

L'année 2007 est sans conteste une année de progrès tangible pour Djibouti Télécom, le grand projet de réhabilitation des infrastructures a été finalisée. Le central GSM « Evatis – Edge » a été inauguré en juin de la même année. L'interconnexion avec les opérateurs somaliens est concrétisée. L'extension de la couverture du GSM dans les régions est programmée. D'autres grands projets tels que le CDMA et la liaison fibre optique avec l'Ethiopie sont en cours.



IV - La création d'Activités et l'Emploi

IV-1 - Création d'activités dans le privé

Au terme de l'année 2007, il a été enregistré à la direction des impôts 295 nouvelles demandes de patentes contre 222 cessations d'activités, soit une création nette de 73 activités moins que l'année dernière avec 150 créations nettes d'activités. Cette situation ne décrit pas la réalité, étant donné que le secteur informel prend de l'ampleur dans notre économie.

Secteurs	Création année 2005	Cessation année 2005	Création Nette 2005	Création année 2006	Cessation année 2006	Création nette 2006	Création 2007	Cessation 2007	Création Nette 2007
Entrepreneurs BTP	56	9	47	131	32	99	107	45	62
Importateurs	12	1	11	14	0	14	24	17	7
Commerçants	12	20	-8	85	67	18	89	87	2
Prestataires de Services	15	21	-6	66	47	19	75	73	2
TOTAL	95	51	44	296	146	150	295	222	73

Source : Direction des Impôts

Evolution de la part des différents secteurs dans la création d'activités brutes

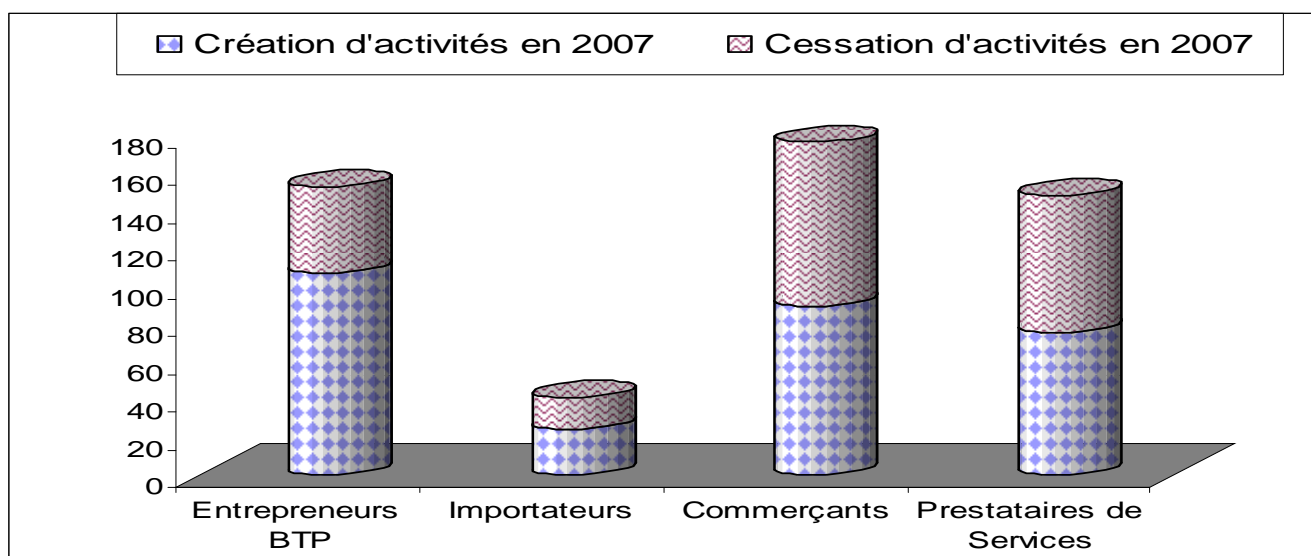
Secteurs	Année 2005	Année 2006	Année 2007
Entrepreneurs BTP	58,9%	44,2%	36,2%
Importateurs	12,6%	4,7%	8%
Commerçants	12,6%	28,7%	30%
Prestataires de Services	15,8%	22,3%	25,4%

Avec 107 activités créées et représentant 36,2% du total des activités créées la rubrique « entrepreneur BTP » porte vers le haut toute la création en 2007 traduisant le nombre élevé de constructions réalisées dans le pays.

La rubrique « commerçants » affiche 89 créations et représente 30% du total des activités en 2007.

Les services ont vu leur part augmenter en passant de 22,3% en 2006 à 25,4% en 2007.

La rubrique « importateurs » est en dernière position avec 8% du total des activités créées. Cette patente est spéciale, du moment qu'on ne peut l'avoir que si on détient déjà l'une des trois autres.



IV-2 : l'emploi

2-1 : Situation de l'emploi par secteur d'activités

L'ensemble de salariés immatriculés au niveau de l'OPS dans tous les secteurs d'activités est au nombre de **28 489**, travaillant pour 2 159 employeurs dont 3 079 d'entre eux travaillent pour l'administration publique pour l'année 2007.

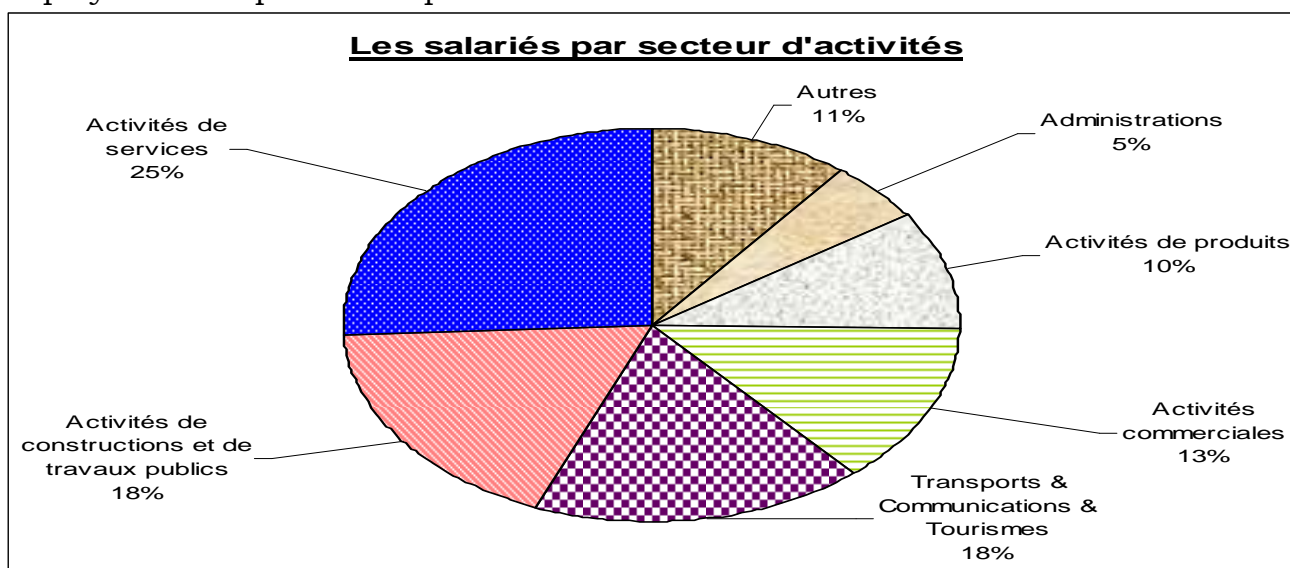
00	Domestiques	968	1224	7815
01	Activités de produits	80	2794	17245
02	Activités de constructions et de travaux publics	192	5146	30383
03	Activités commerciales	367	3801	30137
04	Activités de services	367	7327	50720
05	Transports & Communications & Tourismes	88	5004	44622
06	Activités à caractères sociales & sanitaires	44	1299	11711
07	Activités à caractères éducatives	23	478	3578
08	Administrations budgétaires nationale	4	211	1357
09	Administrations internationales	26	1205	12274
	Total	2 159	28 489	209872

Le secteur qui emploie le plus est les « services » et représente 25,7% des salariés, avec **7 327 employés** pour 367 employeurs. En effet, ce secteur se développe de plus en plus avec les nouvelles banques qui se sont installées dans notre pays.

Le secteur « des activités de constructions et travaux publics » suit en enregistrant **5 146 salariés** pour 192 employeurs et représente 18% dans le total des salariés.

On a le secteur 5 « transports, communications et tourisme » qui le suit de très près avec **5 004 employés** pour 88 employeurs et affiche en même temps 17,5% du total des salariés enregistré par l'OPS.

Enfin, le secteur « des activités commerciales » emploie **3801 salariés** avec 367 employeurs en quatrième position.



2-2 : Evolution du nombre des salariés déclarés à l'OPS au 31/12/2007

Secteurs	Année 2006		Année 2007		part	
	Affiliation	Radiation	Affiliation	Radiation	Affiliation	Radiation
Secteur 0 Domestiques	31 31	106 106	70	199	4,7%	14%
Secteur 1 Industries Ateliers, Artisan, Pêche	59 42 33	52 35 17	123	66	8,4%	4,6%
Secteur 2 Bâtiments et TP	164 164	128 128	339	264	23%	77,8%
Secteur 3 Commerce de détail Commerce en Gros Commerce spécialisé Autres commerces	350 119 90 98 43	276 78 67 98 34	381	344	26%	24,2%
Secteur 4 Activités Financières Entretiens et réparation Restaurations et Hôtels Autres activités (Etude) Loisirs	305 40 85 82 98	208 19 59 72 58	419	427	28,6%	30%
Secteur 5 Transport maritime Transport Terrestre Manutentions, Transit Transport ferroviaire Autres	58 9 4 45	43 0 10 33	101	81	6,8%	6%
Secteur 6 Organismes Sociaux	0 0	0 0	10	10	0,6%	0,7%
Secteur 7 Enseignement prive	0 0	0 0	9	21	0,6%	1,5%
Etablissements Publics	0	0	13	7	0,9%	0,5%
<u>Autres (Personnel du camps Lemonnier)</u>	0	0				
TOTAL GENERAL	967	813	1 465	1 419	100%	100%

Source: OPS

D'après les statistiques fournies par l'Organisme de Protection Sociale (OPS), il a été enregistré en 2007, 1 465 emplois créés contre 1 419 suppressions, soit une création nette de 46 emplois. On note une hausse de 3,2% du niveau d'emplois créés sur un glissement annuelle.

Suite logique aux créations d'activités dans la rubrique des Entrepreneurs et travaux publiques en 2007, on a le secteur « des bâtiments et travaux publiques » qui arrive en tête des emplois créés. Ce secteur contribue bien dans la réduction du chômage avec 339 emplois créés en 2007 et représentant 77,8% du total des emplois créés.

Avec 419 emplois créés soit 30% du total, le secteur 4 « activités financières, restaurations et hôtellerie, réparations et entretien » arrive en second de la création en 2007 contre 305 emplois créés en 2006. Un secteur qui a encore une belle marge devant lui, puisque les arrivées des banques et hôtels continuent toujours sur la place.

Juste derrière, on trouve le secteur 3 « commerce en gros, commerce de détails, commerce spécialisé » avec 381 emplois créés, mais on retrouve là un secteur instable avec 344 emplois supprimés. En faisant un parallèle avec la rubrique commerçant dans la création d'activités, on comprend mieux une telle suppression d'emplois (une cessation qui atteint 87 créations d'activités).

Enfin, le secteur 5 « transports, communications, tourisme » qui enregistre 101 emplois créés en 2007 contre 81 suppressions. Dopé par la croissance économique et l'embellie du trafic routier vers l'Éthiopie, ce secteur emploie 5004 salariés pour 88 employeurs.

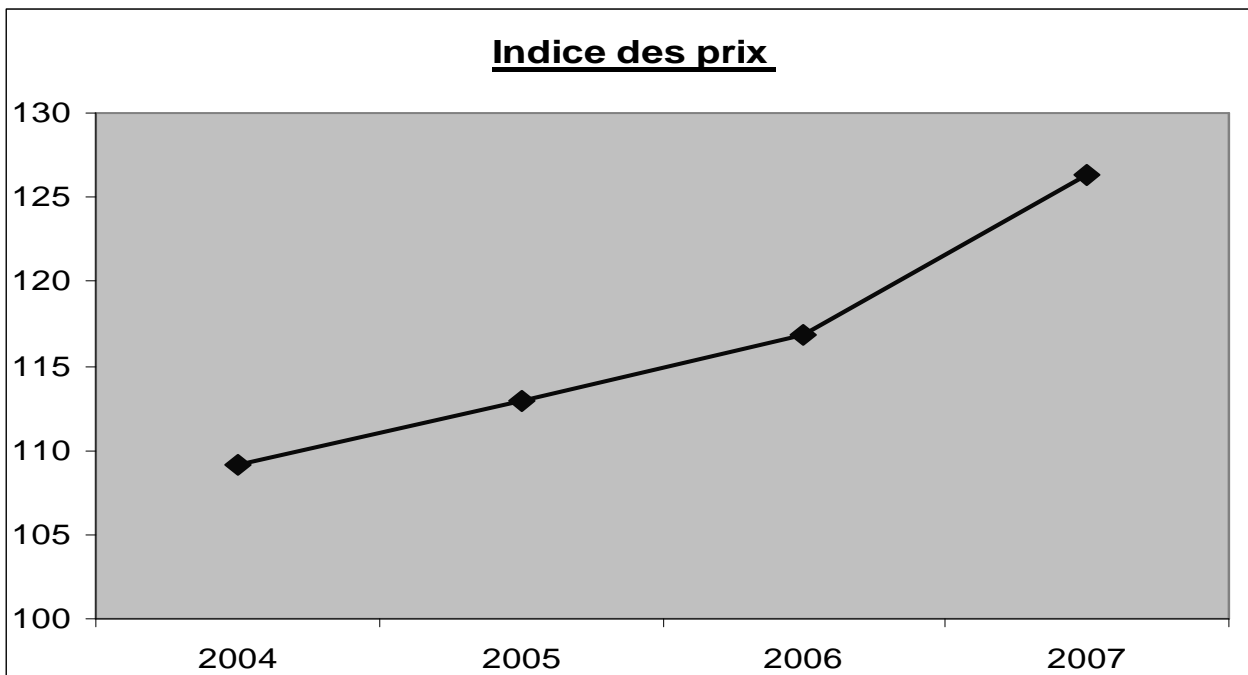
V – Les prix à la consommation au 31 Décembre 2007

L'indice général des prix augmente de 8,1% en glissement annuel à la fin 2007, ce même indice progressait de 3,5 % en 2006.

Cette hausse de l'indice générale des prix traduit les tensions inflationnistes auxquelles le pays fait face durant ces derniers mois de l'année 2007. Une inflation générée par des facteurs exogènes et endogènes. Parmi les éléments extérieurs qui alimentent cette inflation on pourrait citer la hausse des denrées alimentaires dans le monde et de la dépréciation du dollar américain (le FD a un parité fixe avec le dollar) par rapport à plusieurs monnaie dans le monde qui a tendance à entacher notre marché par le biais du volume très élevé de nos importations en provenance de la zone euro.

En outre, la flambée du prix du pétrole dans le monde (un baril de pétrole qui s'estime à environ 110 dollars) a entraîné la hausse dans pratiquement tous les prix de vente des produits. A ceux-là s'ajoutent les mauvaises conditions climatiques (sécheresse et tempête).

Comme facteurs endogènes, on peut signaler un réseau de distribution peu fiable qui favorise et encourage un système d'oligopole avec la multiplication des ententes et cartels sur le marché local.



Code	LIBELLE DES FONCTIONS	Indices 2005	Indices 2006	Indices 2007	Variation 12 mois 2006	Variation 12 mois 2007
01	Produit alimentaires, boissons et tabac	112,7	118,8	132,2	+5,5%	+12,6%
011	Produits alimentaires	106,0	115,2	130,7	+8,7%	+14,5%
012	Boissons	97,8	97,6	100,7	-0,1%	+3,6%
013	Tabac	130,3	129,1	138	-1,0%	+8,7%
02	Articles d'habillement et chaussants	94,9	96,6	94,7	+1,8%	-1,9%
03	Logement, eau, électricité, gaz et autres	124,4	127,9	138,2	+2,8%	+8,7%
04	Ameublement, équip. ménager et	102,6	102,1	103	-0,5%	+0,9%
05	entretien	95,4	96	96,8	+0,6%	+0,9%
06	Santé	118,5	118,5	125,2	0,0%	+4,7%
07	Transports	95,9	97,9	99,2	+2,0%	+1,8%
08	Loisirs, spectacles et culture	94,0	96,5	94,8	+2,7%	-1,8%
09	Enseignement	108,7	109,7	107,6	+0,9%	-1,9%
10	Hôtels, cafés, restaurants Autres biens et services	101,1	101,6	109,8	+0,5%	+8%
	Indice général	112,9	116,8	126,3	+3,5%	+8,1%

Parmi les produits touchés par cette inflation, on a les produits alimentaires qui sont en tête avec 14,5% de hausse sur un an et 17,4% au dernier trimestre de l'année 2007. Plus précisément dans les produits tels que les pains -céréales et poisson, leurs prix s'envolent respectivement de 29,4% et 13,5% en une année.

La rubrique « Poissons » affiche 13,5% d'augmentation en 2007 par rapport à 2006. Ensuite, « les légumes et fruits » ont également cru de 8% en cette fin d'année 2007 par rapport à 2006 toujours dans la rubrique des produits alimentaires. La flambée des prix des légumes et fruits sur le marché national s'explique avant tout par la hausse des cours de produits agricoles dans les pays limitrophes approvisionnant le marché national que sont l'Ethiopie et la Somalie.

Quant à la rubrique « logement, eau, électricité et autres combustibles », on observe une hausse de 8,7% en 2007 si l'on compare à l'année 2006. Cette augmentation est largement influencée par la hausse des produits pétroliers dans le monde. Même chose pour les transports qui progressent de 4,7% en 2007.

B- LE BUDGET DE L'ETAT AU 31 DECEMBRE 2007

I- Tableau des opérations financières de l'ETAT

Les opérations financières de l'Etat au 31 décembre 2007 nous permettent de constater que :

✓ les recettes intérieures (hors ressources additionnelles) se sont encore améliorées cette année avec un montant de 34 534 millions francs Djibouti contre 31 423 millions FD en 2006.

✓ Les dépenses ont augmenté d'une année à l'autre avec un montant de 56 885 millions FD en décembre 2007 contre 50 563 millions en francs Djibouti en décembre 2006, soit une progression de plus de 11%. Cette progression s'explique essentiellement par une augmentation des dépenses d'investissements (+64%) alors que les dépenses courantes sont maîtrisées et connaissent même un léger fléchissement (-1,9%) par rapport à leur niveau de l'année dernière.

✓ Conséquence de ces évolutions, un solde budgétaire intérieur en nette amélioration.

1-LES RECETTES BUDGETAIRES

La situation budgétaire arrêtée au 31/12/07 fait ressortir que les recettes collectées (53 002 millions de francs Djibouti) sont supérieures de 712 millions à celles projetées (52 290 millions FDJ).

Le prélèvement public reste stable et s'établit depuis quelques années à hauteur de 31% du PIB.

Globalement, les recettes budgétaires (y compris les recettes additionnelles et les dons) augmentent de 2995 millions, soit 6.1% par rapport à l'année dernière.

Elles couvrent, en 2007, 93,2% des dépenses totales et la totalité des dépenses courantes. Cette marge de couverture importante provient des recettes conséquentes provenant du recouvrement sur les antérieurs suite aux efforts remarquables déployés par les services fiscaux.

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Prélèvement Public	24%	23%	23%	28%	29%	31%	31%	31%
<i>Prélèvement stable</i>	22%	21%	21%	23%	25%	20%	20%	21%
<i>Prélèvement instable</i>	3%	3%	2%	5%	4%	11%	11%	10%

Les réformes fiscales entreprises au cours de ces dernières années (le transfert de la sous- direction de recouvrement du Trésor ; la création des Directions des Impôts, de Douanes, et de Domaines ; l'unification et la simplification de l'impôt sur le revenu ; l'informatisation de certains impôts ; la modernisation de l'administration fiscale et la mise en place de nouveaux instruments légaux coercitifs pour le recouvrement) ont donc contribué à l'amélioration des recettes propres de l'Etat.

1-1- Les recettes fiscales

Une part très importante des recettes de notre budget provient des recettes fiscales. Cette particularité de notre budget s'est encore affirmée cette année où les recettes fiscales représentent 68% des recettes totales. La tendance à la hausse de ces recettes constatée depuis 2005 se confirme car ces recettes progressent de 12.1% en 2007 contre 10,6% en 2006. Ce résultat est supérieur de 7.6% aux prévisions budgétaires.

Les recettes fiscales financent en 2007 environ 54.3% des dépenses totales et 73.8% des dépenses intérieures.

a-Les impôts directs

L'année fiscale 2007 se caractérise par une nette amélioration des recettes directes. La fusion des unités d'assiettes et ceux du recouvrement et la mise en place du paiement spontané ont contribué à l'amélioration des résultats.

Les patentes et licence, l'impôt sur les traitements et salaire et le BIC/BNC sont les impôts qui ont les plus progressés. Une légère baisse est remarquée au niveau de l'impôt sur les sociétés. Les redressements sur certains établissements qui avaient amélioré les résultats de l'année 2006 n'ont pas eu lieu cette année.

b- Les impôts indirects

Afin d'augmenter les ressources de L'Etat, la Direction des Douanes a continué cette année encore à mener une lutte acharnée contre la contrebande. Les actions entreprises ont permis d'avoir des recettes importantes. Ces impôts qui constituent une part importante des ressources ordinaires de l'Etat représentent désormais 31% du prélèvement public et 48,2 % des recettes stables en 2007 (contre 30,6% et 47,2% en 2006).

Les résultats obtenus en 2007 pour les impôts indirects sont satisfaisants car ils restent largement supérieurs à ceux de l'année dernière (+1 038 millions FDJ soit de +8%) et dépassent l'objectif inscrit dans le budget revu (+ 243 millions FDJ).

La taxe intérieure de consommation demeure toujours la ressource la plus importante avec un montant de 9 456 millions FDJ soit 66,4% des recettes fiscales indirectes. Cet accroissement provient une fois de plus du niveau élevé des prix des produits pétroliers.

Les surtaxes rapportent, en 2007, au budget de l'Etat une somme globale de 4174 millions FDJ, soit 29,3% des recettes fiscales indirectes.

c - Les autres taxes

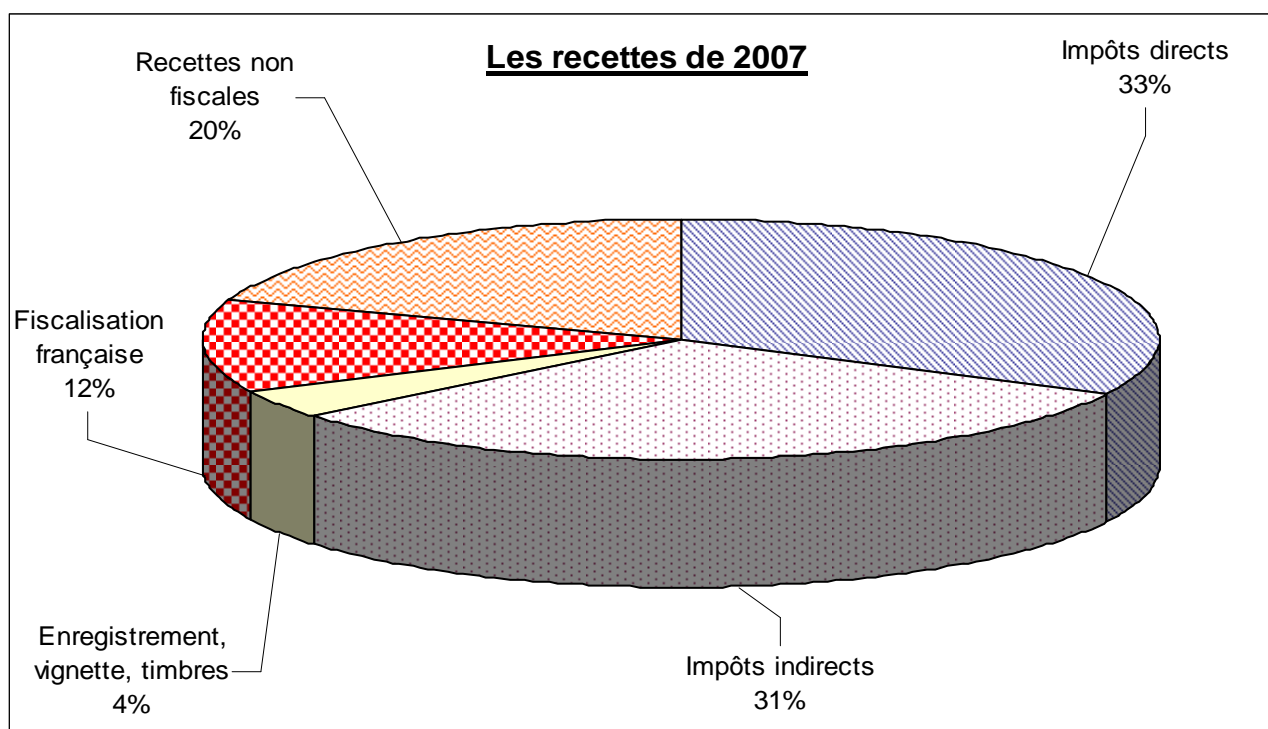
Les recettes encaissées au titre de droit d'enregistrement et de timbre s'élèvent à 1782 millions de FD soit une progression de près de 30% par rapport à l'année 2006. Cette forte hausse est en grande partie due aux frais d'enregistrement qui connaissent un accroissement de plus de 93% contre 1,7% pour les droits de timbre.

1-2 Les recettes non fiscales

Les recettes perçues sont inférieures à celles de l'année précédente, en s'établissant à 8 962 millions de FD en 2007 contre 10 158 millions de FD en 2006 soit une baisse de 12%.

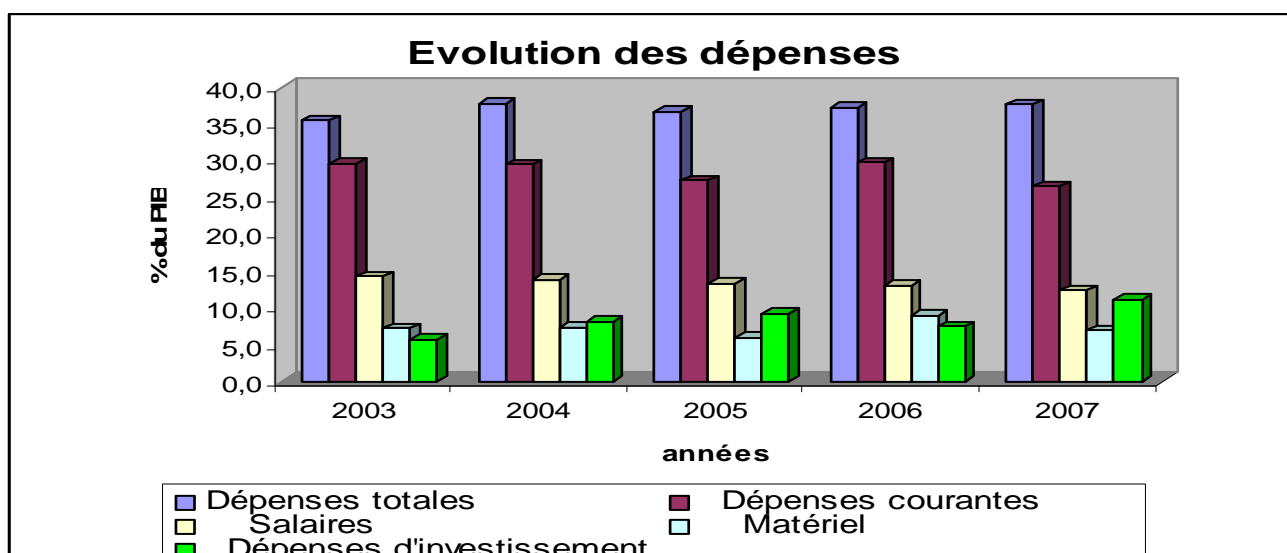
2 -LES DONS

Au 31 décembre 2007, les dons officiels ont représenté 14.1% des recettes totales contre 11% à la même période de l'année dernière. Ces dons ont progressé de plus de 41% par rapport à 2006 et ce sont les dons projets qui représentent près de 84%.



3 - EVOLUTION DES DEPENSES

L'année 2007 a vu les dépenses budgétaires augmenter sensiblement en valeur par rapport à l'année dernière : 56 885 millions FDJ contre 50 843 millions francs Djibouti en 2006 soit une progression de 11.3%. Une part importante (24%) de ces dépenses est financée par des ressources extérieures et sont caractérisées aussi par une légère baisse des dépenses courantes et notamment des dépenses courantes financées sur ressources intérieures. Les dépenses d'investissements connaissent une remarquable hausse (+63.6%).



3-1 dépenses courantes

Les dépenses courantes en 2007 représentent 70,4 % des dépenses totales et 26,5% du PIB contre 79,7% et 29,7% en 2006. Sur un montant de dépenses totales de 56,885 milliards cette année, il y a eu 40,541 milliards de dépenses courantes contre 40,816 milliards un an auparavant soit une baisse de 1,9%.

Cette baisse provient de l'économie réalisée sur les postes « matériel » et « transferts ».

✓ Les **dépenses de salaires** constituent la plus grosse part et représentent 52% des dépenses courantes et 36,6% des dépenses totales. Les charges salariales en 2007, représentent 46% des recettes budgétaires et plus de 39,2% des recettes totales.

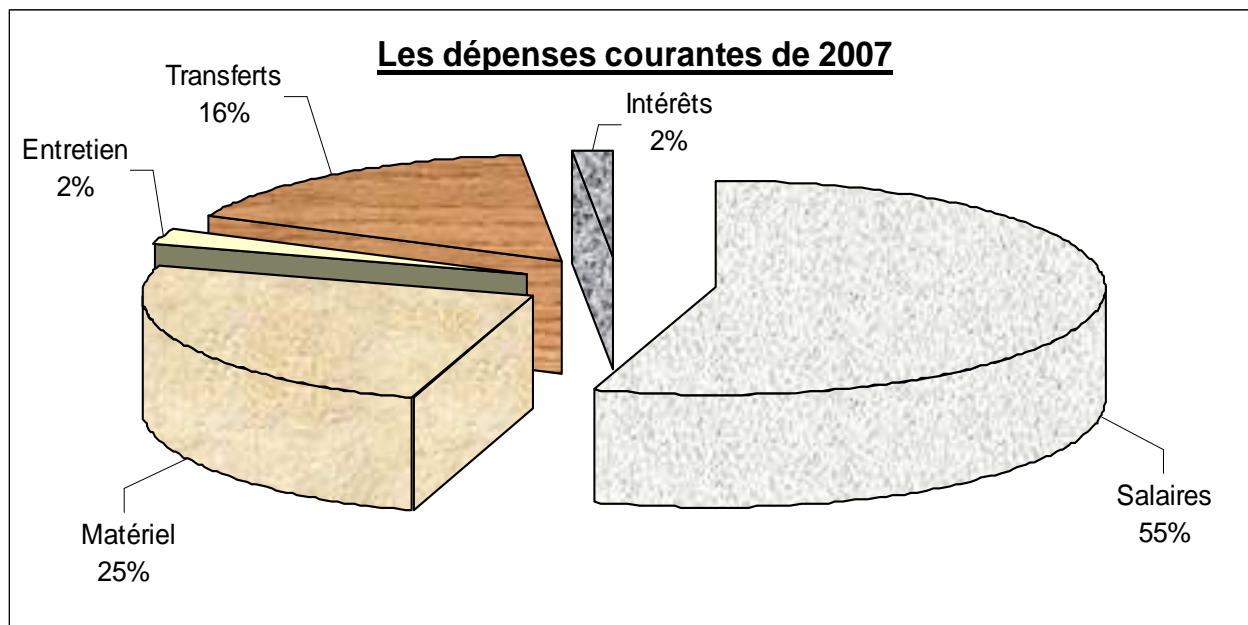
✓ Les **dépenses de matériels** ont connu cette année une baisse en valeur absolue de 1,817 milliards FD. Elles passent de **12,359 milliards de Fdj** en 2006 à **10,542 milliards FDJ en 2007**, soit une baisse de 14,7%.

✓ Les **autres dépenses** courantes financées sur ressources intérieures ont atteint **6.411 milliards de Fdj** en 2007 contre **7.789 milliards de Fdj** pour la même période l'année dernière soit une baisse importante de 21,4%. Les dépenses de transferts qui représentent à elles seules 74% des autres dépenses ont connu une baisse de 27%.

3-2 Les dépenses en capital

Les dépenses en capital ont nettement progressé : 16.859 milliards de Fdj en décembre 2007 contre 10.302 milliards en décembre 2006, soit une augmentation de plus de 63%. Les investissements sur ressources extérieures sont très importants en 2007, et en hausse de 99% par rapport 2006. Les projets destinés au secteur primaire, à l'énergie, l'environnement et santé ont contribué à cette hausse.

Concernant les investissements financés sur ressources intérieures, ils ont également connu une augmentation de 18.3% en passant de 4 528 millions de FD en 2006 à 5360 millions en 2007.



4 - EVOLUTION DES SOLDES BUDGETAIRES

Le solde budgétaire est caractérisé par un déficit de 3 883 millions de FD en 2007 soit une détérioration de 24% qui provient essentiellement des dépenses d'investissements.

Le solde budgétaire intérieur s'est largement amélioré compte tenu du niveau élevé des recettes fiscales et la maîtrise des dépenses courantes avec un excédent de **5.507 milliards de FD en 2007** contre 1.895 milliards de FD en 2006 soit 190% de hausse.

Tableau des opérations financières de l'Etat au 31 Décembre 2007

En Millions FD

	Déc.2005	Déc.2006	Déc. 2007	Variation 06/07
Recettes et Dons (1)	46 711	47 988	53 002	+10,4 %
● Recettes budgétaires	38 928	42 711	45 533	+6,6 %
- impôts directs	11 572	13 190	14 831	+12,6 %
- impôts indirects	12 287	13 250	14 288	+7,8 %
- Enregistrement, vignette, timbres	1271	1374	1782	+30 %
- Fiscalisation française	5 595	4 739	5667	+19,6 %
- Recettes non fiscales	8 202	10 158	8962	-12 %
● Dons officiels	7 783	5 277	7 469	+41,5%
Dépenses totales (2)	46 378	51 118	56 885	+11,3 %
● Dépenses courantes	30 706	40 816	40 026	-1,9 %
- Salaires	16 862	17 203	20 801	+20,9%
- Matériel	7 653	12 359	10 542	-14,7%
- Entretien	640	660	1 043	+58 %
- Transferts	5 039	6 517	4 754	-27%
- Intérêts	512	612	614	0,3 %
● Dépenses Sociales (financem. Extérieur)	3 961	2 789	2 272	-18,3 %
● Dépenses d'investissements	11 711	10 302	16 859	+63,6 %
- Budgétaire	3 504	4 528	5360	+18,3%
- Financement. Extérieur	8 207	5 774	11 499	+99%
Solde base ordonnancement (1) - (2)	+ 333	-3 130	- 3883	+24 %
Recettes budgétaires - Dépenses courantes	+4 262	+1 895	+5 507	+190%
Solde base ordonnancement en % du PIB	2.5	2.2	2,6	

Source : Trésor National et CAPAS

II. Les Investissements Publics au 31 Décembre 2007

Tableau récapitulatif des décaissements au 31 décembre 2007

En millions FD

INTITULE DES PROJETS	Décaiss 2 005	Décaiss 2006	Décaiss 2007	% dans le total 2005	% dans le total 2006	% dans le total 2007
<i>Agriculture, élevage et pêche</i>	212	91,3	380	2,3 %	1%	2,5%
<i>Eau, énergie, environnement</i>	619	525	1427	7%	5,8%	9,3%
<i>Infrastructures et équipements</i>	843	2126	5229	9,2%	23,4%	34%
<i>Urbanisme & Logement et Assainissement</i>	910	972	1186	10 %	10,7%	7,8%
<i>Affaires sociales (Lutte contre la pauvreté)</i>	1297	1199	1239	14,2 %	13,2%	8%
<i>Education</i>	2078	1534	2214	22,7%	16,8%	14,4%
<i>Santé</i>	2695	2072	3205	29,3%	22,8%	20,9%
<i>Appui à la Gestion de l'Economie</i>	498	574	464	5,4 %	6,3%	3%
TOTAL	9152	9093	15 344	100 %	100%	100%

Source : Direction de l'Economie et Direction du Financement extérieur (PIP)

Les décaissements au titre des projets d'investissements publics financés sur ressources extérieures (Prêts et dons) s'élèvent pour l'année 2007 à 15,344 milliards FD soit une hausse de 68% par rapport à ceux constatés l'an dernier.

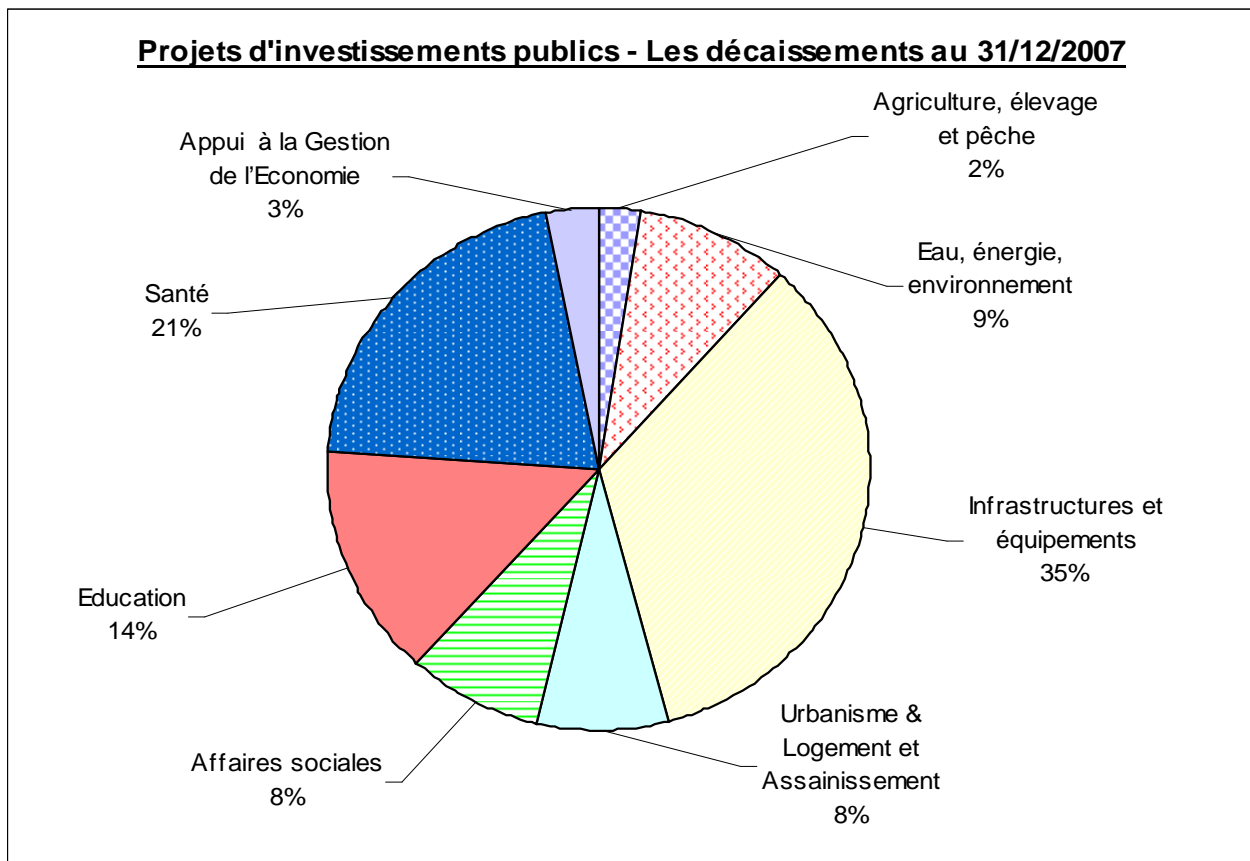
Les projets initiés par les secteurs sociaux tels que l'éducation et la santé, absorbent 35% des décaissements alloués aux Investissements Publics :

Santé (21%) : Il s'agit pour l'essentiel des projets s'inscrivant dans le programme national de développement de la santé 2002-2011 et relatif à l'extension de la couverture sanitaire avec l'appui des différents partenaires au développement de la république de Djibouti (IDA, USAID, BID, AFD...etc) ainsi que l'exécution des programmes de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme et enfin la prise en charge des maladies de l'enfance (PCIME).

Education (14,4%) : Il s'agit de l'extension des capacités d'accueil des établissements scolaires à travers l'ensemble du territoire ainsi que l'amélioration de la qualité de l'enseignement conformément aux orientations stratégiques du gouvernement en vue d'atteindre les objectifs du Millénaire.

Les infrastructures routières et équipement publics bénéficient également de 34% du total décaissé en 2007 à travers la réhabilitation du couloir sud Arta-Galilé financé par le FED et le développement des télécommunications avec l'appui de la Chine.

Les projets initiés par les autres ministères techniques, tels que l'eau, l'énergie, l'Agriculture...etc. bénéficient de 20 % des montants décaissés en 2007.



C. LA SITUATION MONETAIRE AU 31 DECEMBRE 2007

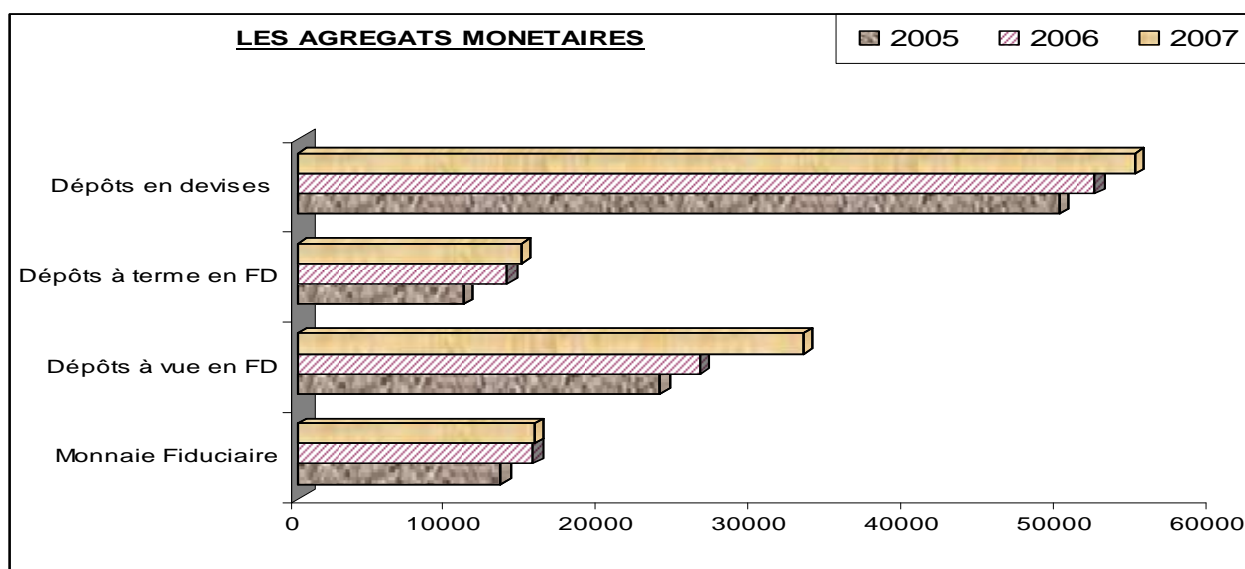
La masse monétaire totale s'établit au 31 décembre 2007, à 118,032 milliards de FD et connaît une croissance de 9,5% par rapport à son niveau de décembre 2006.

I - Evolution des principaux agrégats monétaires

Composantes	En Millions FD				
	DEC.	DEC.	DEC.	Variations	
	2005	2006	2007	2005/2006	2006/2007
Monnaie Fiduciaire	13 272	15 445	15 500	16,4%	0,3%
Dépôts à vue en FD	23 746	26 371	33 080	11%	25,4%
Dépôts à terme en FD	10 850	13 743	14 666	26,7%	6,7%
Dépôts en devises	49 841	52159	54 786	4,6%	5%
- à vue	10 710	14 553	18 961	35,8%	30,2%
- à terme	39 131	37 606	35 825	- 3,9%	- 4,7%
Total Masse Monétaire	97 709	107 718	118 032	10,24%	9,6%

(Banque centrale, Banques en activités et Trésor)

- La monnaie fiduciaire : 15,500 milliards FD. Les billets et pièces en circulation ont légèrement augmenté par rapport à l'année précédente soit une croissance de +0,3%.
- Les dépôts en monnaie nationale : 47,746 milliards FD. Les dépôts libellés en Franc Djibouti ont enregistré une croissance significative de 19 %, les dépôts à vue ayant cru de 25,44%, ceux à terme de 6,71%.
- Les dépôts en devises ont enregistré une hausse de 5,03% par rapport à décembre 2006, principalement sous l'impulsion des dépôts à vue.



II - Les contreparties de la masse monétaire

Masse Monétaire = Avoirs Extérieurs Nets + Crédit Intérieur - Autres Postes Nets

En Millions FD

Composantes	DEC. 2005	DEC. 2006	DEC. 2007	Variations	
				2005/2006	2006/2007
Avoirs extérieurs nets	79 604	91 766	95 468	15,27%	4,3%
- Banque centrale	11 241	16 954	19 634	50,8%	15,8%
- Banques commerciales	68 363	74 812	75 834	9,43%	1,4%
Crédits intérieurs	31 538	32 971	39 918	4,5%	21%
- Créances sur l'Etat	5 192	4 448	4 235	-14,32%	-4,8%
- Crédit à l'économie	26 346	28 523	35 683	8,2%	25%
Autres postes nets	- 13 433	-17 019	- 17 354	26,7%	2%
Total Masse monétaire	97 709	107 718	118 032	10,2%	9,5%

Source : BCD

Structure de la contrepartie de la masse monétaire

Composantes	DEC. 2005	DEC. 2006	DEC. 2007
Avoirs extérieurs nets	81,4%	85,7%	80,8%
- Banque centrale	11,5%	15,73%	16,63%
- Banques commerciales	69,9%	69,45%	64,25%
Crédits intérieurs	32,27%	30,6%	33,8%
- Créances sur l'Etat	5,31%	4,1%	3,6%
- Crédits à l'économie	26,96%	26,47%	30,2%
Autres postes nets	- 13,7%	- 15,8%	- 14,7%
Total Masse Monétaire	100 %	100 %	100%

Source : BCD

Au 31 décembre 2007 les contreparties de la masse monétaire ont évolué comme suit :

- **Avoirs Extérieurs Nets : 95 468 milliards FD**

Les avoirs extérieurs nets ont augmenté de 4,3% par rapport à décembre 2006. Ce sont les avoirs extérieurs nets de la banque centrale qui ont augmenté sensiblement de 15.8% avec 19,635 milliards FD (mais ne représentent que 20% du total des avoirs extérieurs nets) ceux des banques commerciales ont légèrement progressé de 1,4% en s'établissant à 75,834 milliards FD (80% du total).

Globalement, la part des avoirs extérieurs nets dans la masse monétaire est passée de 85% à 80% entre les années 2006 et 2007.

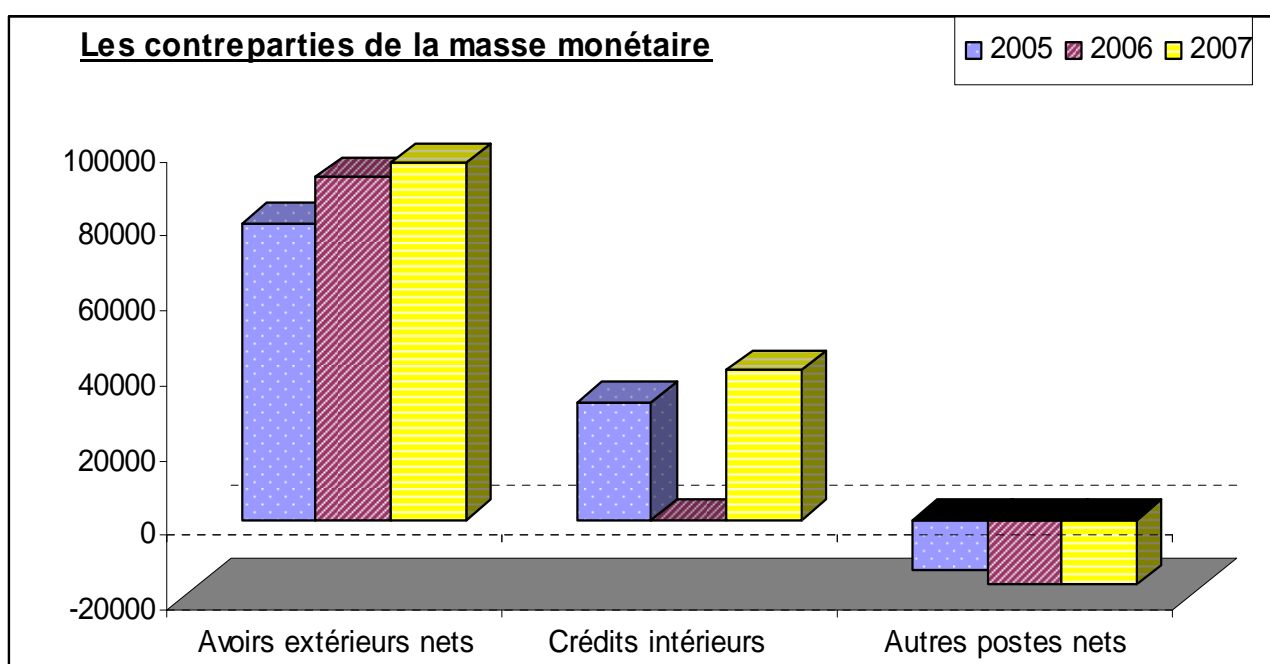
- **Le Crédit Intérieur : 39,918 milliards FD**

Les crédits intérieurs ont enregistré une hausse relativement importante de 21% par rapport l'année 2006 principalement sous l'impulsion du crédit à l'économie qui a cru de 25 %.

L'évolution du crédit à l'économie s'explique par la croissance économique et l'entrée en activité des nouvelles banques qui ont contribué davantage au financement du secteur privé.

Les créances sur l'Etat quant à elles enregistrent une baisse pour la 2^{ème} année consécutive diminuant de 4,8% par rapport à décembre 2006.

- Les autres postes nets : -17,354 milliards de FD enregistrent une légère hausse de 2% par rapport à 2006.



D- BALANCE DES PAIEMENTS

	2005	2006	2007	VAR 06/07
-Exportations de biens	7,108	9,773	14,038	+43,63%
-Importations de biens	54,554	69,658	94,098	+34,9%
-Balance commerciale	-47,446	- 59,885	-79,965	+33,5%
-Services et revenus nets	41,049	43,536	48,512	+11,43%
-Transferts sans contreparties nets	2,310	-3,732	-4,975	+33,3%
-Solde transactions courantes (dons compris)	-4,087	-20,080	-36,428	+81.4%
-Compte de capital et d'opérations financières	7,641	28,609	46,557	+62,73%
-Erreurs et omissions	-4,976	-2,665	-6,930	+160%

Source : Banque Centrale

Les transactions réelles et financières entre les unités résidentes avec le reste du monde au cours de l'année 2007, ont connu les évolutions suivantes :

1) Le compte des transactions courantes : qui retrace les transactions non financières affiche un déficit de 36 428 millions de FD soit une détérioration de 81.4% par rapport à 2006.

A) **La balance commerciale** : Durant l'année écoulée, le déficit de la balance commerciale s'élève à 79,965 milliards de FD, soit une dégradation de 33% par rapport à l'année 2006. Ceci est le résultat de l'augmentation des importations liées aux nouveaux investissements.

B) **Les services et revenus nets** dégagent un excédent de 48,512 milliards de FD en 2007 ce qui représente une augmentation de 11,43% par rapport à l'année précédente.

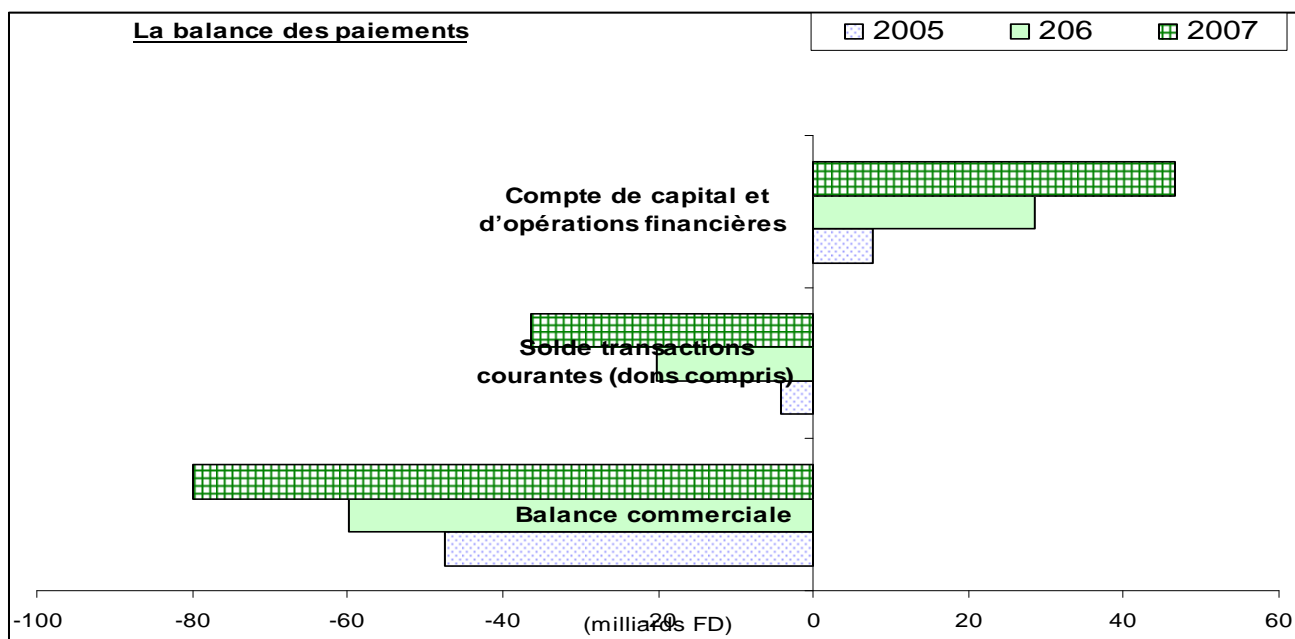
C) **Les transferts courants nets** de l'étranger qui comprennent les transferts des administrations publiques des pays donateurs et les transferts privés tels les envois de fonds des travailleurs, dégagent en 2007 un solde déficitaire de 4,975 milliards de FD.

2) Le compte de capital et d'opérations financières : qui retrace les contreparties financières des transactions courantes, dégage en 2007 un solde excédentaire de 46,557 milliards de FD soit une amélioration de 62,73% par rapport à 2006.

Cette hausse qui résulte des entrées des capitaux liés aux investissements directs étrangers notamment dans les infrastructures portuaires, hôtelières et la zone franche a plus que couvert la dégradation du solde courant.

Par conséquent, on note une augmentation des réserves officielles exprimées en terme de mois d'importations.

3) Les erreurs et omissions : qui correspondent aux ajustements, s'élèvent à -6,930 milliards de FD en 2007.



E- DETTE EXTERIEURE

L'encours de la dette extérieure de Djibouti a connu une forte progression au cours de la dernière décennie. Ainsi l'encours total hors FMI et FMA est passé de 46 milliards FD en 2000 à 83 milliards en 2007 soit une augmentation de 81%.

Evolution de l'encours de la dette extérieure

	En millions FD							
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Dette extérieure totale (sans FMI et FMA)	46 070	47 607	56 153	66 201	71 104	68 231	71 161	83 420
Dette extérieure avalisée	21 529	22 079	24 634	27 930	28 357	26 759	27 124	30 500
Dette extérieure directe	24 541	25 528	31 519	38 270	42 747	41 472	44 036	52 920

Source : Direction du financement extérieur

Cette hausse provient principalement de l'augmentation de la dette directe qui finance les programmes de développement initiés par le Gouvernement notamment dans les secteurs sociaux. Ainsi, le stock de la dette directe a connu une importante augmentation de 116% en passant de **25 milliards FD à 53 milliards de FD** sur la période 2000-2007 et représente plus de la moitié de l'encours de la dette extérieure (environ 63%) tandis que la part de la dette avalisée se chiffre à 37%.

Pour sa part, l'encours de la dette avalisée s'est accru de 42% en passant de **22 milliards de FD en 2000 à 31 milliards FD en 2007**.

Par ailleurs, la structure de l'encours de la dette extérieure (hors FMI et FMA) par créancier se caractérise par le renforcement de la part des multilatéraux qui est passée de 61% en 2000 à 73% en 2007 soit une croissance de 20% sur la période 2000-2007 et une diminution relative de celle des bilatéraux qui est passée de 39% en 2000 à 27% en 2007.

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Dette extérieure totale	46 070	47 607	56 153	66 201	71 104	68 231	71 161	83 420
Dette Bilatérale	17 993	18 153	20 038	20 572	20 703	19 039	18 959	22 783
Dette Multilatérale	28 077	29 454	35 325	44 858	49 769	48 820	52 025	60 637

En effet, bien que les dettes bilatérales offrent la possibilité d'un rééchelonnement ou d'une annulation partielle ou totale de la dette sur des bases bilatérales, ses termes de prêt ne sont guère attractifs, d'où le recours aux emprunts multilatéraux dont les conditions sont plus favorables particulièrement celles des grandes institutions internationales telles que la BAD, IDA, FIDA, BID essentiellement à taux concessionnels.

A ce titre le groupe de la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement et le FADES représentent la proportion la plus importante de cette dette multilatérale avec 54 milliards FD, soit près de 65 % de l'encours de la dette extérieure.

L'accroissement important de la dette extérieure publique traduit les efforts menés par les autorités djiboutiennes pour créer une dynamique de croissance nécessaire, pour infléchir la pauvreté et améliorer la compétitivité de l'économie nationale à un niveau régional voire international.

Cependant, cette hausse de l'endettement extérieur mise en rapport avec les efforts de réalisation d'un programme d'investissements publics ambitieux et la dépréciation du franc Djibouti, principalement en raison de l'affaiblissement du dollar auquel il est rattaché, risque d'accroître à la vulnérabilité extérieure de l'économie nationale.

En millions FD

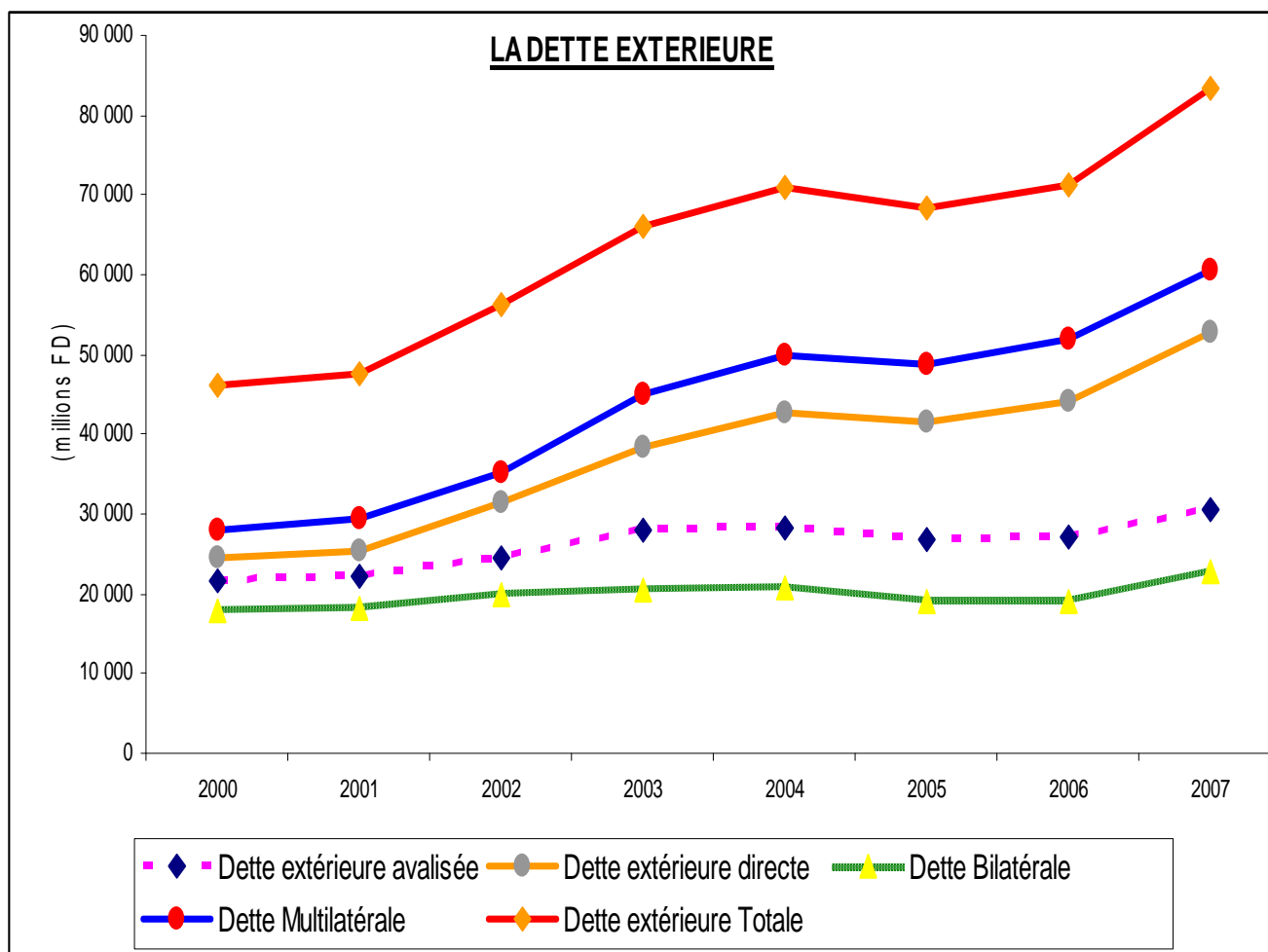
Indicateurs de la dette	2005	2006	2007
Dette publique (hors FMI et FMA)	68 231	71 161	83 420
PIB	125 976	136 646	151 033
Exportations de biens et services	51 178	55 442	65 401
Ratio Dette / PIB	54%	52%	55%
Ratio Dette / Exportations	133%	128%	128%

Source: Autorités nationales, FMI

Ainsi le calcul du ratio de la dette publique/ PIB (richesse nationale créée estimée en 2007 à 151 033 millions FD) indique un taux de 55%, non loin du seuil de dépendance extérieure de 60 %.

Par ailleurs le ratio de la dette extérieure publique/exportations de biens et services donne pour l'année 2007 un taux de 128% en dépas du seuil de 150%, une des conditions pour être éligible à l'initiative de PPTE. Ce ratio peut servir à mesurer la viabilité, étant donné qu'un ratio de la dette aux exportations qui augmente dans la durée, implique que la dette totale augmente plus vite que la source essentielle de revenu extérieur de l'économie.

Cependant le calcul de ces indicateurs n'ayant pas tenu compte de la valeur actualisée de la dette, leurs interprétations pourraient prêter à des réserves. Il s'avère donc capital qu'il faut mettre l'accent sur « les réformes budgétaires et structurelles en vue d'accroître la capacité de l'Etat à générer des ressources financières substantielles, la réduction du coût de la production intérieure et l'optimisation du climat des affaires » afin d'améliorer la compétitivité.



F- PERSPECTIVES ECONOMIQUES POUR 2008-2010

Les perspectives de croissance à moyen terme sont favorables. Mettant en valeur sa position stratégique dans la corne de l'Afrique et sa stabilité politique, Djibouti a réussi à attirer environ 1,2 milliards de dollars EU sous forme d'investissements directs étrangers (IDE) confirmés pour la période 2008–13, soit l'équivalent de 115% de son PIB de l'année 2007.

La pièce maîtresse de ces investissements est la construction d'un nouveau port en eau profonde sur le site de Doraleh, dont le terminal pétrolier est déjà en service, et dont la première phase du terminal à conteneurs devra entrer en service en 2009. Ce nouveau port, géré par Dubaï Ports World (DPW), permettra non seulement de mieux desservir l'Éthiopie, ce qui est depuis plus d'un siècle la première vocation du port de Djibouti, mais surtout de diversifier l'activité portuaire en développant les activités de transbordement pour lesquelles un marché considérable est en train de se créer dans la région.

D'autres investissements accompagnent ce grand projet, notamment l'amélioration des communications terrestres avec l'Éthiopie, la création d'une infrastructure hôtelière et touristique, l'expansion de la zone franche et le développement des

services financiers. Ils sont appelés à transformer Djibouti en une plaque tournante de services qui se développeront dans la région.

Les investissements en infrastructure sont accompagnés par une politique d'éducation qui a pour but de donner à tous un accès au niveau primaire d'ici à 2015.

En parallèle, d'importants projets d'investissements viennent d'être confirmés dans les domaines de l'eau et de l'énergie, notamment avec l'installation d'une raffinerie de pétrole d'une capacité de 45 000 barils par jour. Cette stratégie permettra de faire de Djibouti l'un des pôles de croissance économique les plus importants de l'Afrique de l'Est.

En outre, un projet d'exploitation du sel du lac Assal a vu le jour. Avec un coût total de 75 millions dollars USD, ce projet comprend entre autre la finition d'un nouveau quai pour l'exportation du sel industriel brut dont les travaux de construction ont déjà débuté et le développement d'industries dérivées du sel (raffinage du sel et détergents).

Ce projet qui va générer un grand nombre d'emploi contribue au renforcement du tissu industriel national.

Tableau 8: Indicateurs Economiques et financiers 2005-2010

	2005	2006	2007*	2008**	2009**	2010**
PIB réel par habitant	552	564	579	602	629	659
Taux de croissance réel	3,2	4,8	5,3	6.4	7.1	7.3
Indice des prix à la consommation (moyenne annuelle)	3,1	3.5	5.0	6.6	5.5	4.3
Exportations de biens et services en % PIB	40.6	41	43,3	43	45.4	46.4
Importations de biens et services en %PIB	-55	-63.6	-75.3	-77.6	-84	-77.6
Investissement brut en % PIB dont IDE en% PIB	23.2 (8.3)	35.0 (21.3)	42.1 (23)	41.6 (22.2)	45.4 (20.9)	39.5 (17.5)
Epargne national brut en % PIB	20	20.4	18	14.7	15.5	16.2

Source : Autorités nationales, FMI * estimé ** prévision

DOSSIERS DIVERS

ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIERE ET PERFORMANCE ECONOMIQUE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS

INTRODUCTION

Le présent document analyse brièvement l'évolution de la situation financière et la performance économique des entreprises publiques en République de Djibouti. En effet, d'une manière générale les établissements publics et semi-publics accusent des retards réguliers quant à l'exécution des documents relatifs aux comptes financiers définitifs de l'exercice de fin d'année. En ce sens à l'instant t ou nous effectuons ce travail d'analyse financière les chiffres les plus récents dont nous disposons sont ceux de l'année 2006 et l'analyse portera sur la période entre 2002-2006.

Cependant la richesse de ce travail d'analyse financière et économique est entravée par l'absence d'informations récentes.

Dans l'état actuel des choses, les entreprises publiques jouissent d'une situation de monopole incontestable dans leurs secteurs d'activité respectifs.

Par ailleurs, il est intéressant de distinguer d'une part les grandes entreprises publiques et d'autre part les petites et moyennes. L'analyse des premières nécessite une attention particulière, puisque leur poids dans l'économie nationale est non seulement considérable mais ne cesse de croître ces dernières années en conséquence d'importantes restructurations et de l'amélioration de la situation économique du pays.

En effet, en 2006 les cinq établissements publics les plus importants en l'occurrence PAID, EDD, ONED, AID et Djibouti télécoms participent à hauteur de 17% à la formation du Produit Intérieur Brut (PIB), contribuent à 13 % aux ressources financières de l'Etat sous la forme des recettes fiscales, et versent à titre des frais de personnel une valeur de 8,900 milliards FD soit 52% de la masse salariale supportée par le budget de l'Etat (un montant 17 milliards FD en 2006).

La plupart des petites et moyennes entreprises publiques connaissent des difficultés financières compromettant parfois la continuité et la qualité du service public. Certaines d'entre elles sont d'ailleurs actuellement sujet des politiques de restructurations financières dont l'objectif ultime de recherches d'autres sources de croissance. Il s'agit de la Poste de Djibouti, la Radio et Télévision de Djibouti (RTD), Imprimerie Nationale (IN), la Société Internationale des Hydrocarbures de Djibouti (SIHD).

Au vu de ce constat dans la présente analyse ne sera étudiée que la situation financière et économique des grandes entreprises publiques.

PORT AUTONOME INTERNATIONAL DE DJIBOUTI (PAID)

I. Présentation et statut juridique

Le Port de Djibouti a été créé par la loi N°148/AN/80 du 5/10/1980. Initialement le Port a été un Etablissement Public de l'Etat doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Depuis Juin 2000, la gestion du port est confiée à « Dubaï Port International » dans le cadre d'un contrat de concession.

Les objectifs du Port sont :

- la gestion, le développement et la prospérité du Port de Djibouti ;
- l'étude et la soumission à l'approbation de l'Etat, des plans et programmes d'investissements nécessaires à sa mission et d'en assurer l'exécution dans les conditions fixées par les décrets d'approbation ;
- l'exploitation et la police du Port ;
- l'exécution des travaux d'entretien et d'amélioration tout en assurant la gestion de son domaine mobilier et immobilier ;
- d'exercer dans la limite de sa circonscription les compétences qui lui sont dévolues, en particulier en matière de sécurité maritime et des installations portuaires ;
- d'une manière générale, l'ensemble des actes de gestion concernant à la réalisation de sa mission.

II. Rentabilité et performance financières

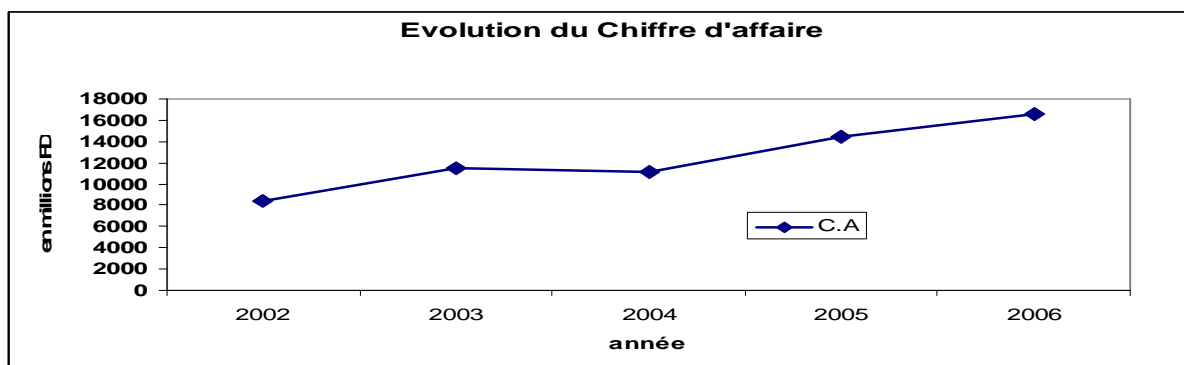
Evolution du Chiffre d'affaires (C.A)

En millions de FD					
Année	2002	2003	2004	2005	2006
C.A	8455	11 500	11 084	14 489	16 561
Variation du C.A		36,0%	-3,6%	30,7%	14,3%

Le chiffre d'affaires du Port résulte des produits liés aux activités navires, aux activités marchandises et aux activités domaines et annexes.

- activités navires : accueil navires, réparations et prestations des navires, manutention à bord (Terminal à Conteneurs),
- activités marchandises : droits de port sur les marchandises, manutention sur terre, outillages, entreposages des marchandises et conteneurs,
- activités domaines et annexes liées aux domaines et environnements, aux travaux et prestations pour les tiers, les bacs, la zone franche.

Le chiffre d'affaires du Port est en hausse pour la période 2002-2006 avec une variation importante de +96%. Le chiffre d'affaires du Port enregistre également en cette année 2006 une augmentation importante de l'ordre de 14,3% par rapport à l'année 2005 en passant de **14 489 millions de FD à 16 561 millions de FD.**



1. La valeur ajoutée (V.A)

La Valeur Ajoutée est la création de valeur réalisée par l'entreprise. La valeur ajoutée du PAID a considérablement évolué de l'année 2002 à l'année 2006, soit une hausse de l'ordre de 82,3% sur cette période, grâce à la croissance amorcée par le chiffre d'affaires.

Evolution de la valeur Ajoutée

en millions de FD

Année	2002	2003	2004	2005	2006
Valeur ajoutée	6 055	8 196	6 658	9 616	11 038
Variation de V.A		35,4%	-18,8%	+44,4%	+14,8%

Pour la période 2005-2006, la richesse créée par le PAID s'est directement alignée sur la performance du chiffre d'affaires en enregistrant une croissance de 14,8% en passant de 9 616 millions FD en 2005 à 11 038 millions FD en 2006.

Evolution des frais du personnel

Année	2002	2003	2004	2005	2006
Frais du Personnel (en millions FD)	2 573	2 749	2 914	3 376	3 685
Variation		6,8%	6%	15,8%	9,2%
Ratio des Frais du Pers./V.A	42.5%	33%	44%	35%	33%

Par ailleurs, il est important de s'intéresser au poids des charges du personnel sur la richesse créée (V.A). En effet, le ratio frais du personnel/V.A du PAID reste élevé et absorbe 1/3 de la richesse créée en 2006. Aussi les frais du personnel ont connu une croissance de 9,2% par rapport 2005 en passant de 3 376 millions de FD en 2005 à 3 685 millions de FD en 2006.

3. Analyse de l'Excédent Brut d'exploitation (EBE) et de la capacité d'autofinancement (CAF)

L'EBE (Excédent Brut d'Exploitation) est un indicateur de témoin de la performance d'exploitation de l'Entreprise. Il est calculé avant la prise en compte des dotations et des éléments financiers. Il ne dépend ni de la politique fiscale, ni de la politique financière.

EBE (excédent brut d'exploitation)

En millions FD

Année	2002	2003	2004	2005	2006
E.B.E	3 429	5 330	3 606	6 079	7 205
Variation		+55,4%	-32,3%	+68,6%	18,5%
Ratio EBE/C.A		46%	32%	42%	43,5%

L' EBE du PAID a également connu comme les indicateurs cités ci-dessus une augmentation de 18,5% en 2006 par rapport à sa valeur de l'année 2005 en passant de 6 076 millions de FD à 7 205 millions de FD.

Le ratio de rentabilité d'exploitation (EBE/CA), la part de l' E.B.E sur le chiffre d'affaires témoigne de cette tendance en enregistrant une part de 43,5% en 2006.

C.A.F (capacité d'autofinancement)

La capacité d'autofinancement correspond à ce qui reste à l'entreprise une fois rémunéré l'ensemble des partenaires. Elle permet à l'entreprise d'autofinancer le renouvellement des investissements économiques. Elle est déterminée à partir du résultat net de l'exercice correction faite des charges et produits non décaissables (Amortissements, reprise sur amortissements et provisions). En d'autres termes, cet indicateur illustre le surplus monétaire dégagé par l'activité.

En millions de FD

Année	2002	2003	2004	2005	2006
C.A.F	3292	4304	2 640	5 594	6 322
Variation		31%	-39%	+112%	+13%

La capacité d'autofinancement du PAID en cette année 2006 est encourageante, soit une hausse de 13% par rapport à l'année 2005. Le résultat positif de cet indicateur traduit bien de l'état de force du PAID à pouvoir financer ses opérations d'investissement.

Aussi, la bonne performance de cet indicateur en 2005 et 2006 provenait essentiellement de la hausse importante des résultats nets (+88% en 2005 par rapport à 2004 et +11,4% en 2006 par rapport à l'année 2005).

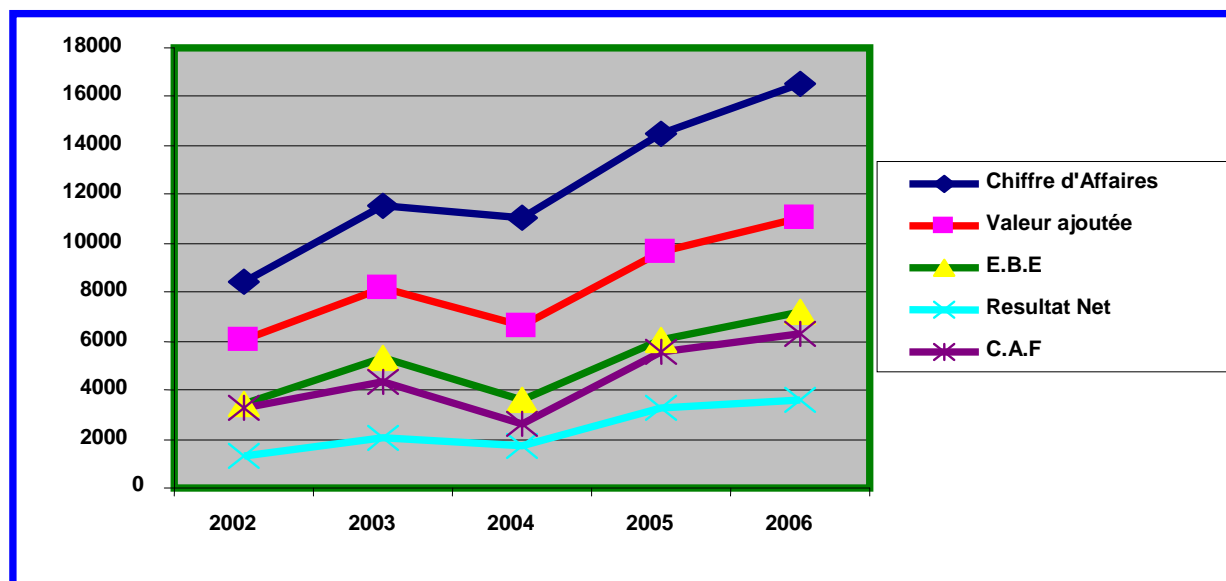
4. Résultat net

En millions de FD

Année	2002	2003	2004	2005	2006
Résultat Net	1271	2055	1730	3251	3622
Variation		+62%	-16%	+88%	11,4%

Le résultat net a enregistré une hausse de 11,4% suite à une année 2005 florissante auquel il a connu une augmentation considérable de l'ordre de 88%, et il a passé de 3 251 millions FD en 2005 à 3 622 millions FD en 2006.

Synthèse de l'évolution des ratios de rentabilité financière du PAID



III- Le poids du PAID dans l'économie nationale

1 : La contribution du Port dans le PIB

Tableau 1. La part de la création de valeur ajoutée du PAID dans la Production nationale

En millions de FD

Année	2002	2003	2004	2005	2006
Valeur ajoutée du PAID	6055	8196	6658	9616	11038
PIB	105 210	111 070	118 400	125 976	136 645
Valeur Ajoutée du PAID sur la Production Nationale	5,8%	7,4%	5,6%	7,6%	8,1%

Le PAID occupe en terme de création de richesse la première place des cinq grands établissements publics et a contribué jusqu'à 8,1% à la richesse nationale. Durant la période 2004-2006, la part de la richesse créée par le Port se présentait comme suite : 5,6% en 2004 ; 7,6 % en 2005 et 8,1% en 2006 du produit intérieur brut du pays.

2 : La contribution du Port dans les recettes de l'Etat

Tableau 2. La contribution du PAID aux ressources financières de l'Etat

En millions FD

Année	2002	2003	2004	2005	2006
Impôts et taxes payés par le PAID	476	682	715	1 311	1 393
Recettes fiscales de l'Etat	23 408	26 578	30 020	31 091	32 043
Part de la contribution du Port sur les recettes fiscales de l'Etat	2,0%	2,6%	2,4%	4,2%	4,3%

En matière de contribution aux recettes de l'Etat, au cours de la période 2002-2006, le PAID occupe le second rang des établissements publics derrière l'EDD. Ainsi, la contribution du PAID aux recettes de l'Etat (hors Dons) aux cours des trois dernières années était de respectivement 2,4% en 2004, de 4,2% en 2005 et 4,3% en 2006.

3- L'endettement du PAID

Tableaux 3. Le poids de la dette du PAID

En millions de FD					
Année	2002	2003	2004	2005	2006
Dettes à long et moyen terme (DLMT)	12 272	12 896	12 485	11 220	12 618
Dettes de l'Etat et des Ets Publics	60 225	70 367	75 333	71 876	74 147
Dettes du Port /Dettes de l'Etat et des Ets Publics	20,4%	18,3%	16,6%	15,6%	17,0%
Ratio Endettement du Port /PIB	11,7%	11,6%	10,5%	9,0%	9,24%

Le PAID recourt à l'endettement pour mener à bien son programme de développement afin de rester un port moderne qui répondra aux exigences du marché régional, ainsi la dette du port représente 17% des dettes de l'Etat et des Etablissements publics en 2006. Toujours sur cette même logique, le poids de la dette du PAID sur le PIB (Ratio Endettement PAID/PIB) témoigne plus de cette tendance en restant supérieur à 9% entre 2002-2006

ELECTRICITE DE DJIBOUTI (EDD)

I. Présentation et statut juridique de l'Entreprise

L'EDD est un Etablissement Public à caractère industriel et commercial et a été créé le 21 janvier 1960. L'activité principale de l'EDD est la vente d'énergie moyenne et basse tension.

L'EDD assure la gestion du service public de l'électricité et met en place les programmes d'études et de travaux nécessaires au fonctionnement de ce service, et ceci sur l'ensemble du territoire. Le cadre juridique et institutionnel de l'EDD a été réformé selon la loi n°12/AN/4^{ème} L du 11 mars 1998. Cependant le statut actuel de l'EDD n'est pas toujours en conformité avec les dispositions de ces nouveaux textes en vigueur alors que les établissements publics, en général, avaient un délai de 6 mois pour s'y conformer selon l'article 16 de cette loi.

Le cahier des charges de l'EDD en vigueur est celui défini par l'arrêté n°83-0171/PR/EDD du 2 février 1983 qui fixe les modalités de production, d'exploitation et de distribution de l'énergie électrique.

II- Rentabilité et performance financières

1- Evolution du chiffre d'affaires (C.A)

Le chiffre d'affaires de l'EDD est en hausse sur toute la période 2002-2006 avec une variation moyenne de +8.4%. En effet, il est important de remarquer que depuis l'exercice 2002, la progression du chiffre d'affaires est continue en enregistrant successivement une valeur de 8 920 millions FD en 2002, 9303 millions en 2003, 9626 millions en 2004, 10718 millions en 2005 et 12 288 millions en cette année 2006.

En millions FD					
Année	2 002	2003	2004	2005	2006
C.A	8 920	9 303	9 626	10 718	12 288
Variation		4,3%	3,5%	11,3%	14,6%

Par rapport à l'année 2005, la progression du chiffre d'affaires de l'année 2006 se chiffre à 14,6%. Cette progression du chiffre d'affaires s'explique par l'engouement de la demande des ménages djiboutiens en énergie et l'apparition des nouvelles unités comme la zone franche, le développement du secteur du bâtiment (hôtels, logements individuels, les écoles, centre de santé etc..).

Le nombre d'abonnés continue sa progression (+4,2 %) et atteint le chiffre de 36 186 en 2006 contre 34 584 en 2005.

2- La Valeur Ajoutée (V.A)

Evolution de la valeur Ajoutée

La Valeur ajoutée qui est la création de la valeur réalisée par l'entreprise enregistre des résultats négatifs depuis 2003 soit une régression de l'ordre de -7,4% en 2004, -5% en 2005 et -0,7% en 2006.

En effet, la dégradation de ce ratio durant la période 2005-2006 s'explique par la forte augmentation des consommations externes due particulièrement à la hausse incessante des prix des produits combustibles et pétroliers à l'échelle internationale.

En millions FD

Année	2 002	2003	2004	2005	2006
V.A	5 195	5 215	4 828	4 588	4 554
Variation		0,4%	-7,4%	-5,0%	-0,7%

Ainsi, les consommations externes ont atteint un niveau record en 2006 tirées par la flambée des prix des produits pétroliers et passant respectivement de 2 926 millions FD en 2004 à 4 406 millions FD en 2005 et 5 627 millions de FD en 2006, soit une hausse de 92% entre la période 2004-2006 et de 28% entre la période 2005-2006.

Evolution des frais du personnel

La richesse créée par l'EDD est accaparée en grande partie par la masse salariale. En effet, l'Etablissement a consacré en 2006, 39,6% de la richesse créée à la rémunération du personnel. A cet égard, l'EDD doit engager une politique de gestion de ressources humaines rigoureuse et efficiente.

En millions FD

Année	2 002	2003	2004	2005	2006
Frais du Personnel (F.P)	1 900	1 762	1 662	1 773	1 804
Variation du frais de personnel		-7,3%	-5,7%	6,7%	1,7%
Ratio Frais du Pers./V.A	36,6%	33,8%	34,2%	38,6%	39,6%

3- Analyse de l'Excédent Brut d'exploitation (EBE) et de la Capacité d'Autofinancement (CAF)

Excédent Brut d'exploitation (EBE)

En millions FD

Année	2 002	2003	2004	2005	2006
E.B.E	2 301	2 552	2 005	1 894	1 950
Variation		10,9%	-21,4%	-5,5%	3,0%
E.B.E/C.A	25,8%	27,4%	20,8%	17,7%	15,9%

L'E.B.E de l'EDD a connu une amélioration pour cette année 2006, soit une augmentation de l'ordre de 3% due à une subvention de 1 367 millions FD octroyée par l'Etat pour faire face : - à la flambée des prix des produits pétroliers et - à apurer ses dettes (des factures non payés) auprès de l'EDD.

Capacité d'Autofinancement (CAF)

En millions de FD

Année	2 002	2003	2004	2005	2006
C.A.F	2299	2209	1565	1057	1796
Variation		-3,9%	-29,2%	-32,5%	69,9%

Cet indicateur illustre le surplus monétaire dégagé par l'activité. Pour cette année 2006, la CAF a connu une très nette amélioration, soit une hausse de l'ordre de 69,9% par rapport à l'année 2005.

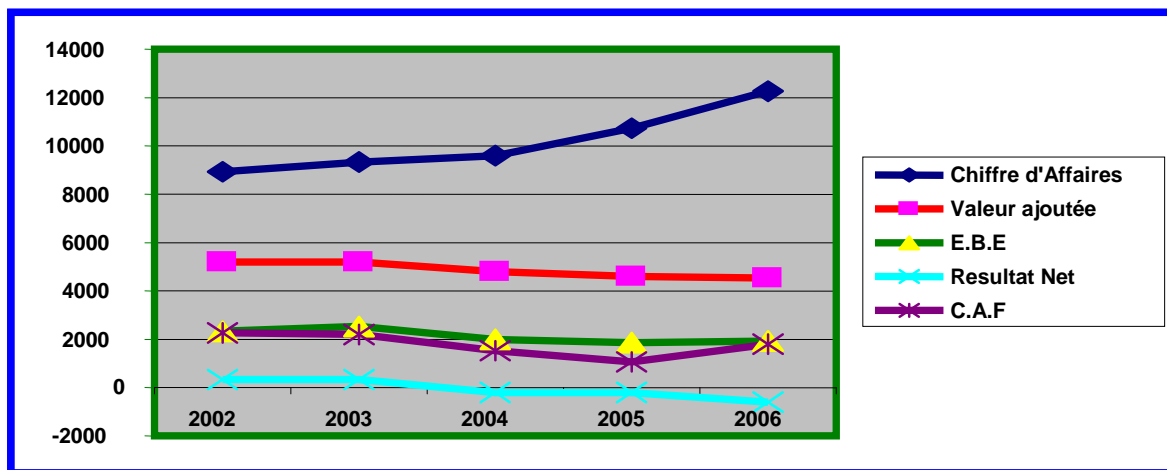
4- Résultat net

En millions FD

Année	2 002	2003	2004	2005	2006
Résultat Net	307	324	-226	-172	-624
Variation		5,5%	-169,8%	-23,9%	262,8%

Le résultat de l'entreprise accuse ces trois dernières années des déficits de 226 millions FD en 2004, de 172 millions FD en 2005 et 624 millions FD en 2006 soit une détérioration de plus 262% entre 2005 et 2006 .

Synthèse de l'évolution des ratios de rentabilité financière de l'EDD



III- Le poids de l'EDD dans l'économie nationale

1 - La contribution de l'EDD dans le produit intérieur brut(PIB)

Tableau 1 : La contribution de l'EDD dans le PIB

En millions de FD					
Année	2002	2003	2004	2005	2006
Valeur ajoutée de l'EDD	5 195	5 215	4 828	4 588	4 554
PIB	105 210	111 070	118 400	125 976	136 645
Part de la Richesse créée par l'EDD sur le Produit intérieur	4,9%	4,7%	4,1%	3,6%	3,3%

L'EDD occupe en terme de création de richesse le troisième rang des établissements publics derrière Djibouti-Telecoms et loin derrière le PAID.

Pour la période 2002-2005, la part de la richesse créée par l'EDD a du mal à atteindre la barre de 5% du PIB.

Plus particulièrement, au cours des trois dernières années, le poids de l'EDD dans l'économie nationale ne cesse de régresser, et s'explique par, d'une part à la diminution de la valeur ajoutée conjuguée d'une augmentation du PIB. Ainsi, durant les années 2004, 2005 et 2006 la part de la richesse créée par l'EDD représentait respectivement 4,1% ; 3,6 % et 3,3% du produit intérieur brut du pays.

2- La contribution dans les recettes de l'Etat

Tableau 2. La contribution de l'EDD aux ressources de l'Etat

En millions de FD					
Année	2002	2003	2004	2005	2006
Impôts et taxe payés par l'EDD	994	1 368	1 357	1 928	2 290
Recettes fiscales de l'Etat	23 408	26 578	30 020	31 091	32 043
Part de la contribution de l'EDD sur les recettes fiscales de l'Etat	4,2%	5,1%	4,5%	6,2%	7,1%

En ce qui concerne, la contribution aux recettes de l'Etat, au cours de la période 2002-2006, l'EDD occupe le premier rang des établissements publics devant le PAID. Ainsi, la contribution de l'EDD aux recettes de l'Etat (hors Dons) représentait respectivement aux cours des trois années une part de l'ordre de 4,5%, de 6,2% et 7,1%.

3-L'endettement de l'EDD

Tableau 3. Le poids de la dette de l'EDD

Année	en millions de FD				
	2002	2003	2004	2005	2006
Dettes à long et moyen terme (DLMT)	6 959	7 618	8 328	7 922	7 544
Dettes de l'Etat et des Ets Publics	60 225	70 367	75 333	71 876	74 147
Dettes de l'EDD/Dettes de l'Etat et des Ets Publics	11,6%	10,8%	11,1%	11,0%	10,2%
Ratio Endettement EDD/PIB	6,6%	6,9%	7,0%	6,3%	5,5%

L'EDD participe à l'accentuation du volume de l'endettement public ; pour la période 2002-2006, la dette de l'EDD dépasse le 10% de la dette publique. Aussi, la dette de l'EDD sur le PIB confirme également cette tendance en restant supérieur à 5% pour la période 2002-2006.

4- l'Effectif de l'EDD

Tableau 4. Effectif de l'EDD

Année	2003	2004	2005	2006
Effectif	904	887	906	899
Variation		-1,9%	2,1%	-0,8%
Evolution frais du personnel	1 762	1662	1773	1804
Variation		-5,7%	+6,7%	+1,7%

Source : EDD

L'effectif global de l'EDD se chiffre au 31/12/2006 à 899 agents contre 906 agents en 2005 soit une diminution de -0,8%.

Au 31/12/2006, l'effectif du personnel de l'EDD se répartit comme suit :

- Agents expatriés conventionnés : 0,22%
- Agents nationaux conventionnés : 97,99 %
- Agents nationaux fonctionnaires : 1,78 %

DJIBOUTI TELECOM

I. Présentation et statut juridique de l'entreprise

L'application de la loi n°13/AN/98 du 11 mars 1998 portant réforme des secteurs de la poste et des télécommunications a permis la séparation des deux secteurs et la création de la « Poste de Djibouti S.A » et la Société de « Djibouti Télécom S.A ».

Djibouti Télécom est géré par un Conseil d'Administration et a pour objectif l'exploitation technique et commerciale, l'entretien et le développement des réseaux de télécommunication.

II. Rentabilité et Performance financières

1. Evolution du chiffre d'affaires (C.A)

	En millions de FD				
Année	2 002	2003	2004	2005	2006
C.A	6164	6049	5118	5961	6270
Variation		-2%	-15%	16,5%	5,2%

Suite aux régressions observées pour les exercices 2003 et 2004, le chiffre d'affaires de Djibouti Télécom a retrouvé le chemin de la croissance à partir de 2005 enregistrant une amélioration non négligeable de 16,5% par rapport à 2004 et une croissance de l'ordre de 5,2% par rapport à l'exercice 2005. En 2006 le chiffre d'affaires s'établit à 6 270 millions FD contre 5 961 millions FD en 2005.

2. La Valeur Ajoutée (V.A)

	en millions de FD				
Année	2 002	2003	2004	2005	2006
V.A	4706	4150	3468	4206	4786
Variation		-11,8%	-16,4%	+21,3%	13,8%

La valeur ajoutée, à savoir la richesse créée par Djib-Télécom, fait également observer pour cette année 2006 une tendance à la hausse. Ce ratio connaît une variation de +13,8% par rapport à l'année 2005, en passant de 4206 millions de FD en 2005 à 4 786 millions de FD en 2006.

3- Analyse de l'Excédent Brut d'exploitation (EBE) et de la Capacité d'Autofinancement (CAF)

Excédent brut d'exploitation (EBE)

	En millions de FD				
Année	2 002	2003	2004	2005	2006
E.B.E	3310	2801	1927	2583	2853
Variation		-15,4%	-31%	+34%	+10,5%
E.B.E/C.A	53,7	46,3%	37,7%	43,3%	45,5%

L'Indicateur de témoin de la performance à savoir l'Excédent Brut d'Exploitation enregistre une hausse importante de l'ordre de +10,5% en 2006 par rapport à l'année 2005, en passant de 2 583 millions de FD en 2005 à 2853 millions de FD en 2006.

Le ratio de rentabilité d'exploitation (EBE/CA), la part de l' E.B.E sur le chiffre d'affaires, témoigne également de cette tendance en enregistrant une part de 45,5% en 2006.

En effet, il est important de remarquer que cet indicateur (EBE) pourrait enregistrer un résultat plus élevé en 2006, mais les charges du personnel de Djibouti Télécom sont assez importantes ; elles passent de 1623 millions de FD en 2005 à 1794 millions de FD entre 2006, soit une hausse de 10,5%.

Il est également important de noter que la part des frais de personnel dans la valeur ajoutée dépasse 37% pour cette année 2006 soit plus de 1/3.

Evolution des frais du personnel

En millions de FD					
Année	2 002	2003	2004	2005	2006
Frais du Personnel (F.P)	1396	1349	1541	1623	1794
Variation	+18,5%	-3,4%	+14%	+5,3%	+10,5%
Ratio Frais du Pers./V.A	29,7%	32,5%	44,4%	38,6%	37,5%

La capacité d'autofinancement (CAF)

La capacité d'autofinancement reste également satisfaisante pour cette année 2006 avec une croissance de 46,6 % (en passant de 1 485 millions de FD en 2005 à 2177 millions de FD en 2006). Cette bonne performance s'explique par la hausse importante de résultat net.

En millions de FD					
Année	2 002	2003	2004	2005	2006
C.A.F	2631	2149	1128	1485	2177
Variation		-18,3%	-47,5%	+31,6%	46,6%

4- Résultat net

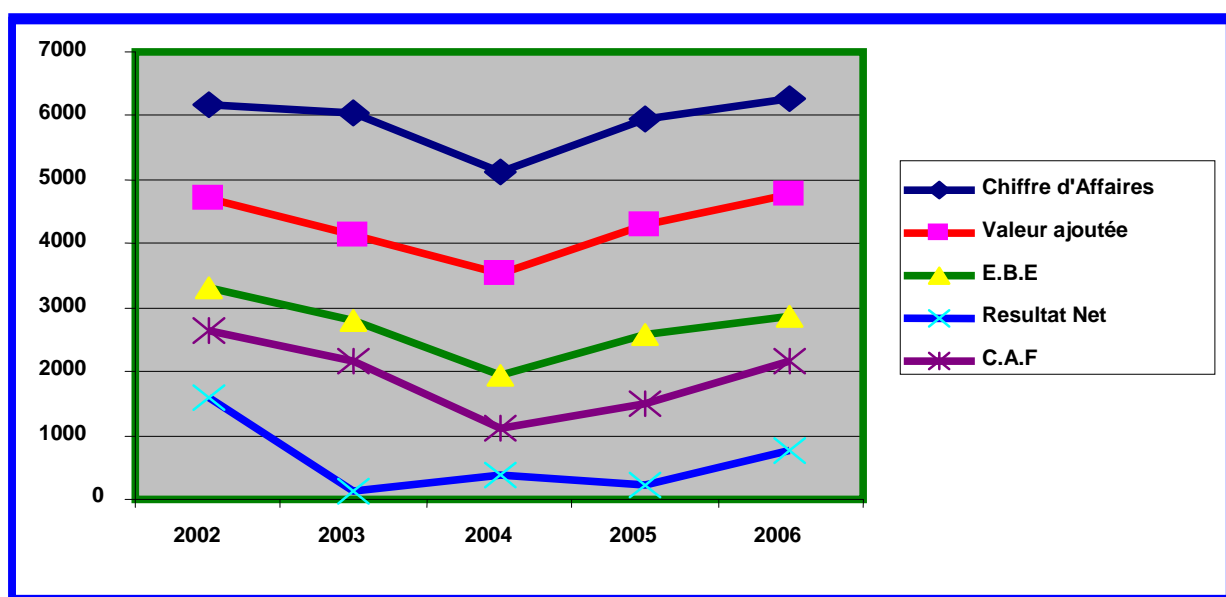
Pour l'exercice 2006, le résultat net de Djibouti Télécom illustre une situation florissante en enregistrant une valeur 3 fois supérieure à celle de l'exercice précédant en passant de 231 millions FD en 2005 à 753 millions FD en 2006, soit une croissance extraordinaire de 226%.

La bonne performance de cet indicateur est notamment due à une compression drastique des charges exceptionnelles qui ont diminué de 53% par rapport à l'exercice 2005, en passant de 1390 millions en 2005 à 646 millions en 2006.

en millions de FD

Année	2 002	2003	2004	2005	2006
Résultat Net	1592	119	387	231	753
Variation		-92,5%	+225%	-40,3%	+226,0%

Synthèse de l'évolution des ratios de rentabilité financière de Djibouti Télécom



III- Le poids de Djibouti Télécom dans l'économie nationale

1- La contribution de Djibouti-telecom dans le PIB

Djibouti Télécoms arrive en deuxième position des grands établissements publics en terme de création de richesse mais loin derrière le PAID. Ainsi en 2006 Djibouti Télécom a contribué jusqu'à 3,5% de la production nationale.

Tableau 1. La part de la valeur ajoutée de Djibouti Télécom dans le PIB

En millions de FD

Année	2002	2003	2004	2005	2006
Valeur ajoutée de Djibouti Télécom	4 706	4 150	3 468	4 206	4 786
PIB	105210	111070	118400	125976	136645
Part de la Richesse créée par Djibouti Télécom sur la Production Nationale	4,5%	3,7%	3,0%	3,4%	3,5%

Durant les années 2004, 2005 et 2006, les parts de la richesse créée par Djibouti Télécom représentaient respectivement 3% ; 3,4 % et 3,5% du produit intérieur brut du pays.

2- La contribution de Djibouti-télécom dans les recettes de l'Etat

Tableau 2. La contribution du Djibouti Telecom aux ressources l'Etat

en millions de FD

Année	2002	2003	2004	2005	2006
Impôts et taxe payés par Djibouti Télécom	531	48	194	305	390
Recettes fiscales de l'Etat	23408	26 578	30 020	31 091	32 043
Part de la contribution de Djibouti Télécom aux recettes fiscales de l'Etat	2,3%	0,2%	0,6%	1,0%	1,2%

Djibouti Télécom occupe le troisième rang des établissements publics bien derrière l'EDD et le PAID. Ainsi, la contribution de Djibouti Télécom aux recettes de l'Etat (hors Dons) est par conséquent assez faible et représente aux cours des années 2004, 2005 et 2006 des parts respectives de l'ordre de 0,6%, de 1% et de 1,2% des recettes fiscales de l'Etat.

3- L'Endettement

Tableaux 3. Le poids de la dette de Djibouti Télécom

en millions de FD

Année	2002	2003	2004	2005	2006
Dettes à long et moyen terme (DLMT)	1 912	3 248	3408	3721	4703
Dettes de l'Etat et des Ets Publics	60225	70367	75333	71876	74147
Dettes de Djibouti Télécom /Dettes de l'Etat et des Ets Publics	3,2%	4,6%	4,5%	5,2%	6,3%
Ratio Endettement Djibouti Télécom /PIB	1,8%	2,9%	2,9%	3,0%	3,5%

Djibouti Télécom est moins endetté que le PAID et l'EDD. Néanmoins pour 2006 sa dette représentait 6.3% de l'endettement public et 3.5% par rapport au PIB.

OFFICE NATIONAL DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT DE DJIBOUTI (ONEAD)

I. Présentation et statut juridique de l'Entreprise

L'Office Nationale des Eaux de Djibouti (ONED) créée par la loi n°27/AN/83/1^{er} L du 3 février 1983 s'est dotée d'une nouvelle structure par la récente loi n°145/AN/06 5^{ème} L de juin 2006 et a donné naissance à l' Office National de l'Eau et de l'Assainissement de Djibouti (ONEAD), rattachée au Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Mer, chargé des Ressources Hydrauliques. L'ONEAD est une entreprise publique qui a pour mission, dans le cadre de la politique gouvernementale et des directives reçues du Conseil d'administration, d'assurer la gestion du service public de l'eau et de l'assainissement sur le territoire national, dans le domaine technique, administratif et financier.

L'ONEAD est doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Le Cahier des Charges, le Règlement du Service de Distribution d'Eau, le Règlement du Service de l'Assainissement de l'ONEAD sont bien définis dans l'Arrêté n°2008-0060/PR/MAEM.

II- Rentabilité et Performance financières

1- Evolution du chiffre d'affaires (CA)

En millions de FD

Année	2002	2003	2004	2005	2006
C.A	1808	1832	1836	1915	2147
Variation		1.3%	0.2%	+4.3%	+12,2%

Le chiffre d'affaires de l'ONEAD pour cette année 2006 fait observer une croissance non négligeable de 12,2% par rapport à l'exercice de l'année précédente, en passant de 1915 millions en 2005 à 2147 millions en 2006.

2. La Valeur Ajoutée

En millions de FD

Année	2002	2003	2004	2005	2006
V.A	1120	1207	1050	955	1149
Variation		7.7%	-13%	-9%	+20.3%

Après deux années (2004 ,2005) caractérisées par des résultats négatifs, la valeur ajoutée de l'année 2006 enregistre une progression de 20.3% en passant de 955 millions FD 2005 à 1149 millions FD entre 2006.

3- Analyse de l'Excédent Brut d'exploitation (EBE) et de la Capacité d'Autofinancement (CAF)

Excédent brut d'exploitation (EBE)

En millions de FD

Année	2002	2003	2004	2005	2006
EBE	596	696	472	401	537
Variation		16.8%	-32%	-15%	+34%
EBE/CA	33%	38%	25.7%	21%	25%

L'analyse du ratio de rentabilité d'exploitation de l'ONEAD à savoir l'E.B.E (Excédent Brut d'Exploitation) a augmenté de 34% cette année 2006, en passant de 401 millions en 2005 à 537 millions en 2006. Le ratio EBE/CA se chiffre à 25% en 2006.

Les Frais du personnel

En millions de FD

Année	2002	2003	2004	2005	2006
FP	524	511	578	554	582
Variation	9%	-2.5%	13.1%	-4.2%	5%
FP/VA	46.7 %	42.3%	55%	58%	50,6%

Les frais du personnel ont légèrement augmenté, soit + 5% par rapport à l'année 2005, néanmoins il est important de noter que ces derniers représentaient 50,6 % de la valeur ajoutée de l'année 2006. Il faudrait par conséquent que l'ONEAD puisse maîtriser ce poste et le ramener à un niveau acceptable.

La capacité d'autofinancement (CAF)

En millions de FD

Année	2002	2003	2004	2005	2006
CAF	524	805	917	511	123
Variation CAF		53,6%	13,9%	-44,3%	-75,9%

La capacité d'autofinancement de l'ONEAD est pour cette année très critique en régressant de 75,9% rapport à l'année 2005. Ce niveau très bas de la CAF n'est rien d'autre que l'expression d'une détérioration du résultat Net.

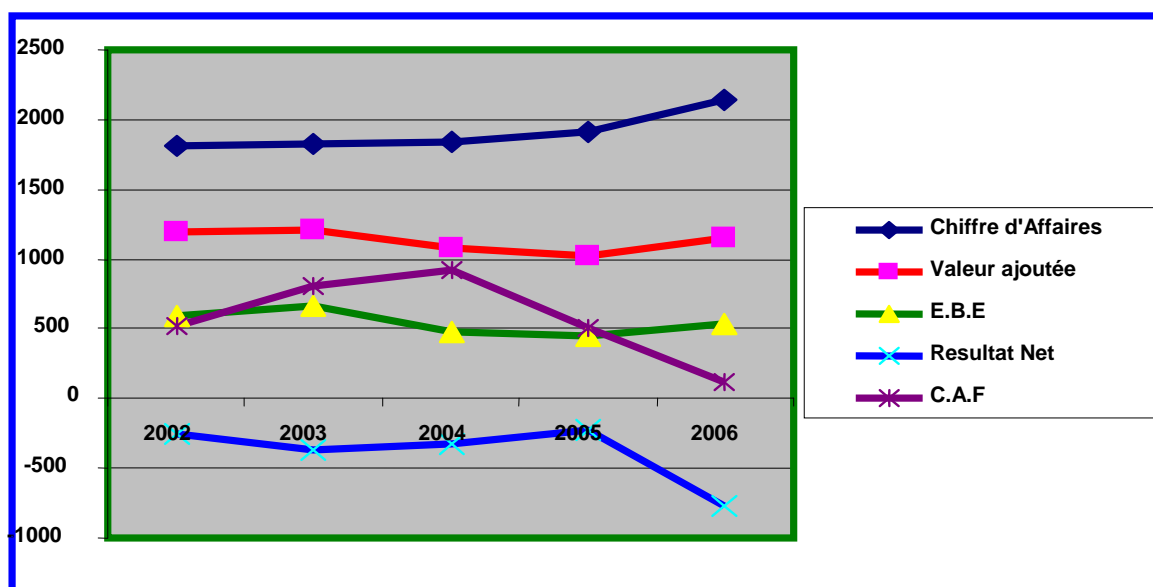
4- Le résultat net

Quant au résultat net de cet établissement, il reste sur toute la période 2002-2006 déficitaire et parfois avec des montants critiques comme pour cette année 2006 où la perte se chiffre à 770 millions FD.

En millions de FD

Année	2002	2003	2004	2005	2006
Résultat Net	-250	-370	-324	-224	-770
Variation du Résultat Net		+48,0%	-12,4%	-30,9%	+243,8%

Synthèse de l'évolution des ratios de rentabilité financière de l'ONEAD



III- Le poids de l'ONEAD dans l'économie nationale

1- la contribution de l'ONEAD dans le PIB

Tableau 1. La part de valeur ajoutée de l'ONEAD dans le PIB

en millions de FD

Année	2002	2003	2004	2005	2006
Valeur ajoutée de l'ONEAD	1191	1207	1075	987	1149
PIB	105210	111070	118400	125976	136645
Richesse créée par l'ONEAD sur la Production Nationale	1,1%	1,1%	0,9%	0,8%	0,9%

La contribution de l'ONEAD à la richesse nationale n'est pas significative. L'ONEAD arrive en quatrième position des grands établissements publics en terme de création de richesse mais loin derrière le PAID, Djibouti Telecom et l'EDD. Durant la période 2004-2006 la richesse créée par l'ONEAD a du mal à dépasser le 1 % du produit intérieur brut du pays.

2- La contribution de l'ONEAD aux recettes de l'Etat

Tableau 2. La contribution de l'ONEAD aux ressources de l'Etat
En millions de FD

Année	2002	2003	2004	2005	2006
Impôts et taxe payés par l'ONEAD	87	44	43	51	48
Recettes fiscales de l'Etat	23 408	26 578	30 020	31 091	32 043
Part de la contribution de l'ONEAD sur les recettes fiscales de l'Etat	0,4%	0,2%	0,1%	0,2%	0,1%

L'ONEAD contribue moins de 50 millions de FD aux recettes fiscales de l'Etat et ne représentait que 0.1% en 2006.

3- L'Endettement de l'ONEAD

Tableaux 3. Le poids de la dette de l'ONEAD

en millions de FD

Année	2002	2003	2004	2005	2006
Dettes à long et moyen terme (DLMT)	5 692	6085	6416	6210	6807
Dettes de l'Etat et des Ets Publics	60225	70367	75333	71876	74147
Dettes de l'ONEAD /Dettes de l'Etat et des Ets Publics	9,5%	8,6%	8,5%	8,6%	9,2%
Ratio Endettement ONEAD/PIB	5,4%	5,5%	5,4%	5%	5%

L'ONEAD participe à l'accentuation de l'endettement public au même titre que l'EDD. Pour la période 2002-2006, la dette de l'ONEAD dépasse 8% de la dette publique. Toujours sur cette même logique, le poids de la dette de l'ONEAD sur le PIB (Ratio Endettement ONEAD/PIB) témoigne plus de cette tendance en restant supérieur à un rapport de 5% pour la période 2002-2006.

AEROPORT INTERNATIONAL DE DJIBOUTI (AID)

I- Présentation et statut juridique de l'Entreprise

L'Aéroport International de Djibouti (AID) a été créé par l'ordonnance n°77048/PR du 28 octobre 1977. Il avait un statut d'Etablissement Public. Et l'ordonnance n°84-044/PR/MCTT du 13 janvier 1984 a modifié le statut de l'AID et il a été créé un établissement public à caractère industriel et commercial doté de l'autonomie financière. En 2000, la gestion du l'Aéroport International de Djibouti est confié à Dubaï Port International (DPWord).

L'Etablissement a pour mission :

- 1 : L'exploitation technique et commerciale, l'entretien et le développement de l'aéroport d'Ambouli et toutes les installations de navigation aérienne et de météorologique qui lui sont rattachées ;
- 2 : L'exploitation de tout aérodrome ou installation que, par des contrats ou conventions particulières, l'Etat jugerait utile de lui confier ;
- 3 : Tous les services de contrôle de la circulation aérienne à la charge de la République de Djibouti ;
- 4 : La formation des personnels spécialisés dans le cadre de son exploitation.

Depuis le mois de juin 2002, la gestion de l'AID a été confiée au même partenaire privé qui gère le PAID, à savoir le Dubaï Port International.

II. Rentabilité et performance financières

1. Evolution du chiffre d'affaires (C.A)

En millions de FD

Année	2002	2003	2004	2005	2006
Chiffre d'affaires	1399	1690	1648	1673	1809
Variation du Chiffre d'Affaires		20,8%	-2,5%	1,5%	8,1%

Pour l'exercice 2006, le chiffre d'affaires a augmenté de l'ordre 8% en passant de 1673 millions FD en 2005 à 1809 millions FD en 2006. La performance du chiffre d'affaires est timide sur toute la période 2002-2006, excepté l'année 2003 ou la croissance du chiffre d'affaires a atteint le 20,8%.

2. La Valeur Ajoutée

en millions de FD

Année	2002	2003	2004	2005	2006
Valeur Ajoutée	1071	1221	1142	1131	1157
Variation de la valeur ajoutée		14,0%	-6,5%	-1,0%	2,3%

La Valeur ajoutée de l'AID pour 2006 fait observer une très faible croissance de 2,3% en passant de 1131 millions FD en 2005 à 1157 millions FD en 2006.

3- Analyse de l'Excédent Brut d'exploitation (EBE) et de la Capacité d'Autofinancement (CAF)

Excédent brut d'exploitation (EBE)

en millions de FD

Année	2002	2003	2004	2005	2006
Excédent Brut d'Exploitation	398	552	350	299	240
Variation de l'E.B.E		38,7%	-36,6%	-14,6%	-19,7%

La rentabilité d'exploitation de l'AID s'est fortement dégradée sur la période 2003-2006. La performance de l'excédent brut d'exploitation (EBE) de l'Aéroport reste cependant très faible par rapport à la taille de cet établissement. En 2006, l'E.B.E de l'aéroport accuse une chute de 19,7% par rapport à l'année 2005, en passant de 299 millions FD en 2005 à 240 millions FD en 2006.

Cette situation s'explique par le poids très important des charges du personnel sur la période 2004-2006.

Le poids du personnel

en millions de FD

Année	2002	2003	2004	2005	2006
Frais du Personnel (FP)	593	594	748	787	872
Variation		0,2%	25,9%	5,2%	10,8%
FP/VA	55,4%	48,6%	65,5%	69,6%	75,4%

Les frais du personnel absorbent 75% de la valeur ajoutée pour l'exercice 2006 ; dans ce cas de figure l'AID a intérêt de mener une politique de gestion de ressources humaines rigoureuse mais efficiente afin de contrecarrer cette situation.

La Capacité d'autofinancement (CAF)

En millions de FD

Année	2002	2003	2004	2005	2006
Capacité d'Autofinancement	320	-79	37	235	-9
Variation de la C.A.F		-124,7%	146,8%	535,1%	-103,8%

La capacité d'autofinancement (CAF) a fortement baissé en 2006 soit de 103,8% en passant de 235 millions FD en 2005 à -9 millions FD en 2006. Cette mauvaise performance est principalement due à la chute du résultat net.

4-Le résultat net

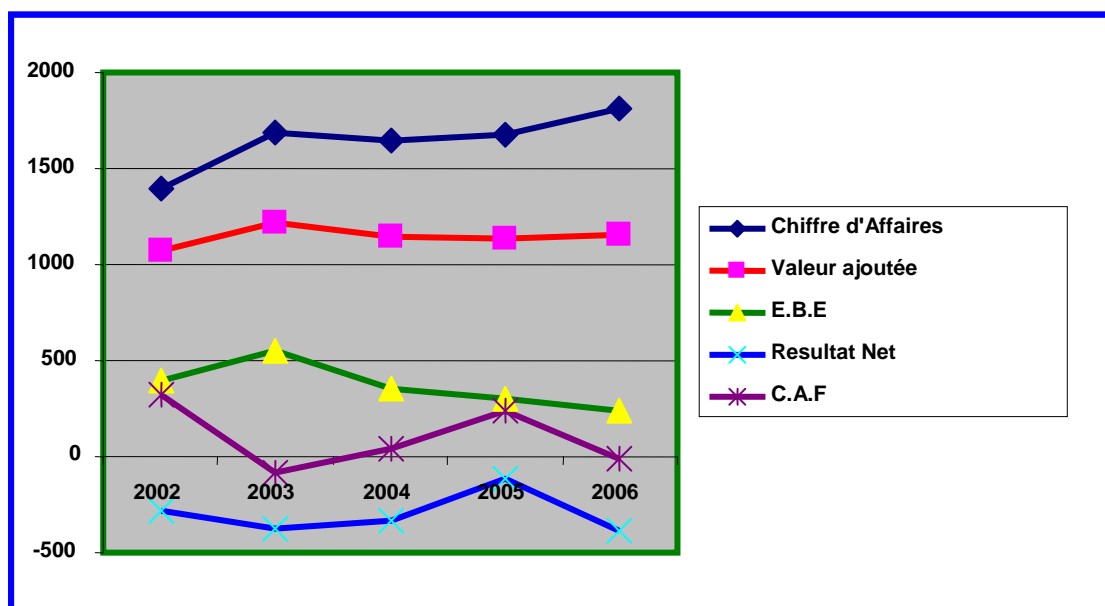
En millions de FD

Année	2002	2003	2004	2005	2006
Résultat Net	-286	-370	-331	-119	-385
Variation du Résultat Net		+29,4%	-10,5%	-64,0%	+223,5%

Le résultat net de l'AID témoigne également de la mauvaise performance de cet établissement malgré sa gestion privatisée. Il reste sur toute la période 2002-2006 déficitaire en enregistrant pour les trois dernières années -331 millions FD , -119 millions FD en 2005, et -385 millions FD.

Si l'AID continu dans cet élan, cette mauvaise performance le conduira à compromettre la continuité de son activité par la stratégie de recours à l'endettement et risque à terme de rendre négatif le poste « Capitaux Propres » du fait du report sur l'exercice suivant des pertes antérieures selon les normes de la comptabilité.

Synthèse de l'évolution des ratios de rentabilité financière de l'AID



III- Le poids de l'AID dans l'économie nationale

1- La contribution de l'AID dans le Produit Intérieur Brut

Tableau 1. La part de valeur ajoutée de l'AID dans la Production nationale

En millions FD

Année	2002	2003	2004	2005	2006
Valeur ajoutée de l'AID	1071	1221	1142	1131	1157
PIB	105210	111070	118400	125976	136645
Part de la Richesse créée par l'AID sur la Production Nationale	1,0%	1,1%	1,0%	0,9%	0,9%

La contribution de l'AID à la richesse nationale n'est pas significative. Au même titre que l'ONEAD, l'AID est sujet à des difficultés d'exploitations. Durant la période 2004-2006 la part de la richesse créée par l'AID a du mal à dépasser le 1 % du produit intérieur brut du pays.

2-Contribution de l'AID dans les recettes de l'Etat

Tableau 2. La contribution de l'AID aux recettes fiscales de l'Etat

En millions FD

Année	2002	2003	2004	2005	2006
Impôts et taxes payés par l'AID	89	90	60	62	69
Recettes fiscales de l'Etat	23408	26578	30020	31091	32043
Part de la contribution de l'AID sur les recettes fiscales de l'Etat	0,4%	0,3%	0,2%	0,2%	0,2%

Au cours de la période 2003-2006, la contribution de l'AID a du mal à dépasser le 0,3 % des recettes fiscales de l'Etat, soit un montant 69 millions FD en 2006.



Les activités du système d'assurance automobile du Comesa en 2007

Le marché commun de l'Afrique orientale et australe (Comesa) met en œuvre plusieurs programmes d'intégration soutenus par l'industrie des assurances.

Les mécanismes assurantiels de protection des personnes et des patrimoines peuvent en effet contribuer au processus d'intégration dans les domaines du transport, du commerce ou des investissements.

C'est le cas notamment du régime de l'assurance automobile Comesa appelé carte jaune qui facilite la circulation des biens et des personnes entre les pays membres.

I/L'assurance automobile régionale ou Carte jaune Comesa

C'est en 1986 que les pays membres du Comesa (dénommé à l'époque Zep) ont établi un système régional d'assurance automobile pour d'une part faciliter la circulation transfrontalière et d'autre part garantir une indemnisation prompte et équitable aux victimes des accidents de la route causés par les automobilistes non résidents en provenance des autres pays membres.

Un régime analogue existe notamment en Europe depuis 1953 (carte verte), dans les pays d'Afrique de l'ouest depuis 1982 (carte brune) ou en Afrique centrale avec la carte rose.

Notre pays a pu mettre en œuvre ce système en 2003 grâce à la restructuration du secteur des assurances réalisée en 2001.

Cela a permis de résoudre les problèmes d'indemnisation des victimes des accidents causés par les véhicules éthiopiens en transit et de faciliter la circulation automobile et de manière générale le commerce entre Djibouti et l'Ethiopie.

1/ Le fonctionnement de la carte jaune

La carte jaune est une attestation d'assurance régionale qui couvre la responsabilité civile encourue par les automobilistes non résidents en visite ou en passage dans un Etat membre du Comesa. Elle présente deux importants avantages :

- Une couverture valable dans tous les pays membres du Comesa. Le détenteur de la carte peut y circuler librement sans avoir à souscrire une nouvelle police d'assurance dans chaque pays visité.
- L'indemnisation des victimes selon la législation et par une institution du pays où est survenu l'accident.

Le système de la carte jaune fonctionne par le biais d'un réseau des Bureaux Nationaux répartis dans chacun des pays membres. Chaque bureau national a deux fonctions :

a/ Délivrer la carte jaune aux automobilistes résidents qui se rendent dans les autres pays du Comesa ; le bureau national joue ainsi un rôle de bureau émetteur ;

b/ Indemniser les victimes des accidents causés sur le territoire national par les automobilistes ressortissants des autres pays du Comesa.

Le bureau national est donc aussi un bureau gestionnaire des sinistres pour le compte des autres bureaux nationaux.

2/ les activités du Bureau national de Djibouti

Le Bureau national de Djibouti est régi par le décret 2002-0136/PR/MEF du 7 juillet 2002 qui stipule que l'organisme d'assurance des véhicules de transport en commun dénommé Pool TPV fait office de Bureau de la carte jaune Comesa et de l'arrêté n°2005-0773 du 14 décembre 2005 qui fixe les modalités de fonctionnement dudit Bureau.

Les activités du Bureaux national de Djibouti consistent à l'émission des cartes jaunes aux automobilistes djiboutiens qui se rendent en Ethiopie et surtout à la gestion et au règlement des accidents causés par les véhicules éthiopiens.

2-1/Le chiffre d'affaires

La production du Bureau de la carte jaune de Djibouti depuis son démarrage se présente comme suit:

(FD)

	2003	2004	2005	2006	2007	Variation 2006/2005	Variation 2007/2006
Chiffre d'affaires	8 151 176	8 719 767	12 947 557	18 385 991	21 717 871	42,0%	18,1%
Nombre des Cartes Jaunes émises	237	233	279	338	504	21,1%	49,1%
Nombre des véhicules assurés	200	199	207	304	406	46,9%	33,6%

On note une augmentation continue de la production dans toutes ses composantes. Le chiffre d'affaires, les émissions de cartes jaunes et le nombre des véhicules assurés de l'exercice 2007 sont respectivement en hausse de 18%, 49% et 33,6% par à 2006.

Cette hausse est principalement due au développement des cartes jaunes souscrites par les particuliers notamment pendant les périodes de vacances (+50,6% par rapport à 2006).

Les activités de production restent cependant sans commune mesure avec les engagements liés à la gestion des sinistres pour le compte du Bureau de la carte jaune d'Ethiopie.

2-2/ La charge des sinistres

Le trafic important des véhicules éthiopiens génère en effet des accidents que le Bureau de Djibouti doit gérer et régler pour le compte du Bureau de la carte jaune d'Ethiopie.

Le tableau suivant donne l'évolution du nombre des sinistres survenus de 2003 à 2007 ainsi que le nombre cumulé des sinistres réglés au cours de la même période :

	2003	2004	2005	2006	2007
Nombre des sinistres survenus	57	48	70	77	82
Nombre cumulé des sinistres payés	35	68	106	150	166

De 2003 à 2007, le Bureau de la carte jaune de Djibouti a réglé 166 sinistres d'un coût de 117 990 515 FD.

A la fin de l'exercice 2007, il existait 168 sinistres en suspens évalués à 253 125 000 FD.

La charge de sinistres des véhicules éthiopiens, c'est-à-dire la somme des sinistres payés et des sinistres en suspens, au cours des trois dernières années se présente comme suit:

(FD)

	2005	2006	2007	Variation 2006/2005	Variation 2007/2006
Sinistres payés	14 849 758	37 033 242	41 524 225	149,4%	12,1%
Provision des sinistres à l'ouverture	79 898 834	134 104 000	182 866 660	67,8%	36,4%
Provision des sinistres à la clôture	134 104 000	182 866 660	253 125 000	36,4%	38,4%
Dotation de l'exercice	54 205 166	48 762 660	70 258 340	-10,0%	44,1%
Charge de sinistre	69 054 924	85 795 902	111 782 565	24,2%	30,3%

Les paiements de sinistres en faveur des assurés et bénéficiaires des contrats d'assurance s'élèvent au 31 décembre 2007 à 41 524 225 FD en hausse de 12,1% par rapport à l'exercice 2006.

La charge de sinistres comptable est de 111 782 565 FD en 2007 contre 85 795 902 FD en 2006 soit une augmentation de 30,3%.

3/Les activités des autres Bureaux nationaux

Outre la République de Djibouti, le système d'assurance automobile du Comesa est appliqué par les 12 pays suivants : Burundi, RDCongo, Ethiopie, Erythrée, Kenya, Malawi, Rwanda, Soudan, Tanzanie, Ouganda, Zambie et Zimbabwe.

Les activités de production des Bureaux nationaux de ces pays se présentent comme suit en 2007 :

Bureaux émetteurs	2006		2007		Variation 2007/2006	
	Nombre CJ	Chiffre d'affaires USD	Nombre CJ	Chiffre d'affaires USD	Nombre CJ	Chiffre d'affaires
BURUNDI	3 789	61 251	3 612	49 322	-4,7%	-19,5%
D R CONGO	1 118	57 176	1 703	83 862	52,3%	46,7%
ERITREA	-	-	3	160	-	-
ETHIOPIA	16 679	652 215	18 121	706 206	8,6%	8,3%
KENYA	11 337	1 218 937	14 713	1 662 239	29,8%	36,4%
MALAWI	343	12 552	452	17 257	31,8%	37,5%
RWANDA	3 500	108 301	4 457	120 125	27,3%	10,9%
SUDAN	-	-	6	365	-	-

TANZANIA	5 730	199 983	4 292	178 868	-25,1%	-10,6%
UGANDA	3 947	464 352	4 392	607 077	11,3%	30,7%
ZAMBIA	10 191	152 702	10 886	176 032	6,8%	15,3%
ZIMBABWE	8 103	16 298	7 359	-	-9,2%	-
TOTAL	64 737	2 943 767	69 996	3 601 513	8,1%	22,3%

Source: Rapport du 21^{ème} Conseil des bureaux nationaux

En 2007, le Bureau national du Kenya a généré 46% du chiffre d'affaires du système avec 14 713 cartes émises pour un montant de 1 662 239USD.

Le Bureau d'Ethiopie est en seconde position avec un chiffre d'affaires de 706 206 USD pour 18 121 cartes émises.

La couverture du trafic important des véhicules éthiopiens se rendant à Djibouti a véritablement créé le chiffre d'affaires de ce bureau qui n'émettait quasiment aucune carte avant 2003, c'est à dire avant l'adhésion de Djibouti au système de la carte jaune Comesa.

Son chiffre d'affaires reste cependant inférieur à celui du Bureau du Kenya en raison de la faiblesse de ses taux de primes.

A la demande du 21^{ème} Conseil des Bureaux d'octobre 2007, le Bureau d'Ethiopie a dû augmenter ses primes de plus de 40% pour renforcer ses résultats techniques et ne pas dégrader la couverture de réassurance du système.

Le Bureau d'Erythrée n'a quasiment aucune activité depuis la guerre entre ce pays et l'Ethiopie qui a mis fin à leurs activités commerciales.

Le Bureau du Soudan, qui a rejoint le système en 2005, présente un faible chiffre d'affaires dû notamment à l'application d'un mécanisme bilatéral d'indemnisation des accidents de circulation survenant entre ce pays et l'Ethiopie.

4/ La réassurance de la carte jaune

Comme toute activité d'assurance, la carte jaune s'appuie sur un programme de réassurance géré par la société de réassurance du Comesa, Zep-Re.

Cette institution régionale a été créée en 1990 par les chefs d'Etat et de gouvernement du Comesa réunis à Mbabane (Swaziland) avec pour mission de promouvoir et de développer les échanges régionaux dans le cadre de l'industrie des assurances et de la réassurance.

La Zep-Re a un double rôle dans la gestion du système d'assurance automobile du Comesa :

- La réassurance ou la prise en charge des sinistres supérieurs à 10 000USD moyennant une cession nette de 27% des primes émises par chaque Bureau;
- La facilitation du remboursement des sinistres inférieurs ou égaux à 10 000USD. En tant que chambre de compensation, la Zep Re rembourse le bureau gestionnaire du sinistre et récupère les fonds auprès du bureau qui a émis la carte jaune.

La Zep Re garantit donc le bon fonctionnement et la solvabilité du système de la carte jaune.

Elle joue ainsi un rôle crucial dans le processus de remboursement au Bureau de Djibouti des indemnités de sinistres payés pour le compte du Bureau d'Éthiopie.

Au 31/12/2007, La Zep Re avait remboursé au bureau de Djibouti la somme de 79 554 334 FD soit 72,5% des indemnités de sinistres payées de 2003 à 2007 au titre des réparations des accidents matériels et/ou corporels causés par les véhicules éthiopiens en transit à Djibouti.

Ce taux est satisfaisant au regard du retard constaté dans les demandes de remboursements du Bureau de Djibouti auprès de la Zep-Re de 2003 à 2005.

En 2007, les activités de la carte jaune entre Djibouti et l'Éthiopie ont généré un volume des primes de 828 217 USD.

Le chiffre d'affaires du Bureau national d'Éthiopie en représente 85% alors que la part du Bureau de Djibouti n'est que de 15%.

Cette production déséquilibrée entre les deux bureaux s'explique par la prépondérance des véhicules éthiopiens dans le trafic des véhicules circulant entre les deux pays.

Le Bureau de Djibouti assure de ce fait principalement une fonction de gestion des sinistres pour le compte du Bureau d'Éthiopie.

Il incombe donc au secrétariat exécutif du Bureau national et aux autorités de tutelle de veiller à la prompte indemnisation des victimes, à la liquidation rapide des provisions de sinistres et au suivi des remboursements par la Zep-Re.

INDICATEURS ECONOMIQUES

	2004	2005	2006	2007
Comptes nationaux				
PIB nominal (en millions de francs Djibouti)	118 400	125 976	136 645	151 033
PIB réel (variation annuelle en pourcentage)	3.0	3.2	4.8	5.3
Prix à la consommation (en moyenne annuelle)	3,1	3.1	3.5	5.0
Importations des ciments (tonnes)	13 051	20 747	86 348	98 155
Eau et électricité				
Production d'eau (en millier m3)	13 472	13 528	14 560	15 290
Production d'électricité (en Mwh)	271 026	302 979	306 047	321 160
Commerce et tourisme				
Nombre de passagers locaux a l'aéroport	129 531	133 334	147 165	162 374
Nombre de nuitées a l'hôtel	66 941	59 032	58 739	74 800
Transport et communication				
Activité au port (m3 tons)	4 847 166	5 431 915	5 502 842	6 271 447
Trafic commercial de marchandise a l'aéroport	9 430	10 510	9 564	9 819
Trafic des camions	120 657	148 787	132 008	156 285
Trafic de marchandises par le chemin de fer	181 823	462384	92 075	79 303
Lignes téléphoniques fixes	10 982	10 578	10 261	14 113
Abonnes GSM actifs	33 937	44 053	47 577	69, 539
Abonnes internet	2,982	3,491	4,189	4,886
Finances Publiques				
	en millions de FD			
Recettes Totales	42 080	46 711	47 742	53 002
Dépenses courantes	34 900	34 666	40 816	40 025
Capacité de financement de l'Etat (Recettes totales- dépenses courantes)	7 180	12 045	6 926	12 977
Dépenses d'investissement	9 692	11 711	10 302	16 859

Source : Direction de l'Economie et FMI